Comprendre la petite enfance

▲

Conclusions de l'Étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n° 1 (DSW1)

Jodi Lee
Coordinatrice des recherches communautaires de Winnipeg
Un projet de la direction générale de la recherche appliquée
Développement des ressources humaines Canada

Novembre 2001

●

Date d'impression novembre 2001

ISBN: 0-662-86416-6
Cat. No.RH64-7/2001-2F

La version anglaise de ce document est disponible sous le titre « Results of the Community Mapping Study for the Children in Winnipeg (School Division No. 1) »./
This paper is available in English under the title "Results of the Community Mapping Study for the Children in Winnipeg (School Division No. 1.)"

Si vous avez des questions d'ordre général concernant les documents publiés par la Direction générale de la recherche appliquée, veuillez les adresser au :

Service des publications
Direction générale de la recherche appliquée
Politique stratégique
Développement des ressources humaines Canada
165, rue Hôtel-de-Ville, Phase II, 7e étage
Hull (Québec) Canada
K1A 0J2

Téléphone : (819) 994-3304
Télécopieur : (819) 953-9077
Courrier électronique : research@hrdc-drhc.gc.ca
http://www.hrdc-drhc.gc.ca/dgra

104-02707/

Remerciements

L'auteure désire remercier tous ceux et celles qui ont travaillé d'arrache-pied à la rédaction de ce rapport. Le principe des études d'établissement du profils communautaire est un concept relativement nouveau et excitant que peu de chercheurs du domaine sociale ont adopté à ce jour. Nous avons bénéficié des données et des conseils judicieux de la Ville de Winnipeg, du Conseil de planification sociale, du gouvernement du Manitoba, du Centre des bénévoles de Winnipeg et de nombreuses autres sources. Nous remercions aussi les chercheurs en milieu communautaire œuvrant à l'échelon des observations de quartier et des sondages du programme. Nous avons également grandement apprécié l'appui que nous ont donné le Early Childhood Transition Network ainsi que la Coalition communautaire du projet Comprendre la petite enfance. Leurs travaux en vue d'aider les enfants à partir le mieux possible dans la vie est pour nous une source d'inspiration. Nous tenons en outre à souligner l'aide extraordinaire que nous ont prodiguée la Direction générale de la recherche appliquée de DRHC, Statistique Canada ainsi que la division de la recherche et de l'évaluation à la Division scolaire de Winnipeg n° 1.

Exonération de responsabilité

La nature évolutive des programmes et services communautaires ajoute encore d'autres éléments complexes à toute étude de cartographie communautaire. La coordonnatrice du projet *Comprendre la petite enfance* et ses adjoints ont tout mis en œuvre pour rassembler l'inventaire le plus complet et précis des ressources disponibles au sein de la Division scolaire de Winnipeg n° 1 (DSW1). Cependant, les données sur les ressources recueillies et étudiées dans le cadre de ce rapport ne cherchent pas à donner un portrait exhaustif, mais plutôt une importante première étape en vue de bien comprendre les programmes, services et climats aussi bien physiques que sociaux qui composent la collectivité à laquelle se réfère la DSW1. Développement des ressources humaines Canada a préparé ce rapport, en concert avec la DSW1, en fonction des données disponibles et des renseignements que leur ont fournis les chercheurs de la collectivité. Le lecteur est invité à y faire les corrections, ajouts et commentaires qu'il jugera à propos, lesquels pourront alors faire partie de rapports subséquents.

Il importe de considérer qu'en elles-mêmes, les données du relevé communautaire ne renseignent pas les collectivités sur le rendement des enfants. Elles les renseignent plutôt sur les caractéristiques physiques et socio-économiques des quartiers où vivent les enfants, et sur les genres de programmes et de services offerts aux enfants de six ans et moins.

Table des matières

L'Étude d'établissement du profil communautaire : Points saillants 7
Utilité des conclusions de l'EEPC 8
1. Aider les collectivités à donner aux enfants le meilleur départ possible 10
Éléments du projet CPE 11
2. La DSW1 comme collectivité 13
3. Le contexte social de la DSW1 17
Mobilité de la population 17
Éducation et emploi 19
Revenu familial 21
Structure familiale 26
Diversité ethnique et linguistique 26
Pour tout mettre en place : Création d'un indice social 29
Utilité de ces renseignements pour les enfants 34
4. Le milieu physique 35
Circulation routière 35
Déchets 36
Pour tout mettre en place : Création d'une échelle de l'environnement physique 36
Utilisation de ces renseignements par la collectivité 39
5. Les ressources des quartiers 41
Programmes axés sur les jeunes enfants 42
Centres de garde à l'enfance 43
Centres préscolaires 44
Garderies éducatives et écoles maternelles 44
Ressources disponibles axées sur les enfants 48
Ressources axées sur les familles 48
Soutien aux familles 48
Programmes de cours sur le rôle parental 48
Programmes de halte accueil 51
Assistance aux parents ou haltes garderie 51
Ressources axées à la fois sur les parents et la famille 51
Ressources axées sur la collectivité 51
Programmes éducatifs 56
Services destinés aux enfants à risque et-ou aux enfants à besoins spéciaux 57

Logements sociaux 59
Bibliothèques 59
Loisirs 61
Ressources disponibles axées sur la collectivité 63
Services de santé et de mieux-être 63
Médecins généralistes et spécialistes 68
Services de santé d'urgence 68
Ressources autochtones 70
Ressources destinées aux immigrants 72
Ressources du domaine des arts et du divertissement 72
Lieux de culte 75
Utilisation de ces renseignements par la collectivité 75
6. La recherche comme fondement de l'action communautaire 78
Aperçu des résultats de l'établissement des profils communautaires 78
Constatations liées au milieu social 78
Pour tout mettre en place : Application de l'indice social aux caractéristiques démographiques et physiques de la collectivité 79
Constatations liées au milieu physique 80
Pour tout mettre en place : Application de la cote des milieux physiques des quartiers à la DSW1 81
Constatations liées à la présence de ressources communautaires 81
7. Prochaines étapes 84
Fonder l'action sur les constatations de l'EEPC 84
Fonder l'action sur les constatations tirées du projet CPE 84
Prochaines étapes 85
Perspectives d'avenir 85
Annexe A : Les limites d'une étude de profil communautaire 86
Annexe B : La coalition communautaire du projet CPE 87
Annexe C : L'élaboration d'un indice social 88
Annexe D : Résultats de l'observation des quartiers 90
Annexe E : Établissement d'une échelle d'évaluation du milieu physique 92
Annexe F : Conception et résultats de l'enquête sur les programmes communautaires 93
Annexe G : L'engagement du Manitoba en faveur du développement de la petite enfance 96
Bibliographie 98

L'Étude d'établissement du profil communautaire : Points saillants

Le projet national de recherche Comprendre la petite enfance (CPE) offre des données de recherche qui contribueront à renforcer la capacité de la collectivité à prendre des décisions informées quant aux orientations et aux programmes servant le mieux les familles avec des petits enfants. Le projet vise à aider la collectivité, partout au Canada, à atteindre ses objectifs d'amélioration du développement de la petite enfance, en lui offrant les renseignements utiles pour rehausser ou adapter les ressources et les services communautaires. Ce projet présente aux collectivités des moyens de vérifier les progrès de leurs enfants et d'en optimiser le développement, grâce à une mobilisation stratégique des ressources et des programmes.

L'Étude d'établissement du profil communautaire (EEPC) de la Division scolaire de Winnipeg n° 1(DSW1) avait pour but de recueillir des renseignements sur les caractéristiques physiques, sociales et économiques des quartiers dans lesquels vivent les jeunes enfants, et sur le genre de programmes et de services offerts aux enfants de six ans et moins, et à leurs parents.

Points saillants des environnements physique et social

- La DSW1 est constituée principalement de secteurs résidentiels, avec plusieurs grandes zones industrielles situées surtout dans le nord-ouest de la région. Elle s'étend sur 77 kilomètres carrés.
- La concentration des enfants, des nouveau-nés aux enfants de six ans (20,181 ou 9 p. 100 de la population de la DSW1), était surtout située dans les quartiers du centre de la ville.
- La DSW1 comptait une faible proportion d'immigrants établis depuis peu et une forte proportion d'Autochtones. Quelque 27 p. 100 des enfants de six ans et moins étaient des enfants autochtones.
- Alors que la DSW1, dans son ensemble, se mesure favorablement à la moyenne nationale de plusieurs indicateurs, un regard plus approfondi permet de dégager des polarités en fonction de quartiers particuliers. Ainsi, certains secteurs de la région centrale de la division comptaient de forts pourcentages de résidents dont le niveau de scolarité et de revenus était faible. Par conséquent, ces secteurs pourraient nécessiter non seulement davantage de services, mais des services particuliers qui leur permettraient de surmonter des obstacles majeurs. En outre :
  - Au moment de l'étude, on comptait 89 quartiers (sur un total de 333) où la mobilité était élevée (la définition de mobilité élevée correspond à un taux de 30 p. 100 ou plus des personnes du secteur qui ont déménagé au cours de l'année). Dans ces quartiers, où vivaient 20 p. 100 des enfants de la division scolaire, le taux de pauvreté était établi à 31 p. 100.
  - Un nombre important de quartiers (124 sur 333) affichaient un taux élevé de pauvreté, soit 38 p. 100 ou plus. Près de 40 p. 100 de la population de la division scolaire et 45 p. 100 des enfants âgés de six ans et moins vivaient dans ces quartiers très pauvres. De plus, ces secteurs affichaient, en règle générale, des taux de chômage élevés et une forte proportion de résidents peu scolarisés.

- Quelque 63 p. 100 des enfants de six ans et moins vivaient dans des quartiers considérés comme étant « à risque quelque peu élevé » ou « à risque élevé ». Les quartiers considérés à risque quelque peu élevé ou à risque élevé se situaient surtout dans la partie centrale de la DSW1, ainsi que dans diverses poches disséminées de ces quartiers, dans les secteurs centre-nord et est de la collectivité. Ces quartiers étaient habituellement cernés par des taux élevés de pauvreté, une scolarité faible, un taux élevé d'immigrants et un nombre élevé de personnes ne pouvant s'exprimer ni en français ni en anglais.

Quelques points saillants : disponibilité de ressources avoisinantes

- Au moment de l'étude, on comptait 130 établissements de garde à l'enfance et 79 garderies familiales licenciées, offrant des programmes et services à une clientèle allant des nouveau-nés aux enfants d'âge scolaire.
- On comptait 16 programmes préscolaires dans la collectivité : maternelles Montessori, programmes d'aide préscolaire aux autochtones et écoles indépendantes.
- Il y avait 59 écoles élémentaires, chacune offrant une garderie et une maternelle.
- Il y avait 68 cours et programmes d'éducation parentale, 30 programmes d'assistance, 100 programmes d'aide, 14 haltes garderies et 4 programmes d'aide aux employés.
- On comptait aussi 68 programmes et services à l'intention des enfants à risque (tels Early Start, Bon départ et la maison Rossbrook).
- L'étude a trouvé dans la collectivité 40 programmes à l'intention des enfants ayant des difficultés particulières. Ce nombre ne tient pas compte de tous les services et sources de financement à l'intention des enfants ayant des besoins spéciaux et de leur famille.

Utilité des conclusions de l'Étude d'établissement du profil communautaire

Les conclusions de l'EEPC peuvent s'avérer un outil efficace pour rejoindre et informer divers groupes de la collectivité. Que ce soient des représentants provinciaux ou municipaux, des directeurs de programmes locaux ou des professionnels des services familiaux, ces renseignements peuvent informer les décisions de politique, d'élaboration de programme, de financement et d'établissement des priorités (voir à l'annexe A les données sur les limites des EEPC).

Le document qui accompagne le présent rapport, intitulé *Le développement des jeunes enfants de Winnipeg (Division scolaire n° 1)*, intègre les données et les résultats des trois composantes du programme Comprendre la petite enfance, soit le volet communautaire de l'Étude longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ), l'Instrument de mesure du développement des jeunes enfants (IDJE), et l'étude d'établissement du profil communautaire (EEPC). Le lecteur y trouvera un important recueil de données liées au développement des enfants dans la division scolaire et aux facteurs communautaires qui peuvent influencer ce développement. Forts de ces nouveaux renseignements, les chefs de file communautaires seront en mesure de discuter des moyens à prendre pour optimiser le développement des enfants, en fonction des faits révélateurs du rendement réel du développement des enfants dans la division scolaire, et des retombées des ressources communautaires sur leur développement.

Les acronymes

- Projet CPE = Projet Comprendre la petite enfance
- ELNEJ = Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes
- IDJE = Instrument de mesure du développement des jeunes enfants
- EEPC = Étude d'établissement du profil communautaire
- DRHC = Développement des ressources humaines Canada
- DSW1 = Division scolaire de Winnipeg n° 1
- DP = Demande de propositions
- SD = Secteur de dénombrement

1. Aider les collectivités à donner aux enfants le meilleur départ possible

Il est essentiel, pour veiller à donner aux enfants les meilleures chances possibles de débuter dans la vie, que nous améliorions notre compréhension des facteurs qui aident ou entravent leur développement, et que nous accroissions la capacité de la collectivité à suivre ce développement.

Le projet *Comprendre la petite enfance* (CPE) de la Direction générale de la recherche appliquée de Développement des ressources humaines Canada (DRHC), a vu le jour en réaction à la reconnaissance de plus en plus généralisée que le genre de soins et d'attentions que les enfants reçoivent au cours de la petite enfance peut se refléter grandement sur le reste de leur vie.

Les chercheurs ont constaté que tout se joue avant six ans, car cette période de développement établit la base des compétences et des habiletés d'adaptation liées à l'apprentissage, au comportement et à la santé tout au long de la vie (lire, dans McCain et Mustard, 1999 et dans Doherty, 1997, une analyse des recherches additionnelles actuelles à cet égard). Ces premières années sont essentielles au développement de l'enfant car elles forment son cadre de réalisation, non seulement aux études et au travail, mais aussi en matière de santé, de qualité de vie et de capacité d'adaptation.

Le projet CPE cherche à documenter l'influence des facteurs communautaires d développement de l'enfant et à rehausser la capacité communautaire d'utiliser ces données pour suivre le développement au cours de la petite enfance tout comme pour susciter des réactions communautaires efficaces.

Les données du projet national de recherche *Comprendre la petite enfance* (CPE) améliorent les capacités communautaires de prise de décision quant aux meilleurs programmes et politiques à offrir aux familles des jeunes enfants. Le projet cherche à aider la collectivité canadienne à réaliser ses objectifs d'amélioration du développement de la petite enfance, en lui offrant les données nécessaires pour rehausser ou adapter les services et ressources communautaires. Il permet aux collectivités de comprendre comment les expériences des petits enfants influencent leur apprentissage, leur santé et leur bien-être. Il leur permet ainsi de suivre le rendement des enfants et d'optimiser leur développement en recourant à la mobilisation stratégique de leurs ressources et de leurs programmes.

Le projet CPE procède de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ), un effort concerté de DRHC et de Statistique Canada. L'ELNEJ recueille des données depuis 1994. Elle est la source inévitable de données nationales longitudinales pour la recherche sur le développement de l'enfance au Canada. Elle vise à accroître nos connaissances des facteurs du développement et du bien-être des enfants.

Les toutes premières recherches sur le développement des enfants indiquent que les facteurs communautaires peuvent jouer à cet égard, mais seule une recherche approfondie permet d'évaluer à quel point, et en fonction de quels mécanismes(Kohen, Hertzman et Brooks-Gunn, 1998).

Par conséquent, l'un des premiers objectifs du projet CPE consiste dans l'évaluation de la nature et de la portée des influences communautaires sur le développement de l'enfant et des variables familiales, scolaires, d'école et de quartier. Le projet s'appuie sur trois outils complémentaires permettant un suivi détaillé et communautaire :

- Le volet communautaire de l'ELNEJ;
- L'Instrument de mesure du développement des jeunes enfants (IDJE);
- L'étude d'établissement du profil communautaire (EEPC).

Toutes ces données approfondiront notre compréhension des liens communautaires du développement de la petite enfance et des outils collectifs pour mieux répondre aux besoins des jeunes enfants et des parents.

Le projet CPE à Winnipeg

La DSW1 a créé un groupe voué au bien-être des enfants sur son territoire, le *Early Childhood Transition Network* (ECTN), formé surtout du personnel de la division scolaire et de professionnels qui entraient en contact avec les enfants dans la division.

Ensuite, l'adhésion au groupe s'est étendue au milieu communautaire. À l'annonce de la demande de propositions du projet CPE, l'ECTN a étendu son mandat pour répondre aux besoins de la collectivité. C'est ainsi qu'a vu le jour la Coalition communautaire de la petite enfance (*Early Years Community Coalition*). S'y retrouvaient des particuliers, des groupes et des organismes de tous les secteurs, intéressés à veiller à ce que les jeunes enfants soient préparés à l'apprentissage au moment de débuter leur vie scolaire officielle. La Coalition communautaire conseille le projet en matière d'orientation, veille à ce que le milieu communautaire ait plein droit de parole et à la bonne diffusion de l'information aux divers groupes (voir les divers détails présentés sur la Coalition à l'annexe B).

Éléments du projet CPE

Le volet communautaire de l'ELNEJ :

Ce que nous apprenons des parents

Une version rehaussée de l'ELNEJ a été élaborée pour recueillir des détails auprès des parents, pour aider à évaluer l'utilisation familiale des ressources communautaires et le développement réel des enfants. Les foyers participants à ce volet volontaire de l'étude ont été choisis au hasard, en tenant compte qu'ils étaient représentatifs de toutes les écoles de la division. Les renseignements recueillis seront analysés afin de déterminer l'importance relative des facteurs communautaires pour le développement des enfants, par opposition aux retombées des facteurs familiaux et individuels. Ce volet communautaire de l'étude a pris place à la fin du printemps 2000 et sera repris en 2004.

L'instrument de mesure du développement des jeunes enfants (IDJE) :

Ce que nous disent les enseignants

L'IDJE, appelé auparavant le *School Readiness to Learn Instrument*, est un questionnaire à l'intention des enseignants de maternelle. Il sert à mesurer le développement des jeunes enfants, avant l'inscription à la première année, dans les domaines suivants :

- Santé et bien-être physiques;
- Santé et maturité affectives;
- Connaissances et habiletés sociales;
- Développement linguistique et cognitif;

- Capacités de communication et connaissances générales.

Cet instrument mesure, en tenant compte de l'âge, comment les enfants d'une classe donnée se développent. Il ne peut pas servir à évaluer le développement individuel d'un enfant donné mais peut servir à indiquer à la collectivité quelle est la pertinence de son soutien au développement des enfants.

La DSW1 a appliqué la mesure au cours de l'hiver en 2000 et en 2001, et compte le refaire en 2002 et en 2004.

L'EECP :

Ce que révèle le profil communautaire

Ce rapport met l'accent sur les conclusions de l'étude du profil communautaire menée à la DSW1 au printemps et à l'été 2000. Les renseignements recueillis touchent :

- les caractéristiques physiques et socio-économiques des quartiers où les enfants vivent;
- le genre de programmes et de services offerts aux enfants de six ans et moins et à leurs parents;
- les endroits où ces programmes étaient situés.

L'étude du profil s'est servie de plusieurs sources de données : le recensement de 1996; les observations dans le quartier (voir les détails présentés à l'annexe D); un sondage sur les programmes communautaires offerts (voir l'annexe F).

Ces données peuvent servir à mieux comprendre :

- Si les ressources sont présentes à proximité d'où vivent les enfants;
- Si la répartition des principales ressources est équitable;
- Pour la collectivité, le moyen de planification, d'établissement des priorités et d'affectation des ressources le plus efficace pour le développement des enfants.

Dresser le profil de la collectivité où vivent les enfants

Les termes « lieu », « quartier », « voisinage », « collectivité » et « communauté » sont souvent employés l'un pour l'autre, alors qu'ils réfèrent à des concepts distincts, même s'ils sont quelque peu apparentés. Comme entité géographique, le terme « lieu » correspond souvent aux frontières politiques, administratives ou autres limites physiques. Les concepts sous-jacents aux termes « quartier », « voisinage » et « collectivité » intègrent aux notions géographiques des aspects psychologiques et sociologiques. On peut les définir, comme le terme « communauté », en fonction des interactions sociales et des fonctions qui se déroulent dans un endroit (lieu) particulier, en plus de l'emplacement spatial. Même s'il existe de nombreuses façons de définir un quartier, un voisinage, une communauté et une collectivité, aux fins de ce rapport, nous définissons les quartiers comme correspondant aux limites géographiques, des secteurs de dénombrement (SD). Le secteur de dénombrement est la plus petite unité géographique normalisée dans le cadre de laquelle on collige des données de recensement. La DSW1 (la collectivité) compte 333 SD. Quand nous parlons de collectivité, nous parlons de la DSW1 dans son ensemble.

2. La DSW1 comme collectivité

Ce rapport examine les conclusions de l'EEPC, dont les données portent sur les environnements physique, social et économique de la DSW1 et livrent de l'information sur les programmes et services qui y sont offerts aux enfants de six ans et moins, et à leur famille.

Aux présentes, la collectivité correspond aux limites géographiques de la DSW1, une zone urbaine de 77,46 km carrés (soit 16,4 p. 100 de la ville), dans un périmètre de 59 km. Elle est bordée par le chemin Mollard, l'avenue Carruthers et l'avenue Matheison au nord, le chemin Panet, l'avenue Thomas et la rivière Rouge à l'est, l'avenue Parker et l'avenue Wilkes au sud et le boulevard Edgeland, la rue Saint-James et le boulevard Brookside à l'ouest[1].

En 1996, la division comptait 220 602 habitants dont 20 181 enfants de six ans et moins (soit 9 p. 100 de la population).

Carte 1 – La division, en contexte

- La ville de Winnipeg compte environ 620 000 habitants, dont 220 620 dans la DSW1 (35 p. 100 de la population de la ville).
- Les deux grandes rivières de Winnipeg (la Rouge et l'Assiniboine) traversent la division.
- Le parc zoologique Assiniboine est à l'intérieur de la DSW1 et apparaît aux cartes de la division.
- Le centre-ville de Winnipeg fait partie de la division

Carte 2 – Où vivaient les enfants ?

La carte indique la répartition des enfants de six ans et moins dans la collectivité :

- Les 20 160 enfants étaient répartis dans tous les secteurs de la collectivité, bien qu'ils étaient surtout concentrés dans le secteur du centre de la ville.
- Les parcs étaient aussi répartis dans toute la collectivité.

Carte 3 – Quels secteurs avaient le taux le plus élevé de familles ?

- La DSW1 comptait environ 50 620 familles ayant des enfants.
- La division comptait un nombre à peu près égal de quartiers où la densité de la population d'enfants de six ans et moins était élevée et de quartiers où cette densité était faible. Cela a une incidence sur la façon dont devraient être réparties les ressources axées sur les enfants, aux fins de la capacité d'accès.

Le profil communautaire peut :

- vous montrer la concentration des programmes

Mais il ne peut pas :

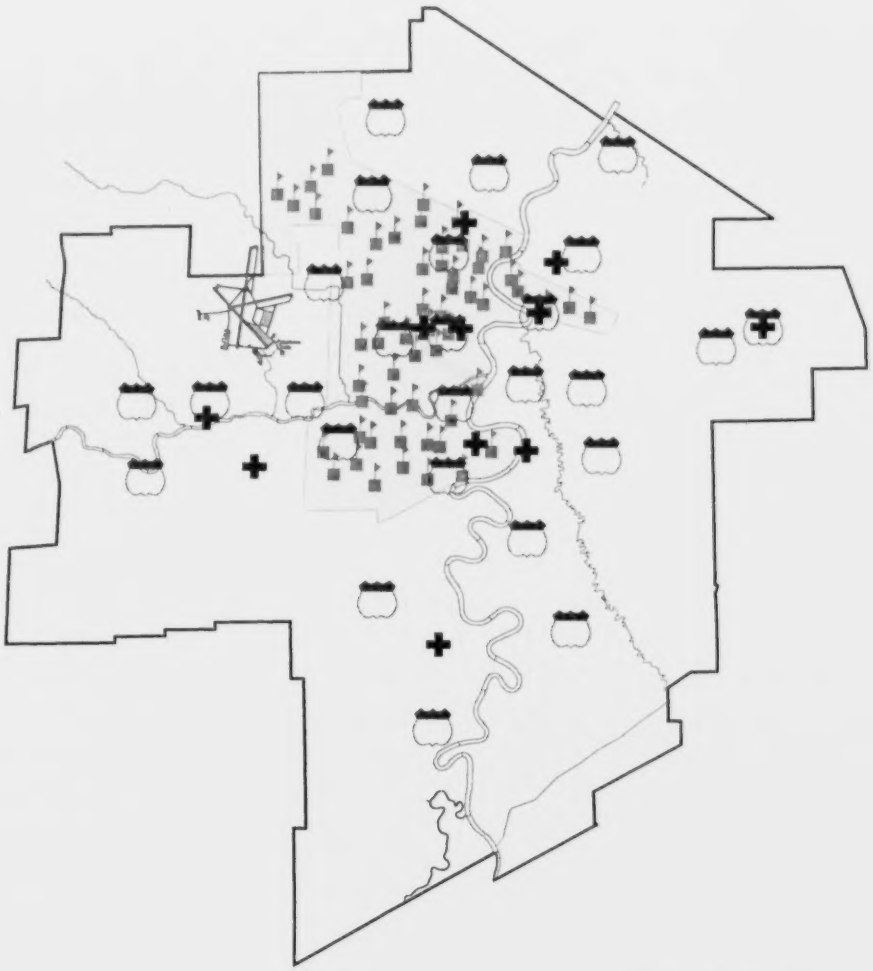
- vous indiquer la qualité d'un programme

Détails du profil communautaire à l'annexe A

[1] Il est bon de noter que de nombreux programmes pour les enfants existent aussi hors des limites de la division, et qu'il se peut que beaucoup d'enfants et leur famille y fassent appel. Étant donné que l'EECP ne vise que les programmes offerts dans la division, il est impossible de savoir si l'on fait appel à ces autres services. De même, dans l'interprétation des cartes : certains programmes peuvent exister à l'extérieur du périmètre, mais ne pas être représentés dans le profil cartographié, laissant croire que la région pourrait ne pas être aussi bien servie que d'autres.

Carte 1

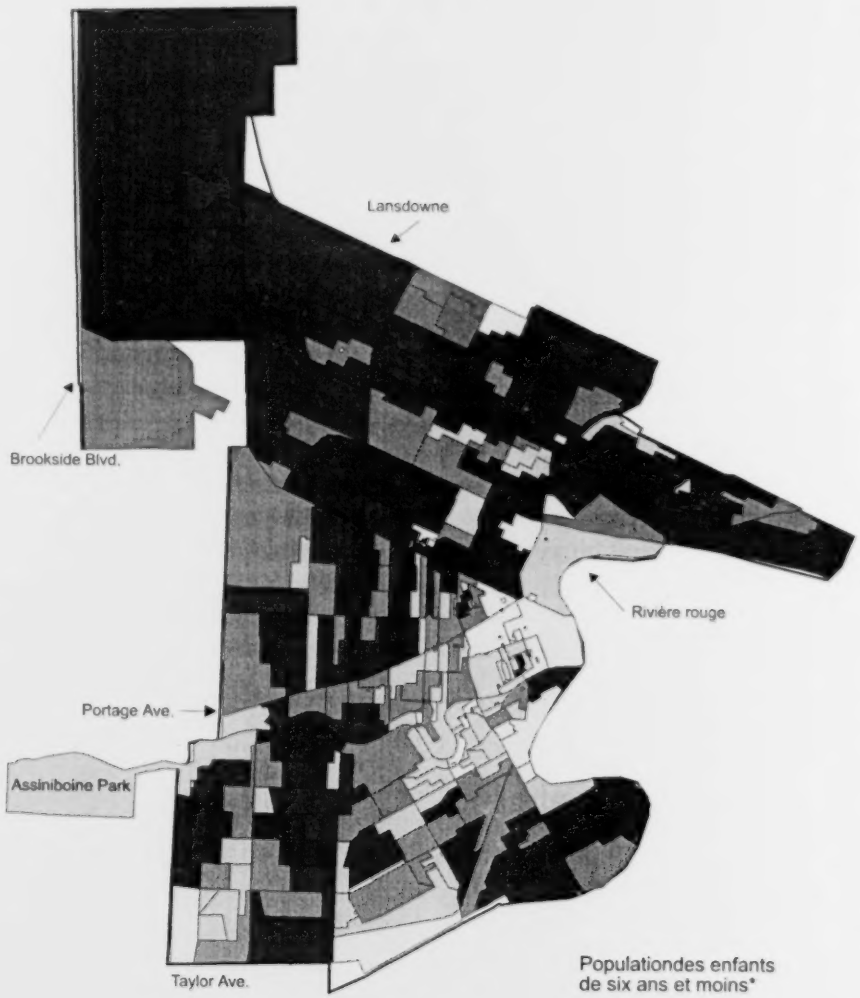
La division, en contexte



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Carte 2

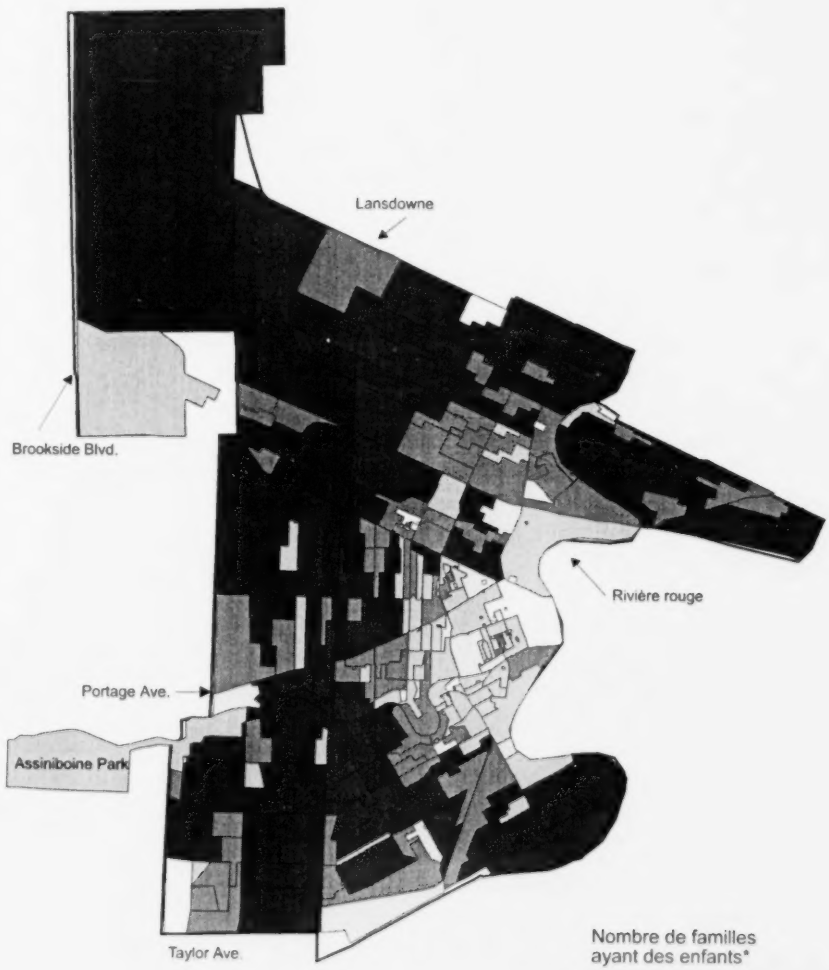
Où vivaient les enfants ?



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Carte 3

Quels secteurs avaient le taux le plus élevé de familles ?



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

3. Contexte social de la DSW1

Les rapports sociaux d'un enfant avec autrui peuvent grandement influencer son développement. La capacité de l'enfant d'entretenir des rapports sociaux positifs commence tôt. Elle est tributaire de la précocité des rapports intimes, des expériences avec d'autres enfants et des conseils et instructions qu'ils reçoivent directement de leurs parents et de leur famille (Doherty, 1997). À ces rapports personnels viennent s'ajouter ceux en dehors de la famille, soit avec les voisins et la collectivité. Les modèles adoptés par la collectivité peuvent influencer les attentes et les comportements des enfants.

Cette section présente des données socio-économiques et démographiques sur les quartiers où vivaient les enfants dans la DSW1 (recensement de 1996). Les caractéristiques étudiées portaient sur les résidents : situation familiale, éducation, emploi, revenu et facteurs multiculturels. Cette analyse aide les chercheurs à en apprendre davantage sur le contexte social des enfants vivant dans les divers quartiers de la DSW1.

Mobilité de la population

Combien des secteurs de la DSW1 étaient formés de personnes stables ou de passage et combien de familles et d'enfants résidaient-ils dans de tels secteurs ?

Pourquoi cette question ?

Les quartiers les plus stables sont ceux dont les habitants sont davantage portés à agir en fonction du bien commun des enfants. L'un des indicateurs de la stabilité des quartiers consiste dans la mesure de la proportion des habitants qui ont déménagé dans l'année. Les taux élevés de mobilité résidentielle et de déménagement au sein d'un quartier correspondent souvent à des facteurs d'instabilité sociale et de faiblesse des liens sociaux, qui peuvent créer un climat d'encouragement à la criminalité et autres comportements antisociaux. Les liens sociaux constituent un prérequis important de cohésion communautaire et d'efficacité collective (définie comme étant la cohésion sociale entre voisins, combinée à leur consentement à intervenir pour le bien commun) (Sampson, Raudenbush et Earls, 1997). Autrement dit, dans les quartiers où les gens sont isolés et où ils ne se connaissent pas les uns les autres, les liens sociaux ont tendance à demeurer faibles et le sentiment du bien commun, encore plus faible.

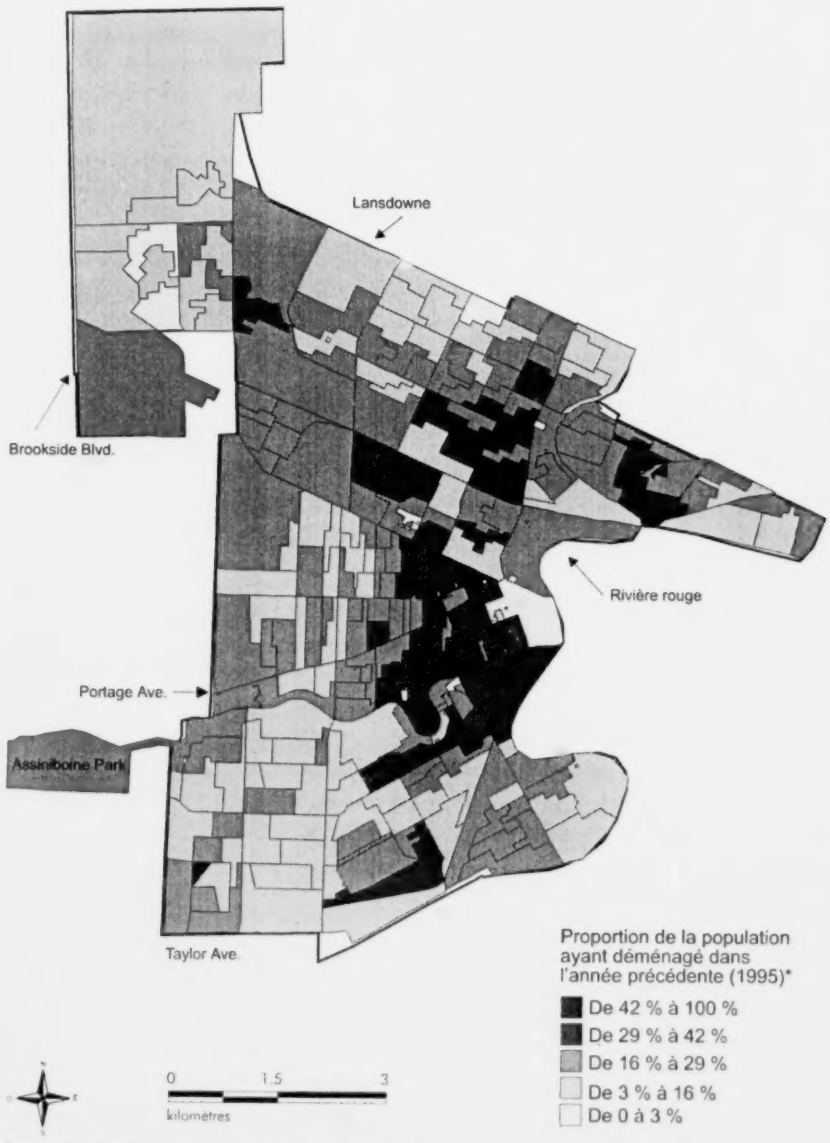
Certaines théories laissent entendre que les influences positives des pairs et des modèles sociaux adultes peuvent influencer le développement et le bien-être des enfants, tout particulièrement en matière de comportement et d'apprentissage. Dans un contexte négatif, les enfants peuvent se trouver privés de soutiens sociaux positifs et exposés à des comportements malsains ou antisociaux.

Carte 4 – Dans quels secteurs la mobilité était la plus élevée ?

- Dans la collectivité, la moyenne des personnes ayant déménagé dans l'année précédente (1995) était de 21 p. 100, un

Carte 4

Dans quels secteurs la mobilité était la plus élevée ?



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

ratio plus élevé que la moyenne nationale, établie à 16 p. 100.

- Dans 89 SD (plus du quart des SD), l'indice de mobilité était élevé (30 p. 100 ou plus de la population avant déménagé au cours de l'année). Ces SD affichaient un taux de pauvreté d'environ 31 p. 100. On comptait au total 4 040 enfants de six ans ou moins (20 p. 100 des enfants) dans ces SD où la mobilité était élevée pouvant être touchés par les facteurs multiples que représentent la pauvreté, l'instabilité et les conditions désavantageuses[2]. Dans ces quartiers, il pourrait s'avérer nécessaire d'enchâsser des ressources communautaires particulières.

Éducation et emploi

Quelle était la scolarité dans la collectivité et combien de résidents étaient employés ?

Pourquoi cette question ?

On considère la scolarité des résidents comme un facteur crucial du contexte socio-économique où les enfants croissent et se développent. Les citoyens adultes de la collectivité jouissant d'une scolarité avancée ont davantage de chances d'être employés, ils ont moins tendance à vivre dans la pauvreté et sont plus susceptibles de servir de modèles et de mentors pour leurs propres enfants et pour les enfants du milieu. Par opposition, ceux dont la scolarité est moins élevée ont proportionnellement moins de débouchés professionnels et davantage de possibilité de vivre dans la pauvreté. On a démontré que la scolarité d'un parent constitue un facteur du développement réussi de ses enfants.

Dans les quartiers affichant un haut taux de chômage, les problèmes peuvent se trouver exacerbés par un taux élevé de pauvreté et une pénurie des ressources offertes.

Dans une collectivité fortement scolarisée, les adultes ont davantage de chances d'être employés, ils ont moins tendance à vivre dans la pauvreté et sont plus susceptibles de servir de modèles et de mentors pour leurs propres enfants et les enfants du milieu.

Ces caractéristiques du voisinage peuvent avoir des effets nocifs sur le milieu de vie de l'enfant et sur son développement global. Ainsi, la recherche a révélé que les quartiers affligés d'un haut taux de chômage peuvent marquer négativement le comportement des enfants (Kohen, Herman et Brooks-Gunn, 1998).

Carte 5 – Quels secteurs avaient la plus forte proportion de gens ayant fait des études postsecondaires ?

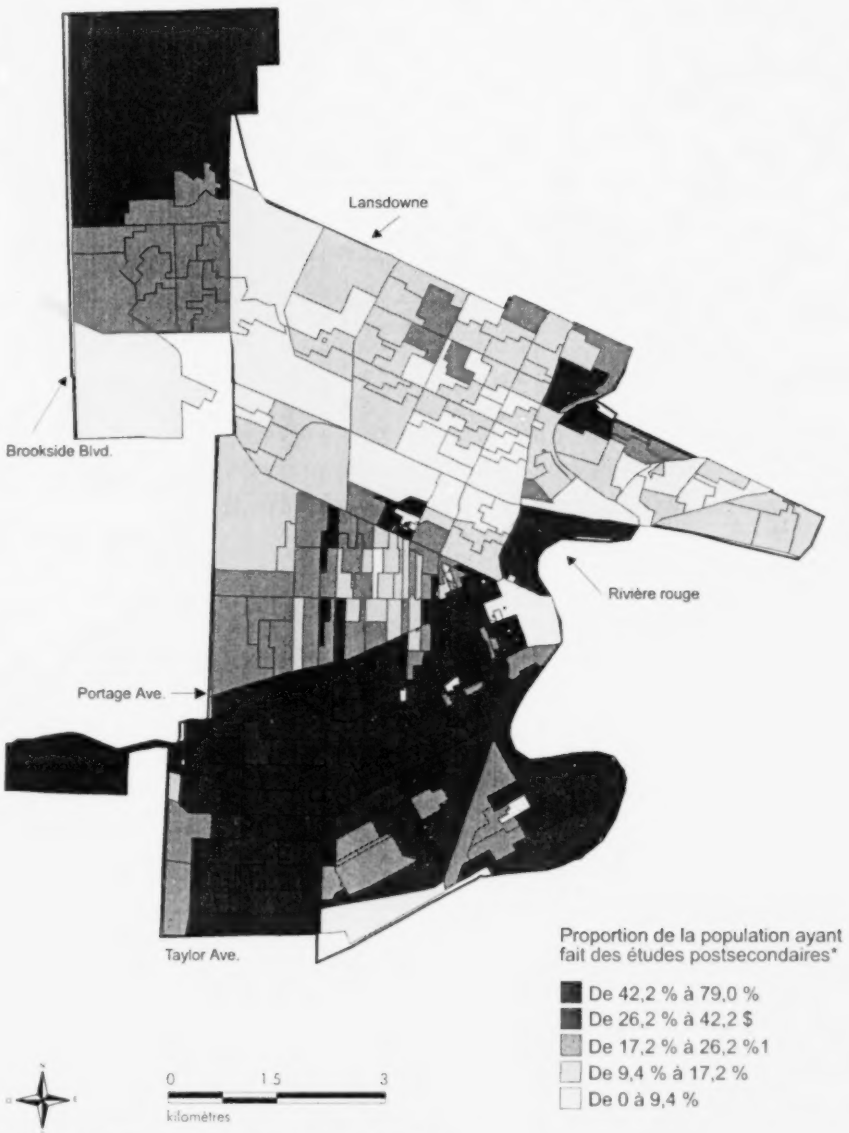
- Quelque 27 p. 100 des résidents de la collectivité avaient achevé des études postsecondaires (au collège ou à l'université par exemple). Ceux-ci vivaient surtout dans la partie sud de la collectivité.

- Dans 85 des SD, moins de 15 p. 100 des résidents avaient une scolarité postsecondaire; 32 p. 100 des enfants de six ans et moins de la collectivité étudiée vivaient dans ces SD.

[2] Les secteurs de plus grande mobilité (centre est) affichaient aussi un faible nombre de familles ayant des enfants.

Carte 5

Quels secteurs avaient la plus forte proportion de gens ayant fait des études postsecondaires ?



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Carte 6 – Quels secteurs avaient la plus forte proportion de gens sans diplôme d'études postsecondaires ?

- Dans la DSW1, environ 27 p. 100 des gens de 15 ans et plus n'avaient pas encore leur diplôme d'études secondaires, soit une moyenne plus faible qu'à l'échelle nationale, de 37 p. 100.

- Dans la DSW1, 20 p. 100 des résidents vivaient dans des secteurs où le nombre de personnes sans diplôme d'études secondaires dépassait la moyenne nationale. Quelque 4 695 enfants de six ans ou moins vivaient dans ces SD.

Carte 7 – Quels étaient les taux de chômage ?

- Le taux de chômage dans la DSW1 était de 13 p. 100 lors du recensement de 1996, un taux légèrement plus élevé que le taux de chômage national, de 10 p. 100.

- Il y avait 49 SD à fort taux de chômage (plus de 23 p. 100, soit un écart-type au-dessus de la moyenne nationale), à proximité du centre de la collectivité et du centre-ville. Ces secteurs étaient aussi marqués d'autres formes de risque potentiel, comme un ratio plus élevé que la moyenne de personnes sans diplôme d'études secondaires et de taux de pauvreté élevés.

Revenu familial

Quels étaient les niveaux de revenus dans la DSW1 ?

Pourquoi cette question ?

Il est essentiel d'avoir un revenu familial suffisant pour acheter biens et services, accéder aux ressources (par le transport) et bénéficier de ressources culturelles comme les livres ou les spectacles de théâtre. Les quartiers où un grand nombre de résidents vivent dans la pauvreté peuvent manquer de ressources et isoler ses habitants des principaux réseaux de services sociaux ou encore des modèles sociaux possibles. Ces quartiers peuvent aussi être surpeuplés, moins sécuritaires, dans un milieu moins que désirable et faire l'expérience de la rareté des ressources par opposition à la normale.

Les quartiers où un grand nombre de résidents vivent dans la pauvreté posent des défis aux familles et aux enfants, aux prestataires de services et aux décideurs.

Carte 8 – Quel était le revenu moyen des ménages de la DSW1 ?

- Ce revenu était quelque peu moindre que la moyenne nationale. Dans la DSW1, le revenu moyen en 1996 était de 40 872 $, soit 4 800 $ de moins que la moyenne nationale de 45 739 $.

- Les SD où le revenu moyen des ménages était le plus élevé comptaient le plus fort ratio de personnes de 15 ans et plus possédant une scolarité postsecondaire.

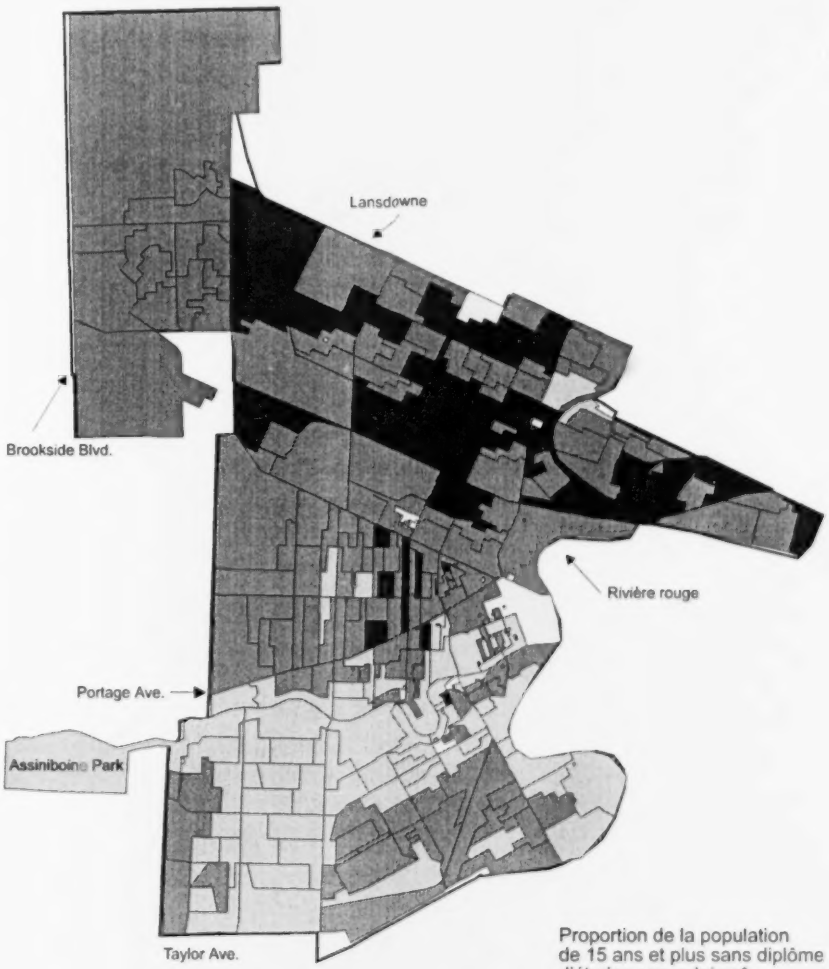
Carte 9 – Quels secteurs comptaient les plus fortes proportions de ménages à faible revenu ?

- Dans la DSW1, le taux de pauvreté (pourcentage de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté de Statistique Canada) était d'environ 40 p. 100 (la moyenne nationale est de 19 p. 100). Certains SD, affichaient un taux de pauvreté de 94 p. 100.

- Dans 124 SD, la proportion de résidents vivant dans la pauvreté était de 37 p. 100, (un écart-type ou plus au-

Carte 6

Quels secteurs avaient la plus forte proportion de gens sans diplôme d'études postsecondaires ?



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

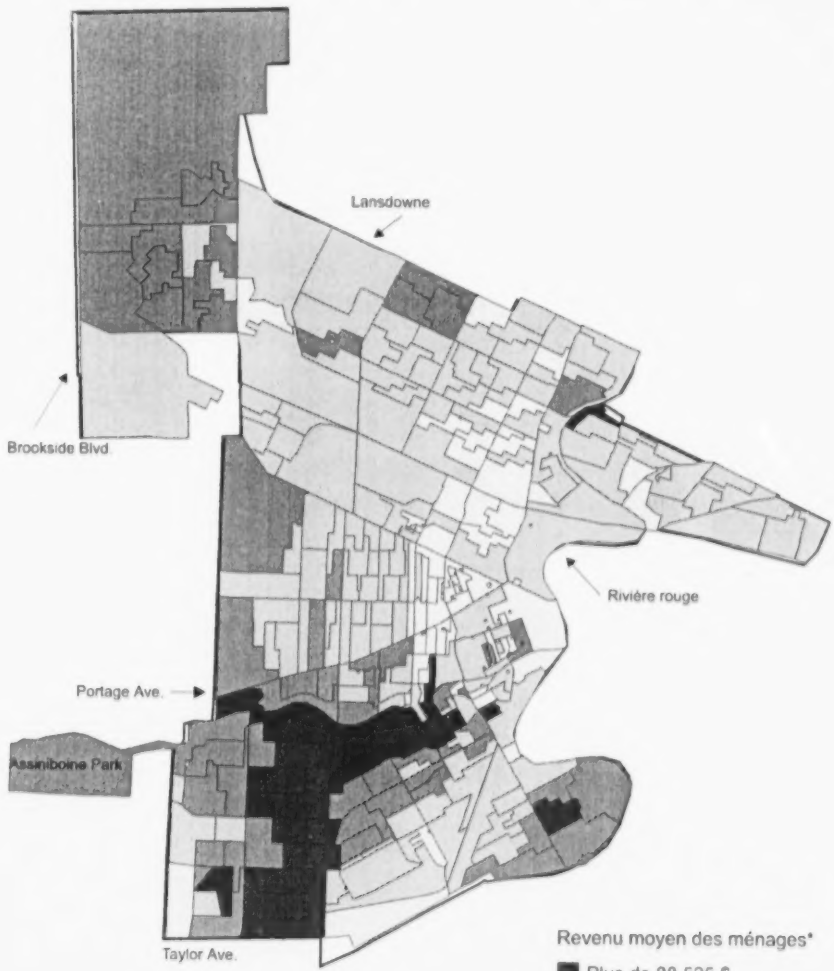
Carte 7

Quels étaient les taux de chômage ?

Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Carte 8

Quel était le revenu moyen des ménages de la DSW1 ?



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Carte 9

Quels secteurs comptaient les plus fortes proportions de ménages à faible revenu ?

Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

dessus de la moyenne nationale). Ces SD se situaient surtout dans les régions du centre et du nord de la collectivité. Certains des secteurs à faible revenu étaient répartis dans des secteurs à l'aise.

- Près de 40 p. 100 de la population de la DSW1 – et 45 p. 100 des enfants de six ans et moins – vivaient dans des secteurs très pauvres. Ces 124 SD présentaient aussi une tendance à un taux de chômage élevé et une forte proportion de personnes peu scolarisées.

Près de 40 p. 100 de la population de la DSW1 vivait dans la pauvreté, et 45 p. 100 des enfants de six ans et moins vivaient dans des quartiers très pauvres.

Structure familiale

Quelle était la structure familiale des SD ?

Pourquoi cette question ?

Même si la plupart des enfants de famille monoparentale se tirent bien d'affaire, la recherche montre que la plupart des enfants ayant des problèmes cognitifs et de comportement viennent de ces familles (Lipman, Boyle, Dooley & Offord, 1998; Ross, Roberts & Scott, 1998). On a aussi vu l'incidence accrue qu'ont les familles à deux parents vivant dans un même quartier sur le développement sain des enfants et des adolescents (Brooks-Gunn, Duncan, Klebanov, & Sealand, 1993).

Carte 10 – Où les familles monoparentales étaient-elles le plus concentrées ?

- Dans la DSW1, 22 p. 100 des familles étaient monoparentales, un peu moins que la moyenne nationale de 23 p. 100.
- Dans 131 SD, le ratio dépassait la moyenne nationale de 23 p. 100. Plus de 9 000 enfants de six ans et moins vivaient dans ces secteurs (surtout au centre et au nord de la collectivité).
- Dans 30 SD, il n'y avait pas de famille monoparentale.
- Dans 31 SD, il y en avait plus de 50 p. 100.

Diversité ethnique et linguistique

La population était-elle très diversifiée ?

Pourquoi cette question ?

La capacité à parler français ou anglais – les deux langues officielles du Canada – compte beaucoup dans celle de surmonter les nombreuses transitions à opérer pour s'établir dans un nouveau pays. En sachant une langue officielle, on peut mieux accéder aux biens et aux services, et obtenir ou conserver un emploi.

Carte 11 – Où trouvait-on la plus forte proportion de nouveaux immigrants ?

- On comptait 4 p. 100 d'immigrants récents dans la DSW1, par opposition à la moyenne nationale de 3 p. 100.
- Les secteurs les plus densément peuplés (6,7 p. 100 et plus) d'immigrants arrivés entre 1991 et 1996 étaient au centre de la collectivité. D'autres groupes de nouveaux immigrants apparaissaient aussi ailleurs sur le territoire.

Carte 10

Où les familles monoparentales étaient-elles le plus concentrées ?

Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Carte 11

Où trouvait-on la plus forte proportion de nouveaux immigrants ?

Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Carte 12 – Où se situaient les Autochtones ?

L'une des caractéristiques particulières de la DSW1 est l'étendue de sa communauté autochtone.

- La population autochtone représente quelque 3 p. 100 de la population du pays. Winnipeg compte la plus grande population de toute ville canadienne, soit près de 46 000 personnes (12 p. 100 de la population de Winnipeg), plus que la population des Territoires du Nord-Ouest.
- La DSW1 regroupe 27 365 Autochtones, environ 60 p. 100 de la population autochtone de la ville. Les secteurs de forte concentration autochtone étaient surtout situés près du centre de la DSW1.
- Quelque 27 p. 100 des enfants de six ans et moins de la DSW1 étaient des Autochtones.
- Quelque 228 sur 333 SD affichaient une moyenne plus élevée que la moyenne nationale (15 740 enfants autochtones de six ans et moins y vivaient) alors que 117 SD dépassaient la moyenne de la ville (8 720 enfants autochtones de six ans et moins y vivaient). Dans un SD, la population était à 100 p. 100 formée d'Autochtones.

Carte 13 – Quels secteurs avaient la plus forte proportion d'allophones ?

- En moyenne, moins de 2 p. 100 de la population de la DSW1 ne parlait aucune langue officielle, comme la moyenne nationale de 1 p. 100.
- Quatre SD comptaient plus de 10 p. 100 de gens ne parlant ni français ni anglais. Ces secteurs, regroupés au centre du territoire, logeaient 355 enfants de six ans et moins.
- Le taux de pauvreté de ces 4 SD approchait les 63 p. 100, ce qui est beaucoup plus haut que la moyenne de 39 p. 100 dans la collectivité.

Création d'un indice social pour tout mettre en place

L'élaboration d'un indice social a permis de cerner un portrait général des quartiers de la collectivité et de mettre en évidence la somme des obstacles potentiels de cette société. Nous avons défini neuf variables, en fonction de leur utilité à décrire le contexte socio-économique des collectivités, touchant notamment l'enseignement, l'emploi, le revenu et le multiculturalisme. Nous avons ensuite comparé chaque variable à la moyenne nationale, pour ainsi établir un seuil d'évaluation des quartiers. La méthode nous permet de faire des comparaisons au sein d'une collectivité, entre diverses collectivités ainsi qu'avec l'ensemble du pays. Nous avons ainsi établi quatre catégories :

- à faible risque (1 ou 2 enjeux);
- quelque peu risquée (3 ou 4 enjeux);
- risque plutôt élevé (5 ou 6 enjeux);
- risque élevé (7 enjeux et plus).

(Voir la description détaillée du calcul de l'indice social à l'annexe C.)

Voici la liste des neuf variables qui forment ensemble l'indice social :

- le taux de chômage
- le taux de pauvreté individuelle
- la proportion de gens de 15 ans et plus sans diplôme d'études secondaires

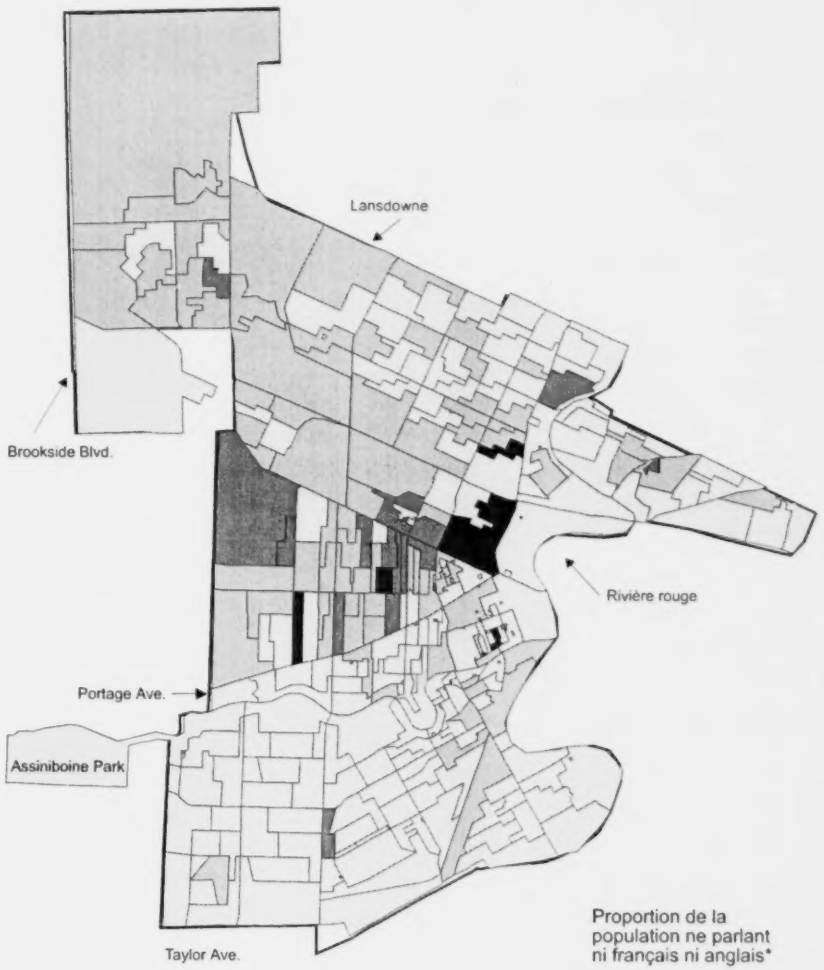
Carte 12

Où se situaient les Autochtones ?

Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Carte 13

Quels secteurs avaient la plus forte proportion d'allophones ?



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

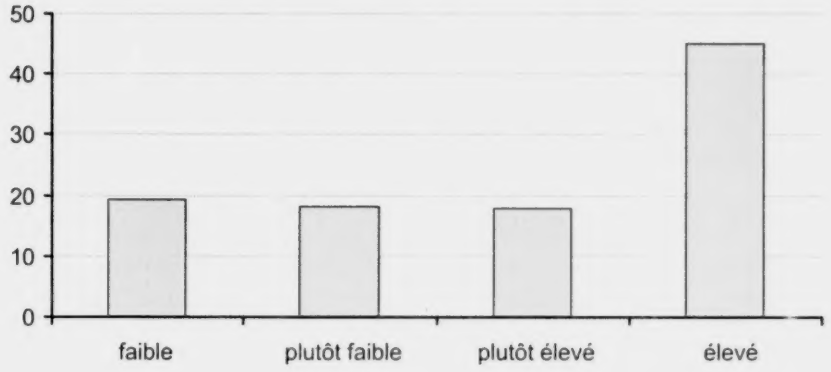
Nous avons conçu un indice social pour consolider les données sur le niveau de bien-être socio-économique au sein des communautés et obtenir ainsi un portrait d'ensemble des quartiers du territoire mais aussi du montant des problèmes qu'ils pourraient devoir affronter. Entre autres utilisations, l'indice social peut aider les collectivités à mieux affecter les ressources en vue de répondre aux besoins des enfants et des familles, en procédant à l'analyse de la concentration des besoins et de la disponibilité et de la facilité d'accès des programmes et des services.

- la proportion de familles monoparentales
- la proportion de la population ne parlant aucune langue officielle
- la proportion de la population ayant immigré au Canada de 1991 à 1996
- la mobilité répartie sur un an
- la possession d'une maison
- la proportion du revenu, dans le SD, provenant de transferts gouvernementaux (Régime de pensions du Canada, Prestation fiscale canadienne pour enfants, aide sociale provinciale)

Carte 14 – Que nous apprend l'indice social sur cette collectivité ?

- Quelque 3 740 enfants de six ans et moins vivaient (19,3 p. 100) vivaient dans un milieu où prévalaient deux problèmes ou moins (faible risque).
- Près de 8 775 enfants de six ans et moins (45 p. 100) vivaient dans un milieu à risque élevé (sept problèmes ou plus). Les milieux à risque élevé gravitaient surtout autour de la région centrale de la collectivité.
- Les autres SD se situaient à l'intérieur de ces ceux pôles. Certains, où prévalaient trois ou quatre problèmes, comptaient 3 515 enfants (18 p. 100) de six ans ou

Figure 1 – Enfants de six ans et moins et milieux à divers facteurs de risque



Carte 14

Que nous apprend l'indice social sur cette collectivité ?

Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Tableau 1 – Enfants et SD où les facteurs de risque diffèrent.

	Faible risque	Risque plutôt faible	Risque plutôt élevé	Risque élevé
Nombre de SD	43	54	64	111
Pourcentage des SD	15,8 %	19,9 %	23,5 %	40,8 %
Nombre d'enfants de six ans et moins	3 740	3 515	3 455	8 775
Percent of children 0-6	19,2 %	18 %	17,7 %	45 %

moins; d'autres, où prévalaient cinq ou six problèmes, en comptaient 3 455, soit un pourcentage de 17,7 p. 100.

Comment rendre ces données utiles pour les enfants ?

- La DSW1 compte une faible proportion d'immigrants arrivés récemment et une forte proportion d'Autochtones. Elle peut donc miser sur ses forces de centre autochtone. Par exemple, les associations culturelles et les bénévoles du voisinage pourraient servir à répondre aux besoins des enfants, encore plus volontiers si on vise les cultures autochtones. Les fournisseurs de services du milieu verraient le besoin d'équilibrer leurs programmes pour offrir aux nombreux enfants autochtones de six ans et moins et à leur famille des programmes de soutien efficaces et sensibles.

- Si la DSW1 se compare avantageusement à la moyenne nationale sur certains indicateurs, un examen minutieux des quartiers indique des polarités. Ainsi, certains SD du centre de la division comptaient de fortes proportions de résidents peu scolarisés, aux revenus faibles. Donc, ces secteurs pourraient nécessiter non seulement davantage de services, mais des services ciblés pour aider à réduire les disparités importantes.

- On pourrait établir des systèmes à guichet unique regroupant des ensembles de programmes, dans les secteurs à risque élevé. On pourrait ainsi améliorer l'accès, l'utilisation et l'efficacité des programmes. Au Centre autochtone de Winnipeg, on expérimente un tel programme pilote à l'heure actuelle.

- Les populations d'enfants étaient plus denses dans les quartiers présentant cinq problèmes ou plus. Les facteurs de risque multiples et les fortes concentrations d'enfants pourraient exiger la modification des modèles courants d'affectation des services pour soutenir le développement des enfants et réduire les problèmes à venir.

- Les activités communautaires pourraient mettre l'accent sur la réduction de l'accumulation des facteurs de risque multiples entre les quartiers.

4. Le milieu physique

La recherche sur les influences communautaires du développement des enfants s'intéresse peu aux caractéristiques physiques des quartiers. Cependant, la qualité du milieu physique d'une collectivité peut toucher la santé et le bien-être des familles et des enfants.

Le volet des observations de quartier de l'EEPC visait à évaluer les aspects physiques et d'infrastructure de la collectivité. On y a examiné les facteurs pouvant influencer le développement et le comportement des enfants, comme la qualité des foyers, l'éclairage des rues et le volume de circulation routière, par opposition à la présence et à la quantité de parcs et d'espaces verts.

Ce chapitre s'intéresse à la qualité de l'environnement physique. Les observations de quartier ont permis de recueillir les données suivantes :

- modèles de circulation routière;
- présence de déchets et rebus;
- aspect visuel général des caractéristiques physiques de la collectivité (voir l'analyse complète des observations de quartier à l'annexe D).

Circulation routière

Quel était le débit de la circulation routière à la DSW1 ?

Pourquoi cette question ?

Les capacités d'accès et de mobilité sont tributaires d'un bon réseau routier et d'une libre circulation. Cependant, sans un tracé judicieux, la circulation routière peut constituer un facteur de risque pour les jeunes enfants.

L'exposition accrue (mesurée en nombre de rues que l'enfant doit traverser pour se rendre à l'école et en revenir) est reliée, c'est prouvé, au nombre des blessures que les enfants subissent (Macpherson, Roberts et Pless, 1998). Les blessures, dont beaucoup sont causées lors d'accidents automobiles, sont l'une des principales causes de mortalité des enfants et des jeunes au Canada (Comité consultatif fédéral, provincial et territorial sur la santé de la population, 1999).

Les blessures causent aussi, pour les enfants et les parents, des bouleversements liés à l'attention médicale nécessaire et au temps de travail ou d'école perdu. Les blessures liées à la circulation touchent davantage les garçons que les filles (Macpherson, Roberts et Pless, 1998).

Le fait de traverser des intersections importantes peut poser un risque accru pour les enfants. On rapporte que les petits enfants subissent davantage de blessures même si leur exposition à la circulation est plus faible que celle de leurs aînés (Floss, Verreault, Arsenault, Frappier et Stulinskas, 1987).

Les enfants vivant dans des régions de faible statut socio-économique connaissent des ratios de blessures supérieurs.

Le statut socio-économique est aussi lié aux taux de blessure : on associe une éducation de 12 ans et plus chez la mère à une exposition moindre des enfants à la circulation et moins de blessures au cours de l'enfance (Floss, et al., 1987). Paradoxalement, les foyers de maisons unifamiliales dans des banlieues à faible densité peuvent exiger des enfants qu'ils traversent davantage de rues, même si la circulation dans ces dernières est moins lourde.

Carte 15 – Où vivaient les enfants en fonction de la circulation routière dans la division ?

On a calculé le volume de circulation en comptant le nombre de véhicules passant par minute. Le volume allait de léger à lourd, la plupart des secteurs indiquant un volume léger.

La cueillette des données s'est faite chaque jour de la semaine, du premier juin au 15 août 2000, entre 6 h et 22 h 30, pour composer un échantillon varié de la circulation dans les rues.

- On a défini plus de 26 p. 100 des rues de la DSW1 comme étant de circulation lourde.
- Partout dans la collectivité, des groupes de SD amalgamaient une forte proportion d'enfants à un facteur de circulation lourde.
- Les rues de la Division étaient à deux voies, dans un ratio de 54 p. 100. Les autres étaient soit à quatre voies ou plus (14,4 p. 100) soit à une seule voie (30,6 p. 100).
- Les traverses étaient marquées à très peu d'endroits (13 p. 100).
- Seulement 84 des SD (25,3 p. 100) avaient des feux de circulation; peu de SD avaient plus d'un feu de circulation.

Circulation routière et indice social

Aucun modèle clair ne s'est dégagé, dans la DSW1, à l'examen de la circulation routière en fonction de l'indice social. Autrement dit, les secteurs où la circulation était plus faible n'avaient pas de façon constante un plus faible nombre de facteurs de risque.

Cependant, quelques quartiers réunissaient les volumes de circulation les plus denses et le nombre le plus élevé de facteurs de risque, tandis que quelques autres quartiers réunissaient le contraire, soit la plus faible densité de circulation et le plus petit nombre de facteurs de risque.

Déchets

La carte 16 indique la présence de déchets, de détritus ou de verre brisé dans les rues, les trottoirs ou les parterres des quartiers.

Carte 16 – Dans quels secteurs trouvait-on le plus de déchets ?

- Des déchets et détritus se trouvaient dans 65 p. 100 des SD.
- Dans environ 6 p. 100 des SD (surtout dans les secteurs du centre et du nord-est), on a trouvé des déchets et des détritus partout.

Une vue d'ensemble :

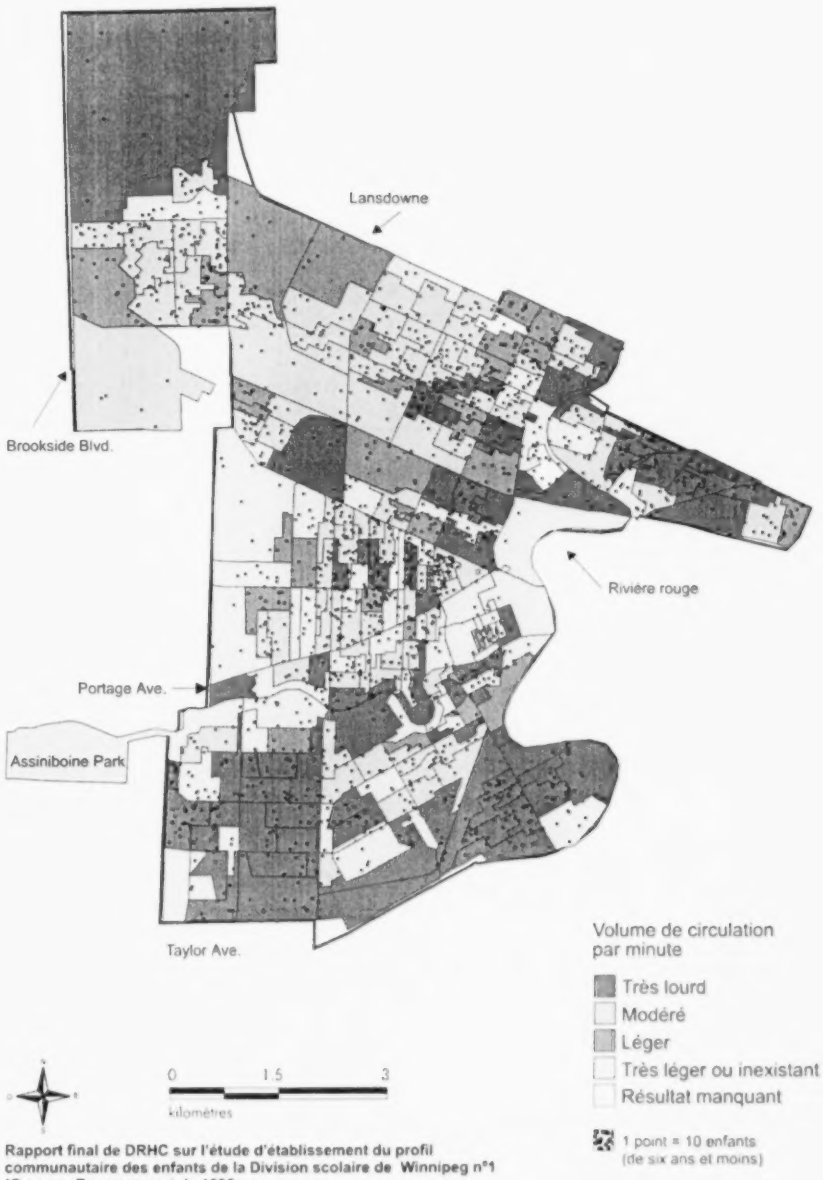
Créer une échelle de l'environnement physique

L'environnement physique des enfants, notamment le surpeuplement et les foyers de piètre qualité, peuvent se refléter sur leur santé et leur bien-être. Ainsi, les enfants vivant dans des milieux pauvres habiteront plus probablement que d'autres dans des logements décrépits ou ayant besoin de grosses réparations (Ross, Scott et Kelly, 1999).

La recherche communautaire omet souvent l'évaluation des milieux physiques, notamment à cause des difficultés d'exécution de ce genre de recherche. Par conséquent, nous avons consolidé nos mesures des conditions physiques des quartiers, dans un outil appelé

Carte 15

Où vivaient les enfants en fonction de la circulation routière dans la division ?



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Carte 16

Dans quels secteurs trouvait-on le plus de déchets ?

Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

l'échelle de l'environnement physique. Tenant compte de facteurs supposés influents dans le rendement des enfants, l'outil peut apporter des renseignements précieux aux collectivités. L'échelle de l'environnement physique, conçue afin d'évaluer le milieu physique général de la DSW1, utilise les éléments d'observation des quartiers suivants :

- État des immeubles :
- Pourcentage des logements ayant besoin de réparations;
- Volume de la circulation routière;
- Présence de déchets, de détritus ou de verre brisé et de seringues;
- Niveaux de bruit;
- Nombre de feux de circulation;
- Nombre de voies dans les rues.

(Voire les détails d'élaboration de l'échelle à l'annexe E).

Carte 17 – Quel était l'état physique général de la Division scolaire de Winnipeg n° 1 ?

Dans l'ensemble la DSW1 a obtenu un assez bon résultat dans l'échelle (263 SD avaient un résultat supérieur à 15). Les résultats allaient de 6 à 24, les quartiers ayant obtenus les meilleurs résultats étant les plus favorisés.

Cependant, près de 68 quartiers ont été considérés comme les plus démunis (zones ombrées bleu foncé). Beaucoup de ces secteurs avaient aussi beaucoup d'enfants et des probabilités accrues de facteurs sociaux et économiques de risque. Ces secteurs se distinguent par des niveaux multiples de risques, aussi bien en matière sociale et physique qu'économique. On pourrait donc supposer une probabilité accrue de rendements négatifs de développement.

Utilité communautaire des données

- En grande partie, la DSW1 semble dotée de bons milieux physiques où élever des enfants. Cependant, il faudrait évaluer certains lieux problématiques, afin de les améliorer. Ainsi, on pourrait ajouter, au besoin, davantage de feux de circulation ou de couloirs de traverse là où des enfants doivent traverser les rues et chemins pour se rendre à l'école, à la maternelle ou au parc de récréation.

- Les secteurs les plus défavorisés pourraient exiger des actions concentrées pour veiller à l'amélioration des logements, au nettoyage des rues et à d'autres services municipaux.

- On peut associer les fenêtres brisées, la pauvreté du matériel récréatif et la présence de déchets à d'autres comportements antisociaux comme le graffitisme et le vandalisme. Les programmes communautaires qui encouragent le civisme, comme le ramassage des déchets et l'amélioration de l'éclairage des rues peuvent contribuer à l'amélioration de l'environnement physique de la Division. En outre, un avantage secondaire des projets d'amélioration des quartiers réside dans leur contribution à renforcer les réseaux et la participation communautaires, tout particulièrement chez les enfants.

Carte 17

Quel était l'état physique général de la Division scolaire de Winnipeg n° 1 ?

Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

5. Les ressources des quartiers

Ce chapitre indique la répartition des ressources au sein du territoire de la DSW1 et soupèse les implications de ces observations. Les théories fondées sur les ressources de quartier considèrent la collectivité avoisinante comme étant une ressource de développement humain en elle-même. Les ressources avoisinantes aident les familles et les résidents du quartier en encadrant les efforts qu'ils engagent pour élever leurs enfants et en soutenant leur développement optimal. En enquêtant sur les liens entre la quantité et la diversité des services accessibles aux enfants (comme les services de santé, services sociaux, de police, les parcs et les aires de récréation), en fonction du rendement des enfants en cours de développement (p. ex., développement émotionnel et cognitif), les collectivités peuvent évaluer l'efficacité de ces ressources et déterminer comment les répartir le plus judicieusement. Ce rapport examine la répartition et la variété des services. Le rapport sur le développement de la petite enfance, qui accompagne l'étude d'établissement du profil communautaire, trace les liens avec les rendements des enfants en cours de développement.

Les théories de ce genre supposent que l'accroissement, la pertinence et l'accessibilité de tels programmes et services mèneront à l'enrichissement des expériences, à la multiplication des créneaux de développement, à l'appui des réseaux de services sociaux et à la réduction des problèmes à prévoir. À l'opposé, la réduction des ressources peut mener à la diminution des possibilités d'enrichissement, aux lacunes des milieux de soutien et au besoin accru de mesures préventives et correctives. La prestation de services peut coûter cher et exiger beaucoup de main-d'œuvre; c'est pourquoi il est vital de voir à son efficacité et à ce qu'elle mise sur la meilleure couverture et la meilleure composition de services (Jencks et Mayer, 1990, font le point sur les théories d'influence du voisinage).

Comment les services étaient-ils répartis dans la DSW1 ?

Pourquoi cette question ?

La collectivité peut contribuer aux services à ses résidents en offrant une gamme de services et de programmes devant répondre aux besoins des enfants. Les programmes peuvent remplir une foule d'objectifs, d'ordre notamment :

- récréatifs
- éducationnels
- de soutien
- de l'intervention, à l'arrivée de problèmes.

Ces programmes peuvent présenter autant de possibilités d'accroître la qualité de la vie grâce à l'expérience d'apprentissage ou de récréation, tout en augmentant l'accès aux réseaux sociaux de soutien.

Nous avons étudié trois grandes catégories de programmation pouvant influencer le développement de l'enfant :

- les programmes à l'intention des enfants;
- les programmes à l'intention des parents;
- les programmes à l'intention de la collectivité en général.

Il faut savoir que même s'il est normal de présenter les programmes et services pour les enfants à risque et les enfants aux besoins

spéciaux dans le cadre des ressources à l'intention de la collectivité en général, beaucoup de ces enfants reçoivent de l'aide par l'entremise des systèmes existants de prestation de services. Par exemple, l'office de garde de jour pour enfants fournit divers soutiens aux garderies et centres de garde de jour et aux familles pour donner aux enfants handicapés la possibilité de se prévaloir de leurs services. La DSW1 offre de nombreux soutiens pour les enfants à risque et les enfants ayant des besoins spéciaux, afin de veiller à ce qu'ils aient accès aux programmes scolaires.

Deux autres catégories de programmes méritent une attention particulière :

- les programmes sur la santé et le bien-être
- les programmes de nature culturelle

Comme le souligne le présent rapport à maintes occasions, la communauté autochtone représente un aspect tout particulier de cette collectivité, au sein du projet CPE. Cependant, un grand nombre des systèmes et services offerts dans la Division scolaire de Winnipeg n° 1 tiennent compte de la population et de la culture amérindiennes. Ainsi, la DSW1, tout comme le système des garderies agréées, offrent des programmes de nature inclusive et intégrée.

De la même façon, nous avons cerné des catégories apparemment distinctes en vue de faciliter la cueillette et l'organisation des données. Cependant, la plupart des programmes intègrent des éléments de chaque domaine. Ainsi, bien que les centres de garde à l'enfance figurent sur les listes de programmes axés sur les enfants, les familles n'en profitent pas moins de ces centres, qui laissent à une mère ou un père le temps de travailler ou de s'instruire en sachant que son enfant est entre bonnes mains. De plus, il arrive que les programmes de garde à l'enfance offrent des services de soutien aux parents.

Il faut mentionner aussi les cours de perfectionnement des compétences parentales. Même si elles sont axées sur les parents, les avantages qui en découlent se répercutent sur les enfants et toute la collectivité.

Méthode de travail de l'EEPC

L'enquête a d'abord consisté à répertorier les programmes et à prélever un échantillon de 20 p. 100 des organismes figurant dans chacune de trois catégories. Les chercheurs sont ensuite entrés en rapport avec ces organismes afin d'en obtenir des renseignements sur les genres de services offerts, les destinataires de ces services, les obstacles à la participation et les domaines de préoccupation. L'annexe 3 des présentes donne une description détaillée de la conception et des résultats de l'EEPC.

Programmes axés sur les jeunes enfants

Les programmes axés sur la petite enfance offrent la possibilité de renforcer la capacité d'apprentissage des enfants et d'accroître ainsi leur développement scolaire et personnel pendant toute la vie. Toutefois, pour pouvoir aider efficacement les enfants à réaliser pleinement leur potentiel, les programmes doivent être adaptés au niveau de développement, au vécu, aux antécédents et aux besoins des élèves auxquels ils sont destinés (Doherty, 1997).

Un soin et une éducation de haute qualité auront des retombées durables sur le développement social, intellectuel et affectif de l'enfant, peu importe le milieu socio-

économique d'où l'enfant est issu (Cleveland et Krashinsky, 1998). L'analyse a permis de cerner quatre types de ressources propres à favoriser le développement optimal de l'enfant, à savoir :

- les centres de garde à l'enfance
- les centres préscolaires
- les garderies éducatives
- les écoles maternelles

La capacité d'apprentissage d'un enfant au moment de son entrée dans un établissement scolaire institutionnel est un indicateur important de la réussite scolaire et sociale future de l'enfant et, par là, elle peut influer sur les perspectives d'emploi et la sécurité financière pendant toute la vie. Les programmes destinés à la petite enfance, lorsqu'ils sont propices à l'épanouissement physique, social, affectif et cognitif, aident à poser les fondements de tout l'apprentissage à venir.

Doherty, 1997

Centres de garde à l'enfance

En 1983, le gouvernement du Manitoba promulguait sa *Loi sur les garderies d'enfants* et instituait un régime de permis définissant les normes de base à respecter pour avoir le droit d'exploiter un centre de garde à l'enfance. La conformité aux exigences gouvernementales est contrôlée par l'organisme *Manitoba Child Day Care* afin que la province puisse être assurée que chaque centre agréé offre les éléments essentiels suivants :

- un environnement propice à la santé, à la sécurité et au bien-être des enfants;
- un programme d'activités qui favorise le développement physique, social, émotionnel et intellectuel des enfants;
- la possibilité d'une participation des parents au fonctionnement ou à la gestion du centre.

En raison de la demande énorme de services de garde d'enfants hors du milieu familial, ces services représentent une ressource extrêmement précieuse pour les parents. La présence et l'offre de services éducatifs et de soins à la petite enfance prennent une importance toute spéciale si les responsables de ces services s'efforcent d'aider les parents à terminer leurs études, à suivre des programmes de formation ou à trouver du travail.

Le système manitobain offre deux genres principaux de garde à l'enfance, soit la garde en établissement et la garde en milieu familial, et les deux catégories peuvent prévoir des programmes à temps plein et à temps partiel. En outre, la province accorde des subventions dans le cas des familles qui ont besoin d'une réduction des frais à verser pour être en mesure d'inscrire leurs enfants à un programme de garderie agréée.

Le système de garde à l'enfance vise en particulier à placer en garderie les jeunes enfants souffrant d'incapacités, afin de veiller au plein développement de ces petits dans un contexte communautaire qui favorise l'acquisition d'attitudes positives à l'endroit de l'intégration.

L'annexe G présente des renseignements plus détaillés sur l'engagement pris par le Manitoba envers le développement des jeunes enfants.

Carte 18 – Où trouvait-on des centres de garde à l'enfance ?

- Au moment de l'enquête, la DSW1 comptait 130 établissements agréés de garde à l'enfance et 79 garderies familiales agréées, qui offraient des services et des programmes destinés à tous les enfants depuis les bébés jusqu'aux jeunes d'âge scolaire.

Centres préscolaires

La participation de l'enfant aux programmes offerts par les centres préscolaires peut accroître la réussite scolaire et, dans certains cas, aider à rehausser l'estime de soi, la motivation et le comportement social (Westchester Institute For Human Services, 2000). Pour certains enfants, l'intégration à un programme préscolaire pourra constituer une première exposition à un environnement structuré d'apprentissage. Les établissements préscolaires sont des lieux de jeu axé sur l'apprentissage qui offrent aux enfants, parfois accompagnés de leurs parents, l'occasion de s'instruire en s'amusant. Les centres préscolaires n'ont pas tous les mêmes approches en matière de frais. Certains imposent des frais d'inscription, certains centres payants ont des mécanismes de subvention et certains centres sont des coopératives où la participation bénévole des parents permet de réduire ou de supprimer les frais d'inscription. Dans le présent rapport, les centres préscolaires sont considérés comme des programmes à temps partiel.

Plusieurs des programmes préscolaires recensés détiennent un permis délivré par la Direction de la garde de jour pour enfants (Manitoba Child Day Care Office) et se conforment aux règlements basés sur les normes minimales imposées par la province.

Carte 19 – Où se situaient les centres préscolaires ?

- Au moment de l'EEPC, la DSW1 comptait 16 programmes de genre préscolaire dont une pré-maternelle Montessori, le programme Aboriginal HeadStart et des centres préscolaires indépendants.

Garderies éducatives et écoles maternelles

La DSW1 a un programme de garderie éducative dans chacune de ses 59 écoles primaires. Ces garderies éducatives offrent des activités d'apprentissage diverses dans un contexte structuré. Les enfants passent ensuite à l'école maternelle. Dans la DSW1, la garderie éducative équivaut au programme de pré-maternelle (*junior kindergarten*) de l'Ontario.

Les programmes de garderie éducative existent à la DSW1 depuis 1965. Aujourd'hui, toutes les écoles de la division, et aussi la Mount Carmel Clinic, ont des classes de ce genre. Le programme est financé par la DSW1 elle-même sans aucune aide de la province, et il est offert huit mois par an pendant l'année scolaire.

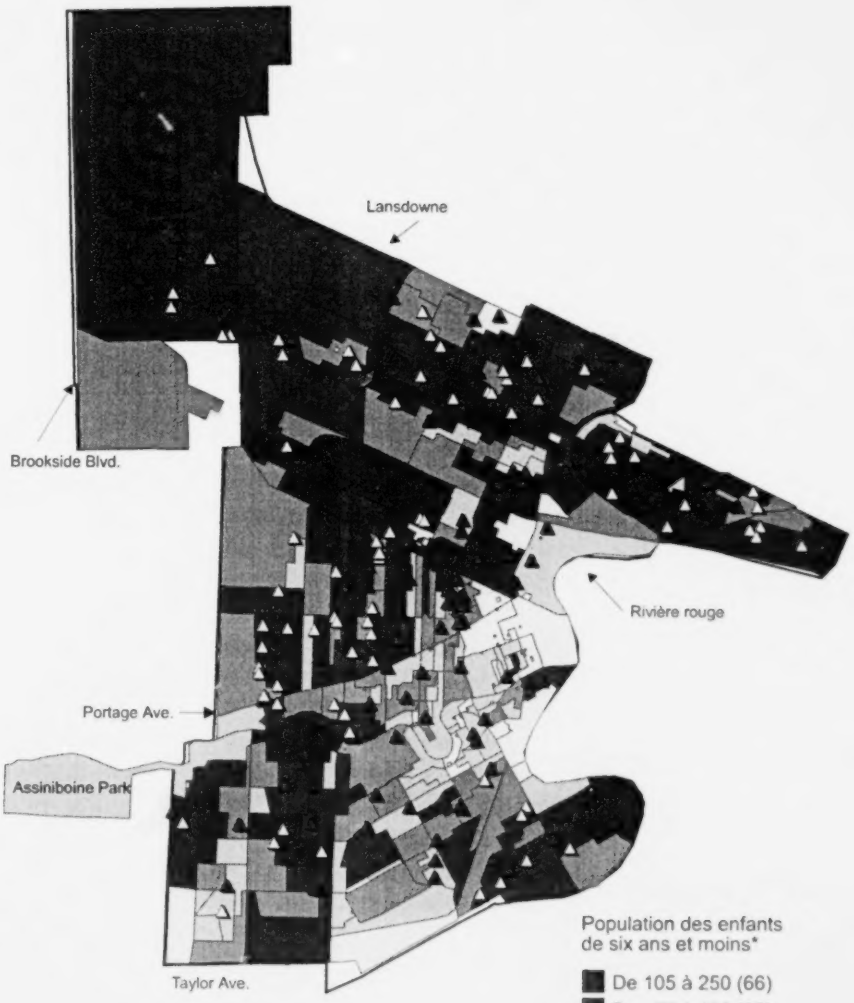
Chaque école primaire de la DSW1 comporte également des classes de maternelle dont les programmes d'études couvrent les langues, les mathématiques, les rudiments scientifiques, les études sociales, l'éducation physique, la santé, la musique et les arts.

Carte 20 – Dans quels secteurs les garderies éducatives et les maternelles se situaient-elles ?

- La DSW1 compte 59 écoles primaires et chacune offre un programme de maternelle ainsi qu'un programme destiné aux enfants de quatre ans, financé par la

Carte 18

Où trouvait-on des centres de garde à l'enfance ?



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Carte 19

Où se situaient les centres préscolaires ?

Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Carte 20

Dans quels secteurs les garderies éducatives et les maternelles se situaient-elles ?

Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

division scolaire. La majorité des enfants inscrits à ces programmes y vivent leur première expérience au sein du système scolaire.

Ressources axées sur les enfants

Parmi les mères canadiennes, sept sur dix occupent un emploi rémunéré (Vanier, 2000). En offrant aux familles et à leurs enfants des programmes éducatifs destinés à la petite enfance, la société contribue au développement de l'enfant et répond aux besoins des parents.

La collectivité de la DSW1 affiche une bonne répartition géographique des ressources à la disposition des jeunes enfants et une gamme variée de genres de programmes : à temps partiel et à temps plein, à domicile, dans les écoles et dans des centres spécialisés.

Carte 21 – Où trouvait-on des ressources des ressources destinées à la petite enfance ?

Cette carte donne un aperçu des endroits où trouver toutes les ressources destinées aux jeunes enfants.

Ressources axées sur les familles

La recherche a permis de constater que les pratiques parentales positives étaient reliées à l'acquisition de comportements prosociaux par les enfants et à une diminution de la probabilité de troubles de comportement (Chao et Willms, 1998). Les écrits sur la question laissent également penser que la formation des adultes en compétences parentales et en dynamique de la vie peut agir comme facteur de protection et réduire ainsi le risque de problèmes chez les enfants (Harachi, Catalano et Hawkins, 1997).

Parmi les ressources propres à soutenir les familles, il convient de mentionner :

- les centres de soutien aux familles
- les programmes d'assistance aux parents ou de halte-garderie
- les cours et programmes de formation sur le rôle parental
- les programmes de halte-accueil

Soutien aux familles

Les programmes de soutien aux familles comprennent les groupes de soutien, les centres de ressources, les groupes d'éducation familiale pour les mères, les pères et les parents adolescents, et les programmes de visite à domicile.

Les initiatives d'appui aux parents devraient entrer en jeu le plus tôt possible, dès la confirmation de la grossesse, et offrir des programmes aptes à aider et instruire les parents (Mustard et McCain, 1999).

Carte 22 – Où offrait-on des programmes de soutien aux familles ?

Ces programmes sont concentrés en grappes dans les quartiers à risque élevé et à forte densité démographique.

Programmes de cours sur le rôle parental

Le programme Personne n'est parfait (*NOBODY'S PERFECT*) est un bon exemple de ce qui est offert dans ce domaine aux parents de jeunes enfants. Il vise à répondre aux besoins des parents jeunes, célibataires, à faible revenu ou vivant dans l'isolement

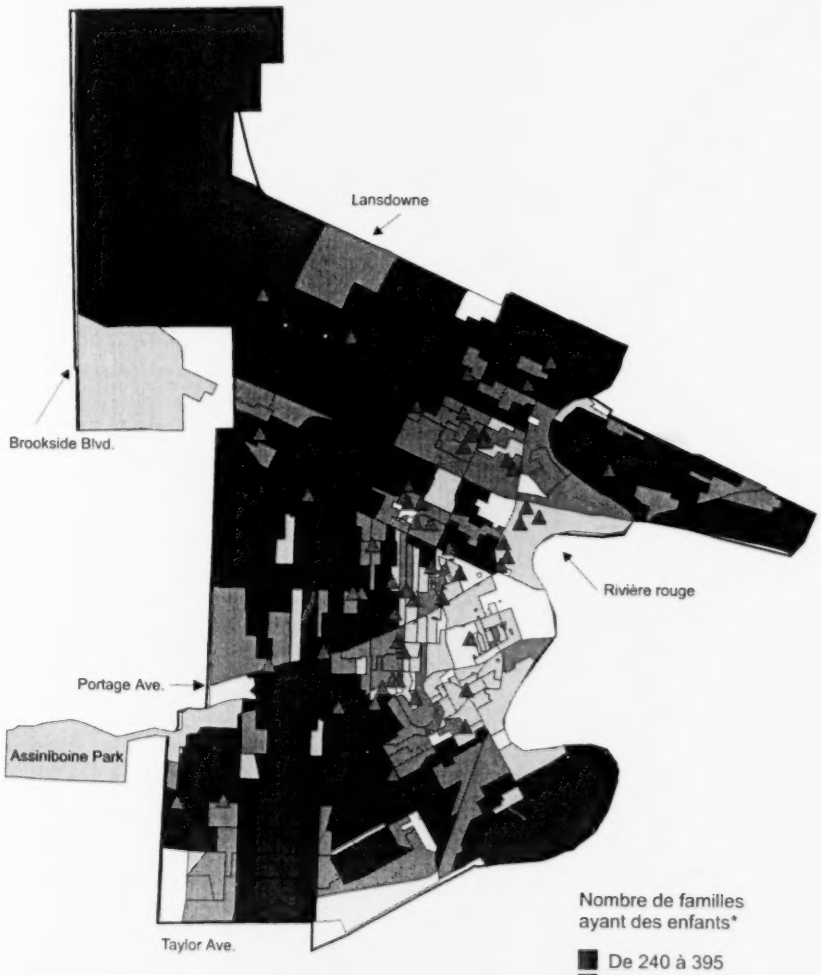
Carte 21

Où trouvait-on des ressources des ressources destinées à la petite enfance ?

Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Carte 22

Où offrait-on des programmes de soutien aux familles ?



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

géographique, ou des parents à niveau de scolarité peu élevé.

Il faut mentionner aussi les programmes d'alphabétisation familiale et les cours sur le rôle parental destinés aux parents de jeunes enfants.

Carte 23 – Où offrait-on des programmes de cours sur le rôle parental ?

Ces programmes sont concentrés en grappes dans les quartiers du centre.

Programmes de halte accueil

Les haltes accueil offrent aux familles des occasions informelles de participer à des activités communautaires. L'inclusion à des groupes favorise l'avènement de familles saines et le bon développement des jeunes enfants.

Carte 24 – Où trouvait-on des programmes de halte accueil ?

Ils se trouvent tous au nord du quartier Portage, dans des secteurs à faible revenu et à risque élevé (selon l'indice social).

Assistance aux parents ou haltes garderie

Les programmes d'assistance aux parents, ou de halte garderie, offrent aux parents un endroit sûr où laisser leurs jeunes enfants quelques heures pendant qu'eux-mêmes participent à d'autres activités communautaires, par exemple, celles du programme *Y Neighbours*.

Carte 25 – Où offrait-on des programmes d'assistance aux parents ou de halte garderie ?

Encore une fois, ces programmes sont concentrés dans les quartiers du centre et du centre-nord de la DSW1.

Ressources axées à la fois sur les parents et la famille

L'EEPC a permis de cerner les compétences parentales comme l'un des facteurs critiques du développement de la petite enfance, quelle que soit la situation socio-économique de la famille. Il est donc essentiel que des programmes de soutien soient mis à la disposition des parents et des familles, pendant toute la durée de leur existence, afin de voir à ce que les enfants réussissent le mieux possible à l'école et dans la vie.

Carte 26 – Où trouvait-on des ressources axées sur les familles ?

L'EEPC a dénombré :

- 68 programmes et cours de compétences parentales
- 30 programmes d'assistance aux parents
- 100 programmes de soutien aux familles
- 14 programmes de halte-accueil
- 4 programmes d'aide à l'emploi

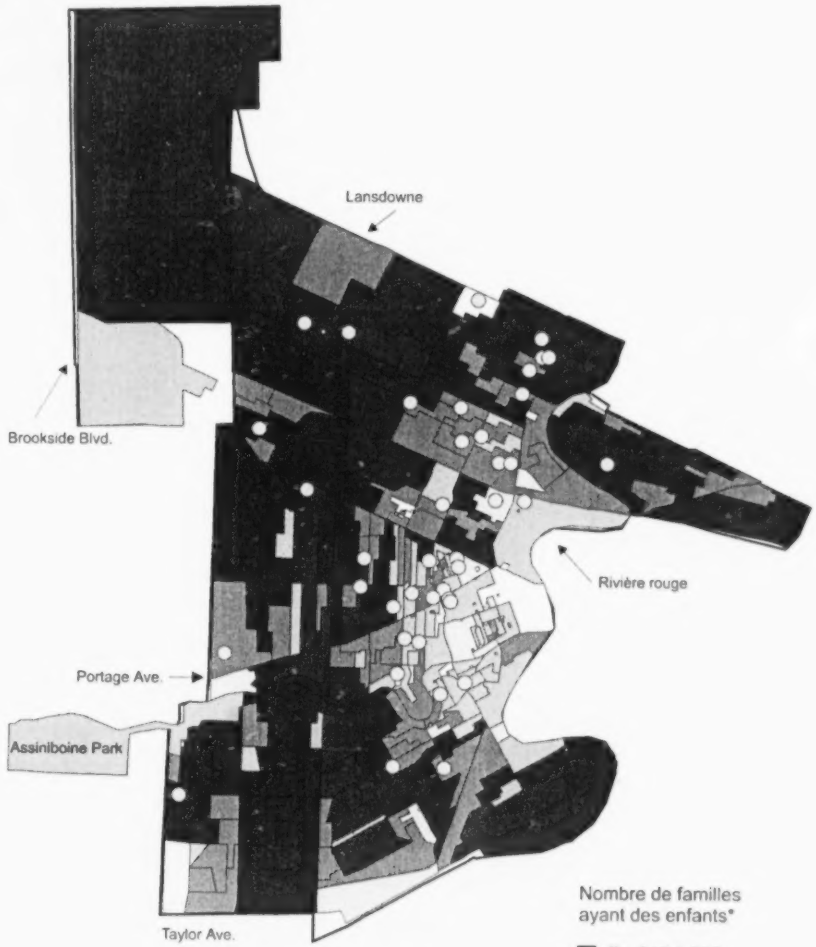
Les programmes de soutien aux familles semblent se répartir dans toute la DSW1.

Ressources axées sur la collectivité

Lorsque des enfants vivent dans un quartier à niveau de civisme élevé (présence de voisins

Carte 23

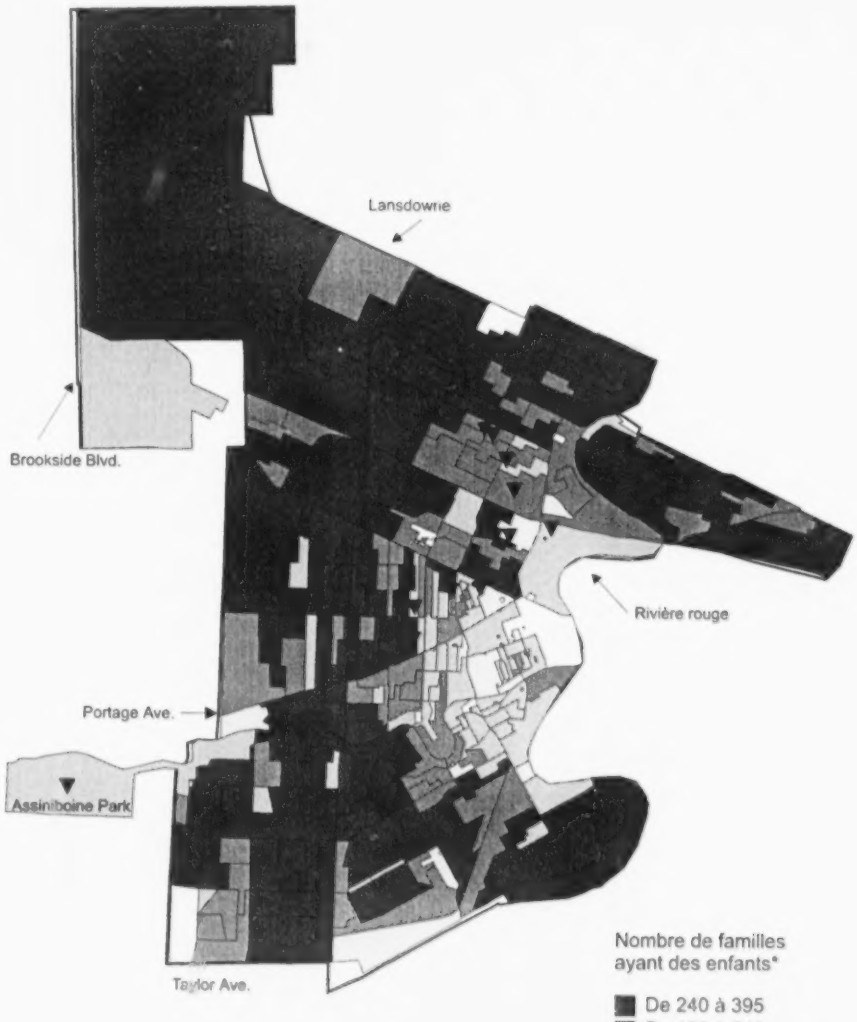
Où offrait-on des programmes de cours sur le rôle parental ?



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Carte 24

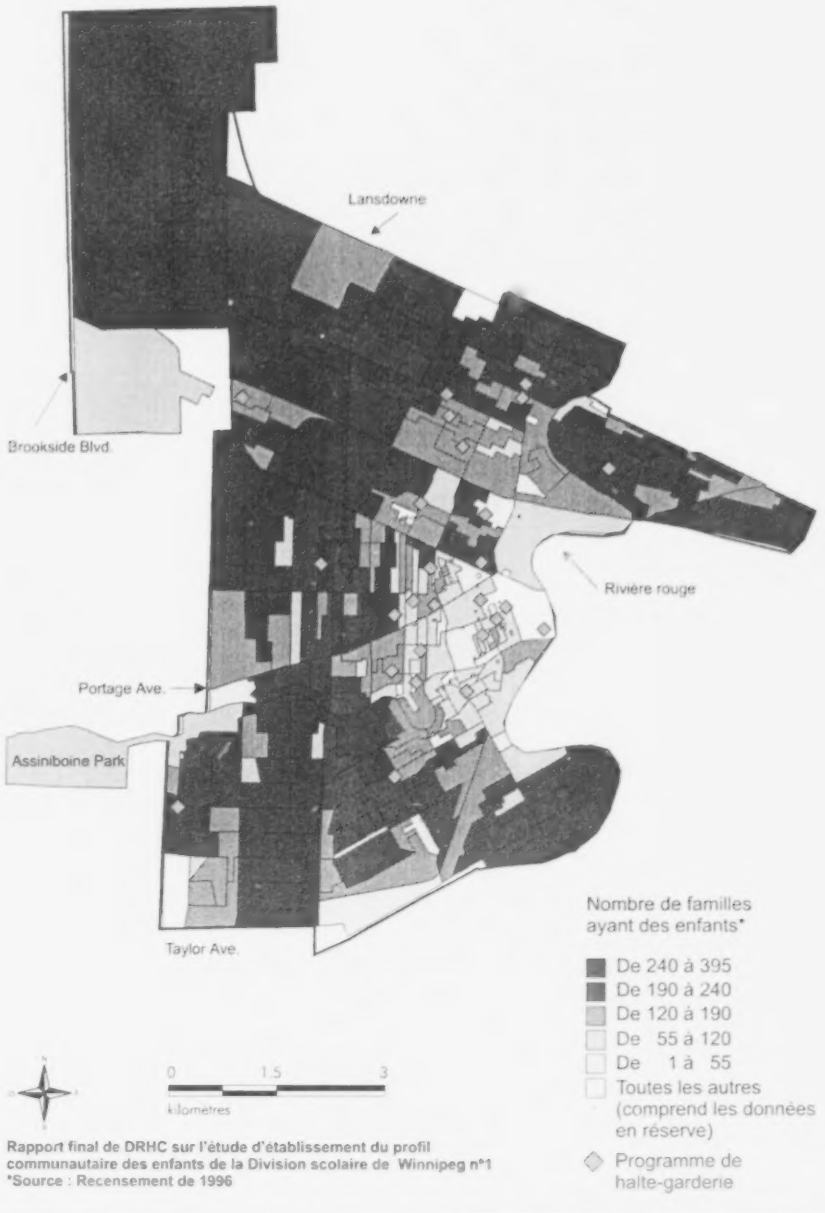
Où trouvait-on des programmes de halte accueil ?



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Carte 25

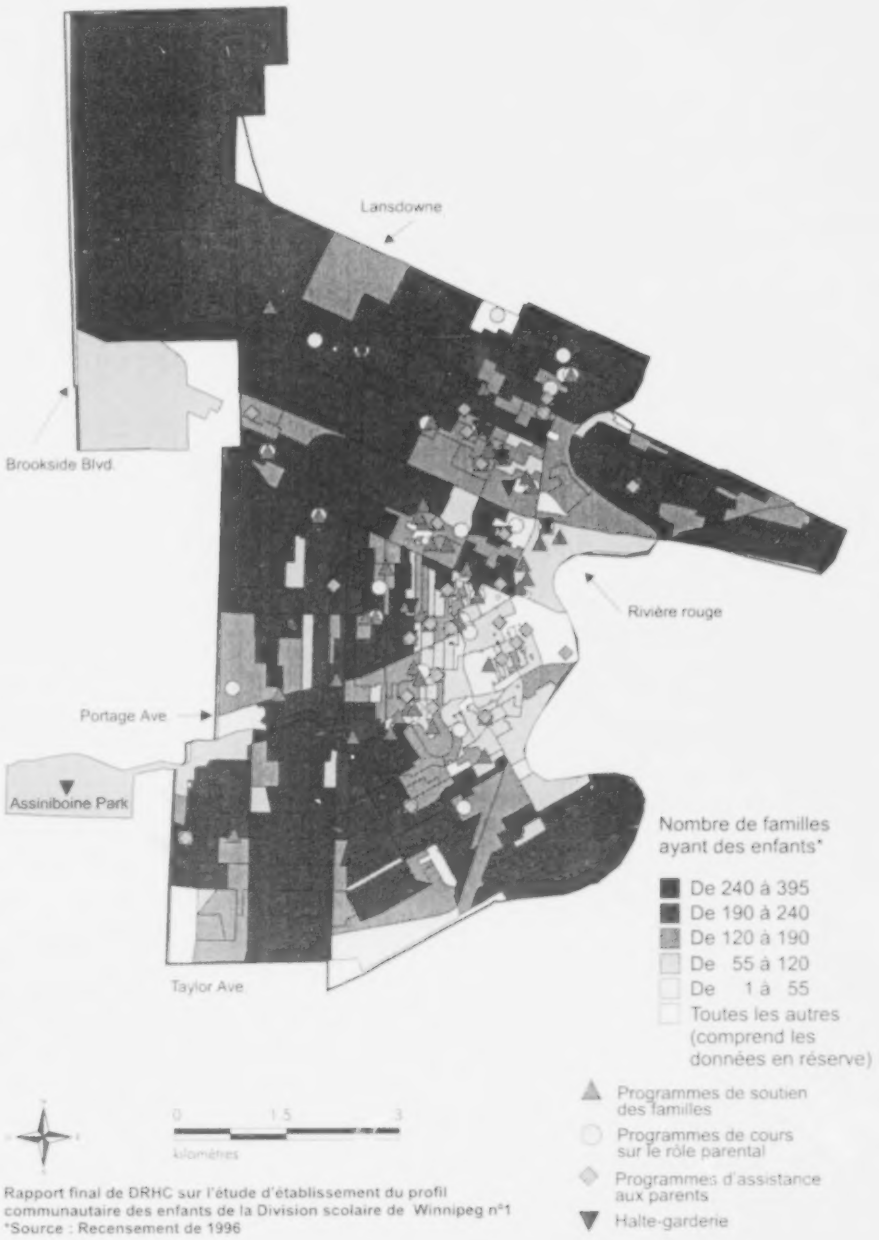
Où offrait-on des programmes d'assistance aux parents ou de halte garderie ?



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Carte 26

Où trouvait-on des ressources axées sur les familles ?



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
*Source : Recensement de 1996

serviables, d'environnements sûrs et de modèles positifs à suivre), il est plus probable qu'ils aient déjà participé à des activités communautaires de nature sportive (Offord, Lipman et Duke, 1998). Toujours en matière de sport, une étude récente constate que les parents actifs dans ce domaine ont généralement des enfants actifs et que les familles mieux nanties ont plus tendance que celles à faible revenu à avoir des enfants qui s'adonnent à des sports (Kremarik, 2000).

L'EEPC a permis de dégager six genres de ressources qui sont axées sur la collectivité et qui contribuent au développement optimal du jeune enfant. Ces ressources se concrétisent dans des programmes tels que :

- les programmes éducatifs
- les programmes visant les familles et les enfants à risque et-ou à besoins spéciaux
- les programmes de logement social
- les bibliothèques
- les programmes d'aide à l'emploi
- les programmes récréatifs

Programmes éducatifs

La DSW1 a pour mission de mettre en place un environnement d'apprentissage qui favorise et encourage le développement des aptitudes et des talents de tous ses élèves afin que chacun et chacune puisse acquérir les connaissances, les habiletés et les valeurs nécessaires à quiconque veut jouer un rôle significatif dans une société ouverte et multiculturelle.

La division scolaire s'est donc donné comme objectif de mettre à la disposition de tous ses élèves les possibilités les plus nombreuses et les meilleures de se développer au moyen d'activités éducatives. La DSW1 offre des programmes et des services éducatifs à 33 500 élèves depuis la garderie scolaire jusqu'à la fin du secondaire en passant par la maternelle et l'école primaire, dans les classes régulières et aussi dans celles des programmes pour les enfants en difficulté et des programmes d'enseignement de jour pour les adultes. La DSW1 a aussi des programmes d'été et des programmes d'anglais langue seconde.

La participation de la collectivité au fonctionnement du système scolaire est favorisée grâce à des comités de prise de décision au niveau de l'établissement et à des conseils consultatifs composés de parents. Toutes les familles sont fortement invitées à prendre part à l'organisation scolaire locale et la DSW1 cherche ainsi à accroître le rôle des parents dans l'éducation de leurs enfants. Les parents sont incités à entrer et à rester en contact avec l'école pour tout ce qui a trait aux progrès scolaires et sociaux de leurs enfants, et à faire part aux éducateurs de toutes les préoccupations qui pourraient survenir dans ces domaines.

Il existe plusieurs services spécialisés et programmes de soutien aux familles et aux enfants de la DSW1, notamment :

- Un Centre psychopédagogique regroupant des services de psychologie scolaire, de psychiatrie, d'audiologie, de pathologie de la parole et du langage et d'alphabétisation ainsi que des services sociaux divers.
- Le Centre des ressources didactiques Prince Charles (Prince Charles Educational Resource Centre), un centre de ressources didactiques à l'appui de tous les programmes d'études et de toutes les matières enseignées, et aussi dans les domaines de la culture autochtone, de la

petite enfance, de la santé, de l'anglais langue seconde (ESL) et de l'enrichissement de l'anglais pour les élèves autochtones (ELENS). Le Centre offre aussi des services de bibliothèque et d'accès aux médias et des services à l'intention des élèves.

- La division de l'enfance en difficulté (Special Education Division), qui s'occupe de coordonner l'utilisation des services d'éducation spécialisée et de contrôler les placements et les mesures de soutien; de voir au transport des enfants nouvellement inscrits aux programmes d'éducation spécialisée; de distribuer aux bénéficiaires non résidents les formulaires d'inscription à ces programmes; d'aider le personnel à élaborer les programmes; de déterminer les besoins d'éducation spécialisée au sein de la DSW1.
- Un service de placement en garderie d'enfants.
- Des agents de liaison avec la collectivité, qui voient aux besoins des familles en matière de traduction-interprétation et d'assistance immédiate.

La carte 20 montre la répartition géographique des écoles dans la DSW1.

Services destinés aux enfants à risques et-ou à besoins spéciaux

Un grand nombre d'enfants sont susceptibles de vivre dans un contexte à facteurs de risque multiples tels que famille à faible revenu; compétences parentales déficientes; parents séparés; mauvais traitements, etc. Ces enfants pourront connaître éventuellement des problèmes de santé, des troubles de l'affectivité ou du comportement et des difficultés d'apprentissage. Pour rehausser leur aptitude à un développement réussi, il faut offrir des programmes et des services accessibles et efficaces à ces enfants très exposés et à leurs familles.

Les services de thérapie à l'école (*School Therapy Services*), un programme de la DSW1, ont pour but d'offrir, à l'école même, une gamme de services d'appui en physiothérapie et ergothérapie aux élèves souffrant d'incapacités. L'objectif visé est de rehausser le potentiel d'apprentissage de ces élèves et de faciliter leur adaptation à l'environnement scolaire. Le modèle d'éducation spécialisée est conçu de façon à faire abstraction des catégories, dans toute la mesure du possible. Il permet le placement d'un certain nombre d'élèves tout en répondant aux besoins particuliers de chaque enfant.

Le programme de garderie pour enfants souffrant d'incapacités (*Child Day Care Children with Disabilities*) aide à trouver à ces enfants des places en garderie afin de leur permettre de réaliser tout leur potentiel de développement au sein même de la collectivité. Ce programme intégré ouvre aux enfants ayant des incapacités la possibilité d'apprendre auprès de camarades de leur âge et d'acquérir les compétences essentielles à la vie quotidienne.

Carte 27 – Où offrait-on les programmes destinés aux enfants à risque et aux enfants à besoins spéciaux ?

- Au moment de l'enquête, la DSW1 comptait 68 programmes et services destinés aux enfants à risque (par exemple, les programmes *Early Start*, *Head Start* et *Rossbrook House*), sans compter tous les services d'aide financière et les services en établissement qui sont à la disposition de ces enfants et de leurs familles.
- Il y avait aussi 40 programmes pour les enfants à besoins spéciaux, sans compter tous les services offerts à ces enfants par les organismes d'aide, de défense des

Carte 27

Où offrait-on les programmes destinés aux enfants à risque et aux enfants à besoins spéciaux ?

Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

droits, de recherche, etc. et par des associations professionnelles.

Logement social

L'accès à un logement abordable, sûr et de bonne qualité est l'un des besoins les plus fondamentaux de tous les Canadiens. Et pourtant, bien des familles ont de la difficulté à trouver de tels logements et se voient forcées de dépenser une part grandissante de leur revenu simplement pour se loger. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, les problèmes commencent lorsqu'une famille doit consacrer un tiers ou plus de son revenu de ménage aux frais de logement. En 1996, c'était le cas d'environ 30 p. 100 de toutes les familles locataires, et le fardeau le plus lourd tombait sur les épaules des jeunes ménages et des familles monoparentales (Conseil canadien de développement social [CCDS], 1999). Cette tendance s'intensifie depuis une dizaine d'années, surtout chez les parents seuls.

Le tiers des familles locataires étant surchargées de frais de logement, il est essentiel de créer des logements sociaux dans la collectivité afin que ces familles aient accès à des logements abordables, sûrs et de bonne qualité.

Le registre des logements disponibles tenu par la DSW1

Les élèves qui changent fréquemment d'école ont du mal à s'adapter sans cesse à de nouvelles façons de faire et à de nouveaux visages, et leur apprentissage peut éventuellement en souffrir. Le registre des logements disponibles (*Housing Registry*) est un programme conçu dans le but d'atténuer le problème de mobilité excessive des enfants et de leurs familles. Le programme incite les parents à trouver un logement au sein de la collectivité et à permettre ainsi à leurs enfants de poursuivre leurs études sans interruption et sans changement d'école au milieu de l'année scolaire. On offre de l'appui et de l'aide aux familles afin qu'elles puissent trouver un logement convenable et-ou régler leurs problèmes de logement.

Carte 28 – Dans quels secteurs les ensembles de logements sociaux étaient-ils répartis en comparaison des lieux de résidence des ménages à faible revenu ?

- Le territoire de la DSW1 contenait à peu près 268 ensembles de logements sociaux au moment de l'enquête.
- La correspondance semble assez bonne entre la répartition géographique des familles à faible revenu et celle des logements sociaux.
- Attention : La carte ne montre pas nécessairement la préférence réelle des familles en matière de logement. Les familles à faible revenu n'ont peut-être pas les moyens de vivre ailleurs que dans un ensemble de logements sociaux.

Bibliothèques

Les résultats de la recherche semblent indiquer la possibilité que les enfants dont les parents ne parlent ni l'une ni l'autre des deux langues officielles du Canada, ou n'ont pas atteint un niveau élevé de littératie, n'aient pas autant de ressources que les autres ou prennent plus de temps à s'alphabétiser. Ce désavantage peut être d'autant plus grave dans les familles pauvres et dans celles dont les parents ont un faible niveau de scolarité (L'institut national de formation des adultes, services d'alphabétisation et des compétences de base, 1993).

Carte 28

Dans quels secteurs les ensembles de logements sociaux étaient-ils répartis en comparaison des lieux de résidence des ménages à faible revenu ?

Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Les participants aux programmes d'alphabétisation des adultes sont plus susceptibles que les autres de :

- se voir accorder une augmentation de salaire;
- voir s'accroître leurs gains financiers;
- diminuer leur dépendance à l'endroit de l'aide sociale;
- poursuivre leurs études;
- manifester un engagement solide à l'égard de l'éducation de leurs enfants.

En plus des services de bibliothèque publique, les *Library and Media Services* de la DSW1 publient la revue *Inklings*, un mensuel de communication avec les bibliothèques scolaires; *LMS Newsletter*, un bulletin d'information du système de gestion de bibliothèque, qui est diffusé chaque mois dans les écoles en même temps que le bulletin de l'administration; *Appraisals*, un recueil trimestriel de comptes rendus d'ouvrages didactiques qui vise à aider les bibliothécaires des écoles à choisir les meilleures ressources d'apprentissage; et le *LMS Handbook*, un guide du système de gestion de bibliothèque, qui explique les méthodes standards et les pratiques exemplaires en usage dans les bibliothèques, et qui est mis à jour chaque année. Il y a aussi le répertoire collectif des périodiques et un répertoire collectif propre à la DSW1, présentés sur CD-ROM et publiés chaque année afin de faciliter le partage des ressources entre les bibliothèques de la division scolaire.

Carte 29 – Quels quartiers étaient les mieux favorisés en matière d'accès à des bibliothèques ?

La DSW1 compte 7 bibliothèques publiques et 37 programmes d'alphabétisation. Selon les constatations de l'EEPC :

- Les sept bibliothèques publiques sont convenablement réparties sur tout le territoire de la division scolaire.
- La collectivité offre 10 programmes d'anglais langue seconde (ESL) qui se donnent dans les bibliothèques.
- Un bon nombre des écoles de la DSW1 mettent à la disposition des parents des services de bibliothèque, des programmes d'alphabétisation et des ressources didactiques en anglais langue seconde.

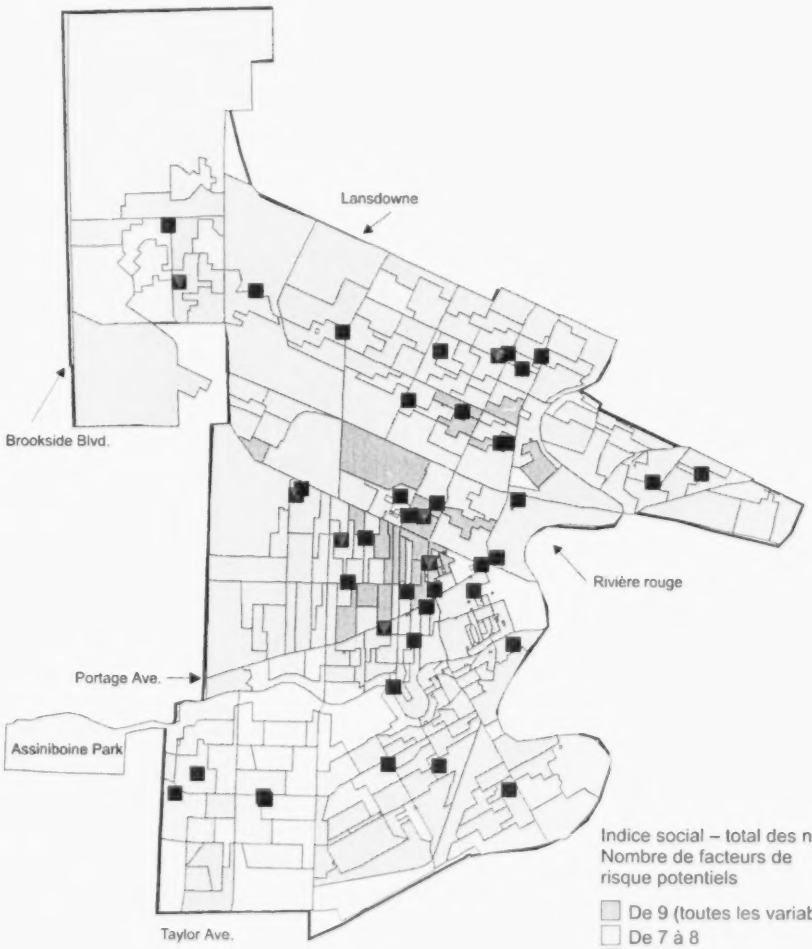
Loisirs

Pour qu'un enfant en pleine croissance puisse se développer harmonieusement sur les plans physique, affectif et psychosocial et acquérir une solide estime de lui-même, il est important de mettre à sa disposition des programmes abordables de récréation et de loisirs (CCSD, 1998). La participation des enfants à des activités sportives et artistiques, supervisées ou non, est liée à une intensification du développement psychosocial. La présence de parcs et de terrains de jeu bien aménagés dans les quartiers où vivent des enfants est également liée à des taux accrus de participation à ce genre d'activités.

C'est non seulement la simple présence d'aires de jeu en plein air qui est importante, mais aussi le genre et la quantité de végétation que l'on trouve en ces lieux (ce facteur est souvent mesuré en fonction du nombre d'arbres et de la superficie gazonnée ou verte). Les analyses montrent que les adultes sont plus enclins à fréquenter les parcs où la végétation est abondante, et que les enfants sont plus enclins à y jouer. Selon les observations des chercheurs, près de deux fois plus d'enfants jouent dans les endroits plantés de nombreux arbres que dans ceux où les arbres sont rares (Coley, Kuo et Sullivan, 1997; Taylor, Wiley, Kuo et Sullivan, 1998). En

Carte 29

Quels quartiers étaient les mieux favorisés en matière d'accès à des bibliothèques ?



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

outre, les aires mieux fournies en végétation sont plus propices aux jeux créateurs (Taylor, Wiley, Kuo et Sullivan, 1998).

Carte 30 – Où trouvait-on des programmes récréatifs non traditionnels ?

- Dans la DSW1, au moment de l'EEPC, 39 écoles laissaient les gymnases ouverts après les heures de classe et souvent pendant les week-ends, et offraient de l'équipement de sport et des services de surveillance des jeunes enfants.
- Il y avait 29 centres offrant des programmes dans des disciplines telles que la peinture, la photographie, la poterie, le judo, le dessin d'humour, la gymnastique, etc. aux enfants de six et moins et à leurs familles.
- Trois écoles d'arts martiaux avaient des programmes adaptés aux jeunes enfants.
- Deux écoles offraient des cours de cuisine destinés aux enfants d'âge préscolaire.

Les services communautaires, centres communautaires, etc. sont sources d'avantages pour tous les habitants du quartier et de la collectivité. Les programmes mis sur pied par les centres communautaires donnent aux enfants d'excellentes occasions d'acquérir des aptitudes sociales et autres au contact de camarades de leur âge, en assistant à des cours ou en suivant l'exemple d'adultes qui leur servent de guides. Près des deux tiers de tous les enfants et 80 p. 100 des enfants de familles à faible revenu participent rarement aux activités de club ou aux programmes de groupe comme ceux qu'offrent les centres communautaires (Ross et Roberts, 2000). Les obstacles à l'accès aux centres communautaires, par exemple, les coûts et le transport, sont peut-être à l'origine de ce faible taux de participation.

Carte 31 – Dans quels secteurs les centres communautaires et récréatifs étaient-ils répartis ?

- Au moment de l'EEPC, 49 centres récréatifs et communautaires étaient répartis un peu partout dans la DSW1.
- La DSW1 comptait aussi 23 centres de ressources offrant des programmes tels que haltes-jeu, camps sportifs et assistance aux parents.

Ressources disponibles axées sur la collectivité

Les familles de la collectivité ont accès à un vaste éventail de programmes et de services, et cette variété donne aux habitants la latitude voulue pour acquérir les compétences et l'aide qui leur permettront de participer activement à la vie de leurs quartiers.

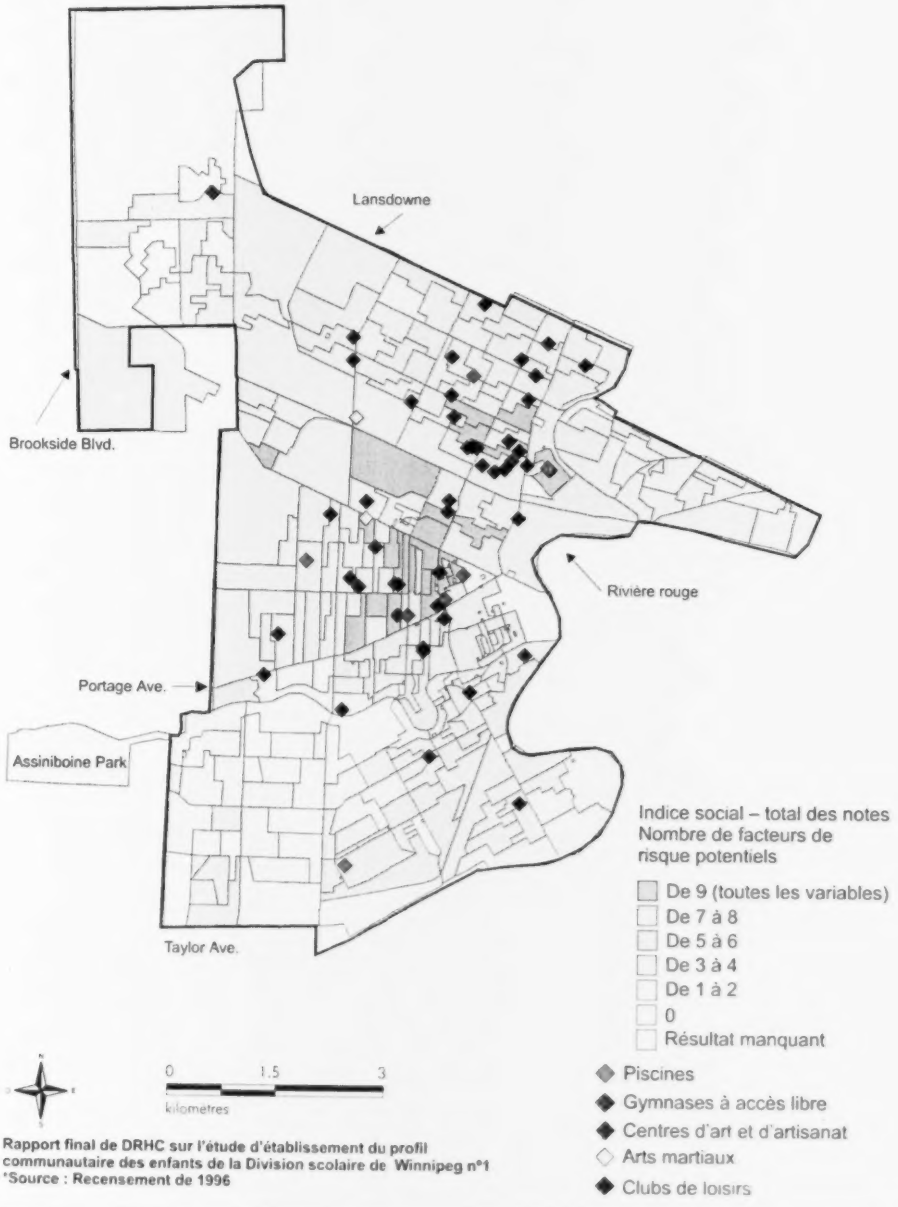
Services de santé et de mieux-être

Dans ce domaine, les chercheurs ont cerné trois types de programmes qui contribuent au développement optimal du jeune enfant, à savoir :

- les services de santé préventifs, ce qui inclut les programmes d'alimentation et les services de soins de santé et de counseling;
- les cabinets de médecins et de dentistes
- les services de santé d'urgence.

Carte 30

Où trouvait-on des programmes récréatifs non traditionnels ?



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Carte 31

Dans quels secteurs les centres communautaires et récréatifs étaient-ils répartis ?

Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Services de santé d'urgence

Programmes d'alimentation et programmes de promotion de la santé

Du point de vue du développement humain, la faim et la malnutrition ont des effets plus graves sur les bébés et les enfants d'âge préscolaire que sur les enfants d'âge scolaire. Il faut donc donner aux parents de jeunes enfants mal nourris un accès prioritaire aux programmes d'alimentation.

Les résultats de recherches antérieures montrent que les programmes d'alimentation peuvent donner de meilleures chances de développement et de réussite aux enfants. Dans la région de Montréal, la mise en œuvre d'un programme de counseling alimentaire prénatal, de motivation et de distribution de suppléments nutritifs, appelé le *Dispensaire diététique de Montréal* et destiné aux femmes enceintes à risque élevé, s'est soldé par une augmentation appréciable du poids de naissance des enfants nés de ces mères, en comparaison de celui des enfants nés de mères non inscrites au programme (Steinhauer, 1998).

De même, à Vancouver, un programme d'action communautaire visant les femmes à risque de mettre au monde des bébés à poids de naissance insuffisant (programme *Healthiest Babies Possible*), a donné des résultats positifs. La participation a amené des modifications de comportement chez les mères (par exemple, plusieurs ont cessé de fumer) et un accroissement du poids de naissance des bébés. Le programme comportait des volets multiples; il abordait des questions telles que l'alimentation et le mode de vie et prévoyait des réunions de soutien mutuel. *Healthiest Babies Possible* offrait aussi l'accès et l'aiguillage vers des organismes de santé et autres (Conseil national du bien-être social, 1997).

Les milieux de vie où règnent un niveau élevé d'inégalité sociale et économique, l'isolement social et une absence de cohésion sociale sont associés à des conséquences néfastes sur le plan de la santé, surtout dans le cas des jeunes enfants en pleine croissance. Ces facteurs font également qu'il est plus difficile aux familles de créer des environnements positifs pour leurs enfants.

Programmes et centres de counseling

Les services de counseling et d'hygiène mentale, en tant que mesures préventives et correctives en matière de santé, peuvent apporter des avantages à tous les membres de la collectivité. Une étude menée récemment aux États-Unis montre que la présence de services communautaires dans ces domaines amène une diminution des taux d'hospitalisation d'enfants pour des raisons de troubles affectifs (McNulty, Evans et Grosser, 1996).

À Winnipeg, des programmes de counseling sont offerts par des organes divers dont des groupes ethniques et religieux et des services communautaires municipaux ou autres. Ces organismes offrent des services de counseling personnel et familial ainsi que des programmes de traitement et d'intervention.

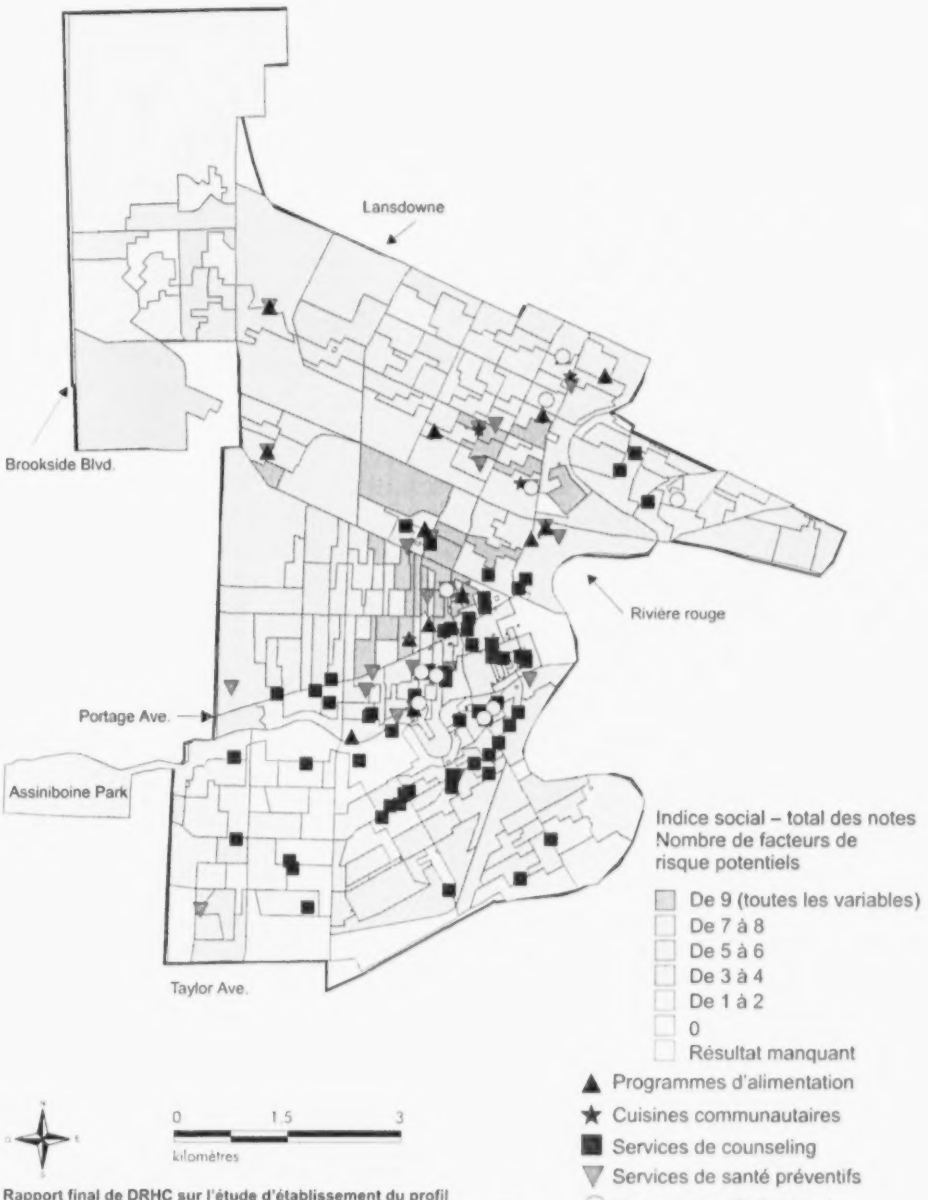
- À l'époque de l'EEPC, il y avait environ 125 établissements de counseling répartis dans tous les quartiers de la DSW1.

Carte 32 – Où trouvait-on des services de santé préventifs ?

- La DSW1 comptait 88 programmes de promotion de la santé et d'alimentation.
- Il se trouvait à peu près 24 programmes alimentaires dans les quartiers du centre et du nord de la collectivité.

Carte 32

Où trouvait-on des services de santé préventifs ?



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

- Il y avait aussi 45 programmes de soins de santé préventifs offrant des services diététiques, des soins prénataux, des services d'hygiène mentale, des programmes de vaccination, etc.
- *Women and Infant Nutrition* est une initiative provinciale mise en œuvre par des infirmières de la santé publique dans 12 localités. Le programme offre des renseignements, des activités de groupe pour les nouvelles mamans et un service de jus de fruit et de lait pour les enfants.
- La DSW1 abrite huit cuisines communautaires où l'on enseigne aux parents comment préparer des repas nutritifs et bon marché.

Médecins généralistes et spécialistes

Y a-t-il un rapport entre la répartition des médecins dans une collectivité et les caractéristiques de la collectivité en question ? Telle est la question à laquelle répond une étude récente (Krishnan, 1997) selon laquelle la répartition des médecins généralistes et spécialistes dépend d'un certain nombre de facteurs socio-démographiques au sein d'une collectivité. Voici quelques-unes des constatations de cette étude :

- Les médecins de famille et les généralistes se trouvent surtout dans les régions métropolitaines à fort pourcentage d'habitants hautement scolarisés.
- Les médecins de famille et les généralistes se trouvent moins souvent dans les régions à forte proportion d'habitants âgés de moins de cinq ans.
- Les médecins spécialistes se trouvent plus probablement dans les régions à forte densité de population et à taux élevé d'habitants ayant fait des études universitaires, et dans des quartiers à faible pourcentage d'enfants et de logements de propriétaire-occupant (Krishnan, 1997).

Carte 33 – Où trouvait-on des cabinets médicaux et dentaires ?

- L'EEPC a recensé plus de 1 200 médecins établis sur le territoire de la DSW1, dont un bon nombre dans les quartiers du centre.
- Tous les champs de spécialisation étaient représentés et on comptait notamment plus de 100 pédiatres.
- Seulement huit médecins acceptaient de nouveaux patients, ce qui signale un accès restreint aux généralistes.
- Il y avait près de 300 dentistes et tous les champs de spécialisation étaient représentés, notamment l'orthodontie et la chirurgie buccale.

Services de santé d'urgence – hôpitaux, postes d'ambulance et centres de crise

Le nombre d'hôpitaux sur le territoire d'une collectivité influe-t-il sur la santé des habitants ? Certaines études ne constatent aucune diminution de la condition physique des personnes vivant dans des collectivités où le gouvernement a fermé des établissements de soins médicaux (Institut canadien d'information sur la santé, 2000), mais il s'impose de pousser plus loin les recherches afin de déterminer les effets de la répartition des services de soins de santé dans une collectivité sur les taux d'utilisation des soins et l'état général de la santé des habitants.

Les intéressés trouveront des renseignements plus détaillés sur l'état de santé des jeunes enfants du Manitoba en consultant l'ouvrage

Carte 33

Où trouvait-on des cabinets médicaux et dentaires ?

Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
*Source : Recensement de 1996

Assessing the Health of Children in Manitoba : A Population-Based Study, par Marni Brownell, Patricia Martens, Anita Kozyrskyj, Patricia Fergusson, Jennifer Lerfald, Teresa Mayer, Shelley Derksen et David Friesen, publié par le Centre d'élaboration et d'évaluation de la politique des soins de santé du Manitoba.

Carte 34 – Où trouvait-on des services médicaux d'urgence ?

- La DSW1 a sur son territoire un hôpital offrant tous les services de soins de santé. Il s'agit du Centre des sciences de la santé, auquel est rattaché l'hôpital pour enfants et qui se trouve au centre de la collectivité.
- Parmi les autres établissements de soins, on trouve une clinique de soins d'urgence, un centre hospitalier de longue durée, un centre pour les enfants souffrant d'incapacités et un centre pour les enfants en crise.
- La DSW1 compte cinq postes d'ambulances, situés pour la plupart dans les quartiers de l'est.
- Il y a aussi 20 centres de crise.

Ressources culturelles

L'enquête a permis de déterminer quatre types de ressources qui contribuent au développement optimal du jeune enfant, à savoir :

- les ressources autochtones
- les ressources à la disposition des immigrants
- les arts et le divertissement
- les lieux de culte

Ressources autochtones

L'*Aboriginal Centre of Winnipeg Inc.* (ACWI) est à la fois un lieu de rencontre et un endroit où débattre des idées nouvelles en matière d'éducation, de développement économique, de développement social, de prestation des services sociaux et de formation. Les organismes participant à la vie du Centre ont tissé des liens mutuels forts qui amènent une meilleure collaboration dans la mise sur pied et la prestation de services destinés aux Autochtones de Winnipeg. L'ACWI s'est constitué en société en octobre 1990 dans le but de promouvoir la croissance de la collectivité autochtone de Winnipeg dans le domaine social et dans ceux de l'éducation et de l'esprit d'entreprise.

Le centre autochtone de la santé et du bien-être (Aboriginal Health and Wellness Centre) (AHWC) est un centre de ressources à la disposition des Autochtones de Winnipeg. Son action s'oriente d'après une philosophie basée sur les valeurs et les convictions traditionnelles. L'AHWC offre un continuum de programmes visant à répondre aux besoins et aux attentes des Autochtones de la région et de leurs familles. Voici certaines des ressources auxquelles la clientèle de l'AHWC a accès :

- une clinique de soins primaires
- un organe de développement communautaire
- un programme d'extension et d'éducation communautaire
- un organisme de promotion de la santé et de prévention, animé par des médecins, des infirmières et des hygiénistes
- l'accès à des guérisseurs traditionnels
- le programme Abinotci Mino-Awawin pour la santé infantile

Carte 34

Où trouvait-on des services médicaux d'urgence ?

Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

- le programme *Head Start* (Bon départ)
- un programme de prévention du syndrome ou des effets de l'alcoolisme fœtal
- des ateliers de sensibilisation aux cercles d'influence autochtones

La DSW1 a mis sur pied un certain nombre de programmes scolaires parallèles afin d'aider les élèves à poursuivre leurs études jusqu'à bonne fin. Chacun de ces programmes prévoit un enseignement et un appui personnalisés et adaptés aux besoins sociaux et émotionnels des élèves. Parmi les programmes fréquentés par les élèves autochtones, mentionnons :

- Wi Wabigooni (Victoria-Albert);
- Rising Sun (R.B. Russell);
- Eagle's Circle (Hugh John Macdonald);
- Songide'ewin (Niji Mahkwa).

Carte 35 – Où trouvait-on des centres de ressources destinées aux Autochtones ?

- Plusieurs des écoles de la DSW1 offrent des programmes adaptés aux élèves autochtones.
- L'ACWI met en œuvre de nombreux programmes et services centralisés en un même endroit.

Ressources destinées aux immigrants

La diversité de la population donne aux collectivités des possibilités d'apprentissage et de développement culturels, mais elle crée aussi des défis nouveaux et plus grands que ceux auxquels font face les groupes plus homogènes sur le plan de l'identité culturelle. Pour être en mesure de relever les défis du pluralisme culturel, les collectivités doivent se doter de réseaux adéquats et accessibles de services destinés aux familles immigrantes et à leurs enfants.

Carte 36 – Où offrait-on des programmes multiculturels ou destinés aux immigrants ?

- Au moment de l'enquête, la DSW1 avait 69 programmes multiculturels ou destinés aux familles immigrantes.
- Un bon nombre de ces programmes se trouvaient dans les quartiers du centre.

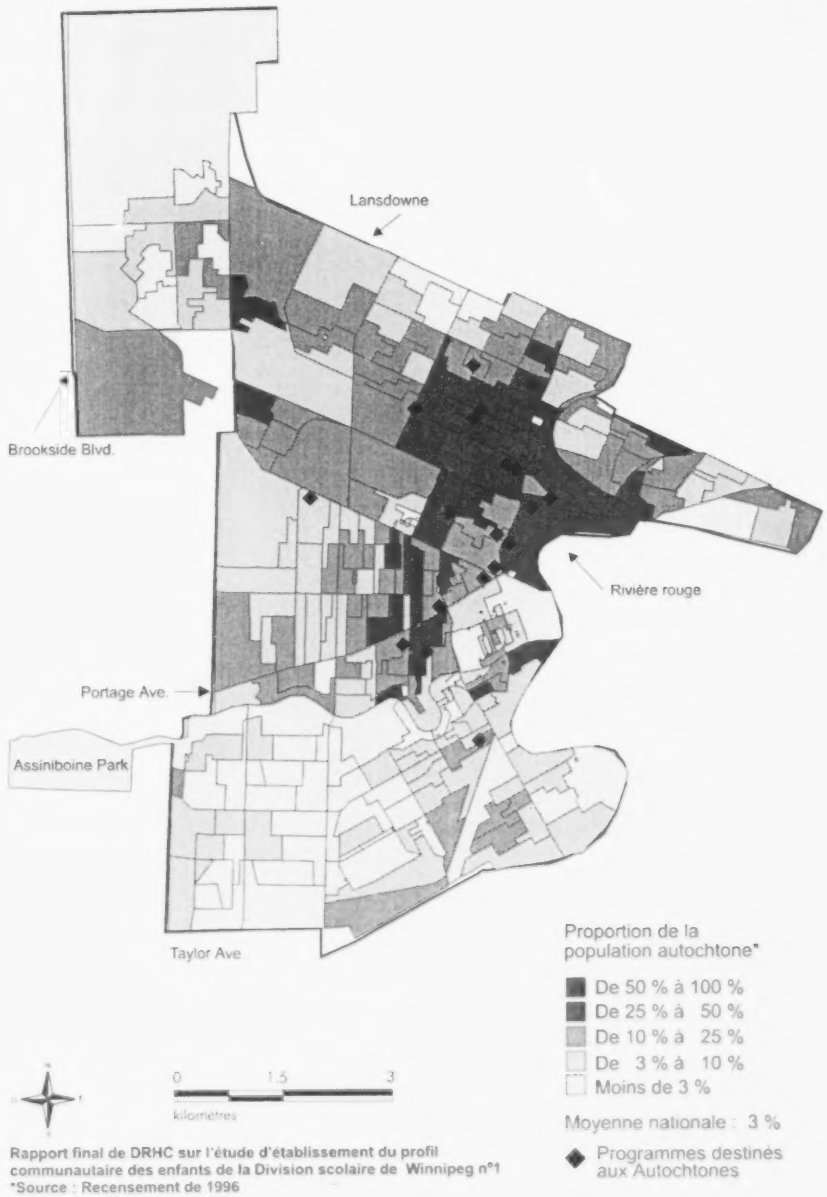
Ressources du domaine des arts et du divertissement

La participation à des programmes axés sur les arts met les enfants en présence de l'histoire et de la culture de leur milieu et d'ailleurs en leur permettant de vivre des expériences variées. Cette participation est favorisée par la présence de parcs et de terrains de jeu bien aménagés au sein même du quartier. Selon Dr Graham Chance, ancien président de l'Institut canadien de la santé infantile, l'enrichissement personnel sur les plans de la musique, des arts et des loisirs est essentiel au développement du bien-être émotionnel et spirituel des enfants (Campbell, 2000).

La participation soutenue à des activités parascolaires de nature artistique et culturelle est liée à certains facteurs découlant des caractéristiques de la famille, par exemple, le niveau de revenu, et des caractéristiques de la collectivité, par exemple, la présence des ressources nécessaires. La recherche montre que les enfants de familles à faible revenu participent beaucoup moins (26 p. 100 moins) à ce genre d'activités que leurs camarades de familles bien nanties. Si les enfants des familles à revenu élevé se

Carte 35

Où trouvait-on des centres de ressources destinées aux Autochtones ?



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Carte 36

Où offrait-on des programmes multiculturels ou destinés aux immigrants ?

Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

prévalent relativement plus de ce genre de programmes, c'est peut-être en raison des coûts reliés au matériel nécessaire, aux cours particuliers et à la nature même des programmes en question (Ross et Roberts, 2000). Cet écart dans la participation des enfants bien et mal nantis signale une occasion manquée de rehausser les résultats obtenus dans le développement de la petite enfance.

Les enfants qui participent à des activités de nature artistique sont environ 30 p. 100 moins enclins à des troubles sociaux ou affectifs que les enfants qui n'ont pas accès à ces programmes, même en tenant compte du niveau de revenu et d'autres facteurs propres à la famille.

Offord, Lipman et Duka, 1998

Carte 37 – Où trouvait-on des centres d'art et de culture ?

- Lors de l'enquête, il y avait plus de 60 galeries d'art, musées et centres culturels sur le territoire de la DSW1, et aussi une dizaine de cinémas et de théâtres.
- Les centres communautaires offraient à peu près tous des programmes d'art et d'artisanat, et l'on trouvait 23 autres programmes de ce genre un peu partout dans la collectivité.
- La DSW1 comptait aussi 11 programmes de danse, 16 programmes de musique et deux programmes d'art dramatique.

Lieux de culte

Carte 38 – Où se situaient les lieux de culte ?

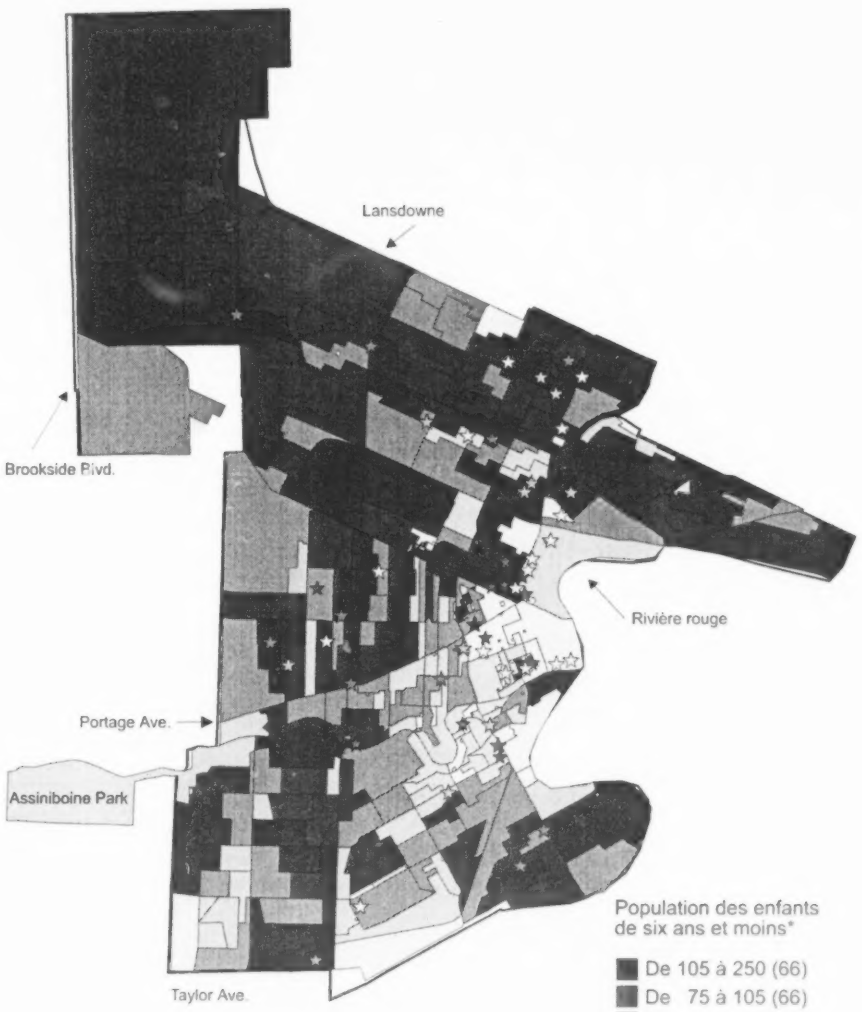
- La DPSW contient 260 lieux de culte représentant toute la gamme des confessions religieuses. Ces lieux sont bien répartis dans toute la collectivité et ils offrent tous des programmes axés sur les enfants et les familles.

Utilisation de ces renseignements par la collectivité

- La DSW1 offre un éventail de services et de programmes partout sur son territoire.
- Certains quartiers y gagneraient à être dotés d'un plus grand nombre de services et programmes, surtout les quartiers à forte densité démographique d'enfants de six ans ou moins. Pour arriver à de telles améliorations, il faudrait l'action de divers intervenants avec la participation de la collectivité.
- Les quartiers de l'est de la DSW1 ne semblent pas disposer d'un nombre suffisant d'activités et de ressources pour les jeunes enfants et leurs familles. Par contre, les quartiers du sud, un secteur à revenu relativement plus élevé, offrent de nombreux programmes qui pourraient être mieux utilisés par les enfants et les familles des quartiers moins bien nantis.

Carte 37

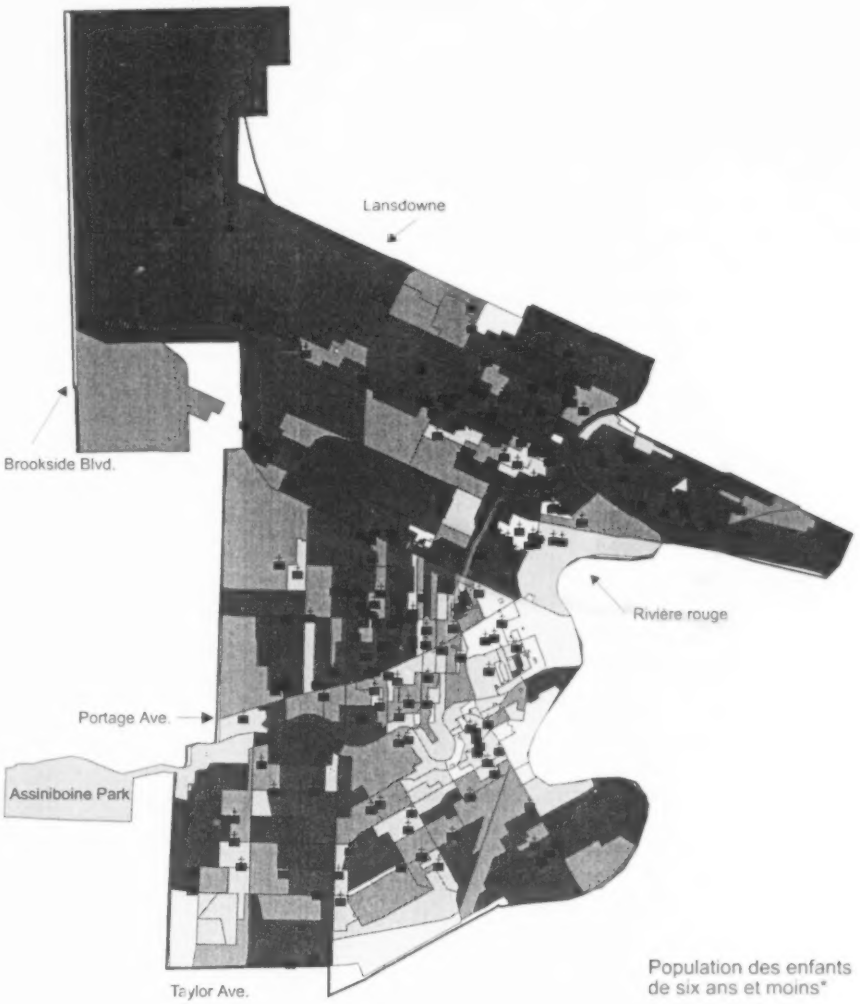
Où trouvait-on des centres d'art et de culture ?



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

Carte 38

Où se situaient les lieux de culte ?



Rapport final de DRHC sur l'étude d'établissement du profil communautaire des enfants de la Division scolaire de Winnipeg n°1
***Source : Recensement de 1996**

6. La recherche comme fondement de l'action communautaire

Aperçu des résultats de l'établissement des profils communautaires

Le présent chapitre résume certaines des principales constatations tirées de l'Étude d'établissement du profil communautaire (EEPC). Les résultats ont été choisis parce qu'ils signalent des domaines possibles de besoins à remplir; des lacunes dans les services; des domaines où les ressources sont abondantes; ou des inégalités dans la répartition des ressources.

L'EEPC réalisée dans la DSW1, comportant la collecte de données sur les contextes physiques et socio-économiques des quartiers qui composent la Division scolaire, peut servir de base à des débats communautaires généraux sur l'affectation des ressources. L'EEPC produit de riches ensembles de données qui aident à examiner les rapports entre les ressources communautaires en présence et les caractéristiques démographiques de la collectivité, mais cette enquête ne peut pas, à elle seule, fournir des données au sujet de l'incidence des ressources communautaires sur le succès ou l'échec relatif du développement de l'enfant.

Il y a une différence importante entre le fait d'avoir accès à des données nouvelles et des renseignements nouveaux et la tâche de traduire effectivement cette information à l'intention des groupes communautaires intéressés et, surtout à l'intention des intervenants qui participent concrètement aux décisions et à l'élaboration des politiques.

En combinant les données de l'EEPC à celles tirées de l'Instrument de mesure du développement des jeunes enfants (IDJE) et du volet communautaire de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ), il deviendra possible de dégager des faits nouveaux qui permettront d'établir des liens entre les stratégies communautaires et les résultats obtenus en matière de développement de la petite enfance.

Voilà pourquoi le rapport complémentaire sur la mise en œuvre du projet *Comprendre la petite enfance* (CPE) dans la DSW1 a pour but d'intégrer les trois composantes du projet c'est-à-dire l'IDJE, le volet communautaire de l'ELNEJ et les points saillants de l'EEPC, afin de mettre en lumière des réponses nouvelles aux questions suivantes :

- Comment nos enfants se débrouillent-ils ? Quels résultats obtiennent-ils ?
- Quelle est l'incidence des ressources sur le développement des enfants ?
- Quelles ressources ont-elles l'incidence la meilleure ?
- Comment la collectivité exploite-t-elle ces ressources pour renforcer le développement de ses jeunes enfants ?

Constatations liées au milieu social

Les interactions sociales d'un enfant avec les autres membres de la collectivité peuvent avoir une influence importante sur son propre développement. De plus, l'enfance est une étape critique du développement et la situation socio-économique, bonne ou mauvaise, de la famille peut avoir des conséquences sur tout le développement et toute la vie du jeune enfant.

Le niveau de scolarité de la mère est une variable indicative particulièrement puissante des résultats qu'atteindra l'enfant sur les plans du comportement et de l'apprentissage. Il convient d'ajouter que l'on trouve un plus grand pourcentage d'enfants à problèmes de comportement ou d'apprentissage dans les familles à faible revenu, même si la majorité des enfants vulnérables appartiennent à des familles à revenu moyen (McCain et Mustard, 1999; Ross et Roberts, 2000; Willms, à l'impression).

Coup d'œil sur les constatations

- Au moment de l'enquête, la DSW1 abritait un grand nombre de familles avec enfants. Les secteurs de dénombrement (SD) où il y avait peu d'enfants se concentraient surtout dans des quartiers industriels à faible densité de population.
- En tant que collectivité, la DSW1 se composait principalement de grands quartiers résidentiels et de quelques aires industrielles situées surtout dans la partie nord-ouest.
- On trouvait des espaces verts, des parcs, des terrains de jeu et des installations récréatives un peu partout dans la collectivité.
- La population d'enfants de six ans et moins était concentrée avant tout dans les quartiers du centre.
- Parmi les SD, 89 sur 222 se distinguaient par une mobilité démographique élevée, laquelle se définit par le fait que 30 p. 100 ou plus des habitants avaient déménagé au cours de l'année précédente. Ces SD se démarquaient par un taux de pauvreté individuelle de 31 p. 100 et par la présence d'environ 20 p. 100 des enfants de la DSW1.
- Près du quart des enfants de six ans ou moins vivaient dans des quartiers à forte proportion d'habitants sans diplôme d'études secondaires (54 p. 100)et à taux élevé de chômage (20 p. 100) et de pauvreté individuelle (46 p. 100).
- Un petit nombre de voisinages isolés à taux de chômage élevé (supérieur à 23,3 p. 100) se retrouvaient principalement dans les zones du nord-ouest et du centre de la DSW1. Ces voisinages se caractérisaient aussi par d'autres formes de désavantage sur le plan social, par exemple, un fort pourcentage d'habitants sans diplôme d'études secondaires et un taux élevé de pauvreté individuelle.
- Plus du tiers des quartiers (124 SD sur 333) avaient un taux de pauvreté individuelle de 38 p. 100 ou plus et ces quartiers abritaient plus de 9 000 enfants de six ans et moins. On trouvait aussi des enclaves de population pauvre près de quartiers bien nantis, ce qui crée à la fois des possibilités et des défis pour ce qui est de la collaboration communautaire et de la répartition des ressources.
- Un des traits distinctifs de la DSW1, qui lui donne son caractère d'exception parmi les collectivités canadiennes, est son importante population autochtone.

Pour tout mettre en place : Application de l'indice social aux caractéristiques démographiques et physiques de la collectivité

L'indice social, dont il a déjà été question précédemment, au chapitre 2, est un outil qui permet d'obtenir un profil complet du niveau de bien-être socio-économique de telle ou telle collectivité. Voici maintenant un diagramme et

Figure 1 – Enfants de six ans et moins et milieux à divers facteurs de risque.

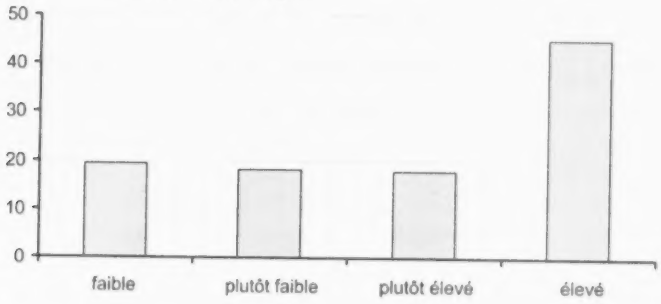


Tableau 1 – Enfants et SD où les facteurs de risque diffèrent.

	Faible risque	Risque plutôt faible	Risque plutôt élevé	Risque élevé
Nombre de SD	43	54	64	111
Pourcentage des SD	15,8 %	19,9 %	23,5 %	40,8 %
Nombre d'enfants de six ans et moins	3 740	3 515	3 455	8 775
Pourcentage d'enfants de six ans et moins	19,2 %	18 %	17,7%	45 %

un tableau qui aident à résumer les constatations découlant de l'EEPC :

- Environ 63 p. 100 des enfants de six ans ou moins vivaient dans des SD décrites comme étant à « risque plutôt élevé » ou à « risque élevé ».
- Les quartiers à « risque plutôt élevé » ou à « risque élevé » se trouvaient surtout dans le centre de la collectivité et il y avait aussi quelques enclaves de ce type disséminées dans le centre-nord et dans l'est. En comparaison avec les autres secteurs de la DSW1, ces quartiers ont habituellement des taux plus forts de pauvreté, des niveaux de scolarité plus faibles chez les parents et des pourcentages plus importants d'immigrants et de personnes ne parlant ni l'une ni l'autre des deux langues officielles du Canada.

Constatations liées au milieu physique

Partout au pays, les blessures graves sont l'une des causes premières de mortalité des enfants et des jeunes, et ces blessures sont souvent causées par des accidents d'automobile.

L'obligation de traverser des rues ou des routes achalandées peut faire courir des risques graves aux enfants. Les statistiques montrent

que ces risques sont encore plus grands pour les jeunes enfants, bien que ces derniers soient moins exposés à la circulation que les enfants plus âgés.

Les environnements physiques où les enfants évoluent ainsi que certains facteurs tels que des logements surpeuplés et de mauvaise qualité peuvent nuire à la santé et au bien-être des enfants.

Coup d'œil sur les constatations

- Plus de 26 p. 100 des voisinages sont cotés zones à circulation intense.
- Un peu plus de 6 p. 100 des quartiers inclus dans l'échantillon sont décrits comme ayant « beaucoup de déchets » ou « des déchets partout ».

Pour tout mettre en place : Application de la cote du milieu physique des quartiers à la DSW1

De façon générale, les quartiers de la DSW1 se méritent une cote relativement bonne en ce qui concerne la qualité du milieu physique, mais près de 68 d'entre eux se distinguent par les conditions matérielles les plus défavorables. Il faut souligner que plusieurs de ces quartiers en mauvais état ont une forte proportion d'enfants de six ans ou moins.

Constatations liées à la présence de ressources communautaires

Les théories relatives à la présence de ressources communautaires envisagent la collectivité comme une ressource du développement humain. Selon ces théories, plus s'accroît la présence et l'accessibilité de programmes et de services et plus la collectivité sera le lieu d'expériences riches et de possibilités favorables au développement, ainsi que d'accès à des réseaux d'appui, et moins on risque de voir apparaître des problèmes.

L'enquête a permis de déterminer cinq types de ressources qui contribuent au développement optimal du jeune enfant, à savoir :

- les ressources axées sur l'enfant
- les ressources axées sur les parents et les familles
- les ressources axées sur la collectivité
- les ressources en santé et bien-être
- les ressources culturelles

Coup d'œil sur les constatations

- Au moment de l'enquête, la DSW1 comptait 130 garderies agréées et 79 garderies familiales licenciées offrant des services et des programmes destinés aux enfants depuis l'âge du bébé jusqu'à l'âge scolaire.
- Il y avait 16 programmes d'apprentissage préscolaire dont un centre Montessori, le programme autochtone HeadStart et des écoles indépendantes.
- La collectivité abritait 59 écoles primaires dont chacune offre un programme de prématernelle et de maternelle.
- On trouvait 68 cours et programmes de perfectionnement des compétences parentales, 30 programmes d'assistance aux parents, 100 programmes d'appui, 14 haltes accueil et 4 programmes d'aide à l'emploi.
- La DSW1 comptait environ 68 programmes et services pour les enfants à risque, par exemple, les programmes Early Start et Head Start et celui de Rossbrook House.

- On offrait 40 programmes pour les enfants à besoins spéciaux, sans compter tous les services et les fonds à la disposition de ces enfants et de leurs familles.
- La DSW1 comptait environ 268 ensembles de logement social.
- On y trouvait sept bibliothèques réparties dans toute la division scolaire.
- Plusieurs des écoles avaient des bibliothèques destinées aux parents, des programmes d'alphabétisation et de la formation d'appui en anglais langue seconde (ESL) pour les parents.
- Il y avait aussi 10 programmes d'ESL offerts dans les locaux des bibliothèques.
- Parmi les écoles de la DSW1, 39 laissaient les gymnases ouverts après les heures de classe et souvent pendant les week-ends et offraient de l'équipement de sport et des services de surveillance des jeunes enfants.
- Il y avait 29 centres offrant des programmes dans des disciplines telles que la peinture, la photographie, la poterie, le judo, le dessin d'humour, la gymnastique, etc. aux enfants de six ans et moins et à leurs familles.
- Trois écoles d'arts martiaux offraient des programmes adaptés aux jeunes enfants.
- Deux écoles avaient des programmes de cuisine pour les enfants d'âge préscolaire.
- La division comptait 49 centres récréatifs et centres communautaires.
- Il y avait 23 centres de ressources offrant des programmes tels que haltes-jeu, camps sportifs et assistance aux parents. On y retrouvait notamment :
  - 89 programmes de promotion de la santé et d'alimentation;
  - 24 programmes d'alimentation offerts dans les quartiers du centre et du nord;
  - 45 programmes de santé préventive allant des soins prénataux et de l'hygiène mentale aux services alimentaires et aux campagnes de vaccination;
  - *Women and Infant Nutrition*, une initiative provinciale mise en œuvre par des infirmières de la santé publique dans l'ensemble de la DSW1 et offrant des renseignements, des activités de groupe pour les nouvelles mamans et un service de jus de fruit et de lait pour les enfants;
  - huit cuisines communautaires où l'on enseignait aux parents, dans un climat d'interaction sociale, comment préparer des repas nutritifs et bon marché.
- L'enquête a recensé plus de 1 200 médecins sur le territoire de la DSW1, dont un bon nombre dans les quartiers du centre.
- Il y avait près de 300 dentistes représentant toutes les spécialisations de l'art dentaire.
- La DSW1 a sur son territoire un hôpital offrant tous les services de soins de santé. Il s'agit du Centre des sciences de la santé, auquel est rattaché l'hôpital pour enfants.
- Il y avait aussi 20 centres de crise.
- La division scolaire abritait plus de 60 galeries, musées et centres culturels et une dizaine de cinémas et de théâtres.
- La plupart des centres communautaires offraient des programmes d'art et d'artisanat et on trouvait 23 autres programmes de ce genre dans la collectivité.
- Il y avait 11 programmes de danse, 16 de musique et deux d'art dramatique pour les jeunes enfants.

- La DSW1 comptait 260 lieux de culte, toutes confessions religieuses comprises, lesquels accordent une grande importance à leurs programmes à l'intention des enfants et des familles.

7. Prochaines étapes

Fonder l'action sur les constatations de l'EEPC

L'un des tout premiers objectifs de la coalition communautaire du projet CPE était de rassembler dans l'action la foule de groupes et de services voués au soutien des jeunes enfants et de leurs parents. En l'absence d'un système intégré d'appui au développement de la petite enfance, la coalition communautaire s'est efforcée de réunir les divers intervenants afin de favoriser la coopération en vue de la mise en place d'un réseau complet et intégré de services conçus dans le but d'optimaliser le développement des enfants. L'EEPC apporte les données et les renseignements nécessaires au lancement de ce vaste programme mettant en cause la collectivité tout entière.

Dans certains cas, il se peut que les données laissent transparaître l'inexistence de tel ou tel programme dans un quartier ou un voisinage particulier. Pour comprendre l'importance de ces configurations, il faut examiner de près la carte de l'indice social, laquelle montre si tel ou tel service est inexistant dans un quartier à facteurs de risque plus ou moins nombreux; ou, à l'inverse, s'il y a concentration de tel ou tel service dans un quartier à facteurs de risque plus ou moins nombreux. La carte de l'indice social aide à estimer l'importance de ces lacunes et de ces concentrations de programmes ou de services particuliers, et elle peut servir de base à un débat sur la répartition des services.

Fonder l'action sur les constatations tirées du projet CPE

En combinant les données du projet CPE à celles de l'EEPC et à celles tirées de l'Instrument de mesure du développement des jeunes enfants (IDJE) et du volet communautaire de l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes (ELNEJ), il deviendra possible de dégager des faits nouveaux qui permettront d'établir des liens entre les stratégies communautaires et les résultats obtenus en matière de développement de la petite enfance.

Voilà pourquoi le rapport complémentaire sur la mise en œuvre du projet *Comprendre la petite enfance* (CPE) dans la DSW1 a pour but de tracer un profil de renseignements interdépendants au sujet des résultats obtenus par les enfants et des facteurs communautaires qui influent sur ces résultats. En analysant les données provenant des trois composantes du projet CPE, c'est-à-dire l'IDJE, le volet communautaire de l'ELNEJ et les points saillants de l'EEPC, le rapport mettra en lumière des réponses nouvelles aux questions suivantes :

- Comment nos enfants se débrouillent-ils ? Quels résultats obtiennent-ils ?
- Quelle est l'incidence des ressources sur le développement des enfants ?
- Quelles ressources ont-elles l'incidence la meilleure ?

Un des éléments vitaux de ce débat tient à la collaboration et coordination effectives ou éventuelles entre les services au sein d'un secteur donné. Même dans les quartiers qui semblent regorger de ressources communautaires, le manque de coordination est susceptible de diminuer l'efficacité de ces

ressources et leur utilisation concrète par les parents et les enfants. La coalition communautaire du projet CPE à Winnipeg préconise l'intégration des ressources communautaires en un système complet et harmonieux d'appuis aux enfants de six ans ou moins et à leurs familles. En outre, afin de favoriser la collaboration et l'intégration intersectorielles en matière de services, la coalition favorise aussi la participation active des quartiers et des parents à l'élaboration des stratégies et des programmes visant le développement de la petite enfance.

Prochaines étapes

Après la diffusion des rapports sur la collecte des données du projet CPE, celui-ci passera immédiatement à sa deuxième étape, celle de l'action. La collectivité se dotera d'un plan d'action en matière de connaissances et l'utilisera comme mécanisme de mise en œuvre des stratégies communautaires et comme base des processus décisionnels à l'échelon local. Le plan communautaire d'action en matière de connaissances comprendra des éléments tels que : objectifs, priorités d'action, stratégies, partenariats et plan de communication. Ce dernier servira de base à l'élaboration de produits d'information propres à faciliter la communication avec les divers secteurs de la collectivité et à diffuser les résultats des recherches.

La collectivité élaborera aussi un cadre d'apprentissage communautaire. Ce cadre servira à une tentative de mesure du processus adopté par la collectivité pour exploiter et mettre en application les renseignements tirés du projet CPE. Pour faire en sorte que ce processus soit commandé par la collectivité entière, tous les membres en seront invités à participer. La coalition communautaire continuera de conseiller les exécutants du projet CPE et de s'implanter de plus en plus au cœur même de la collectivité.

Perspectives d'avenir

L'accord fédéral-provincial-territorial récemment conclu en matière de développement de la petite enfance met en lumière l'importance d'aider les familles à assurer à leurs enfants le meilleur avenir possible. La coalition communautaire du projet CPE cherche à tirer parti de cet engagement des gouvernements et à travailler collectivement à l'optimisation du développement des enfants. Le présent rapport vient appuyer cette vaste initiative.

Annexe A:
Les limites d'une étude de profil communautaire

Bien qu'il soit tentant de voir dans un profil communautaire[1] la mesure décisive des bénéficiaires et de l'efficacité des programmes, une telle supposition risque d'être erronée. En effet, avant toute chose, le profil communautaire n'est qu'un instantané correspondant à un moment précis dans le temps

À lui seul, un point sur une carte ne dit rien des programmes offerts dans l'immeuble en question. Il peut n'y en avoir qu'un seul ou il y peut y en avoir 20, et nous ne savons pas non plus combien de personnes sont admissibles à tel ou tel programme ni combien s'en prévalent effectivement. Que font ces gens lorsqu'ils viennent participer à un programme ? Quelles sont les heures d'ouverture ? Quel personnel est-il présent ? Quelle est la qualité des services offerts ?

En voyant un regroupement de points, le lecteur pourra être amené à penser que le secteur en question est bien desservi, que l'on s'y occupe des enfants et du soutien aux familles, mais il convient de se poser les mêmes questions que celles ci-avant.

De même, des lacunes apparentes dans les services peuvent s'expliquer simplement par la présence d'un parc industriel ou d'un parc de stationnement.

Les familles ayant de jeunes enfants créent souvent leurs propres réseaux de ressources. Il se peut qu'elles mettent sur pied des cercles de lecture, organisent des rendez-vous de jeu, des périodes de natation et des repas communautaires avec d'autres familles du même type. Par conséquent, l'absence de points à certains endroits d'une carte ne montre peut-être pas le véritable degré de cohésion sociale du quartier correspondant.

De plus, il est possible que les voisinages à risque élevé recouvrent certaines conditions qui ne sont pas immédiatement évidentes. À titre d'exemple, un secteur apparemment à risque élevé peut abriter une population importante d'étudiants qui déménagent souvent, sont sans emploi, ne sont pas propriétaires de leur logement et n'ont pas de revenu. Ces personnes diffèrent des autres membres de la collectivité qui, de génération en génération, n'ont jamais occupé d'emploi et subsistent grâce aux prestations d'aide sociale. Et pourtant, les deux groupes figurent sur la carte de l'indice social. Ils font effectivement face à la même quantité de problèmes, mais les perspectives à long terme de chacun sont très différentes.

[1] L'établissement des cartes s'est fait au moyen d'un système d'information géographique appelé map Info.

Annexe B: La coalition communautaire

À Winnipeg, le projet Comprendre la petite enfance est soutenu par les organismes suivants :

Centre autochtone de la santé et du bien-être

Le centre d'aide à la famille de la rue Andrews (Andrews Street Family Centre)

Bookmates

Garde de jour pour enfants

Services spéciaux pour enfants

Services communautaires, ville de Winnipeg

Projet Enfants en santé

Centre de traitement des adolescents et adolescentes du Manitoba

Le centre de réadaptation des enfants (Rehabilitation Centre for Children)

Le conseil de planification sociale (Social Planning Council

Les services d'éducation à l'enfance en difficulté (Special Education Department)

L'aumônerie communautaire de St. Matthew's Maryland (St Matthew's Maryland Community Ministry)

Le centre bénévoles de Winnipeg (Volunteer Centre of Winnipeg)

Services à l'enfant et à la famille de Winnipeg

Régie régionale de la santé de Winnipeg

Division scolaire de Winnipeg n° 1

Wolseley Family Place

YMCA-YWCA de Winnipeg

Annexe C: L'élaboration d'un indice social

L'élaboration d'un indice social avait pour but de tracer un tableau complet, mais simple, du bien-être socio-économique de la collectivité et de donner un aperçu du degré de correspondance entre les services offerts et les besoins des familles et des enfants. Partant des recherches déjà réalisées, les analystes ont cerné neuf variables (voir ci-après) choisies en raison de leur utilité pour décrire les caractéristiques socio-économiques des collectivités, en tenant compte de mesures dans les domaines de l'éducation, de l'emploi, de la pauvreté et du multiculturalisme. Ensuite, ils ont comparé chacune de ces variables à la moyenne nationale afin d'évaluer et de coter les collectivités. Cette façon de procéder a permis d'établir des comparaisons au sein de chaque collectivité et entre collectivités, et aussi de mettre en lumière les façons dont des collectivités pouvaient se différencier du pays dans son ensemble.

En premier lieu, il s'est agi de comparer à la moyenne nationale les valeurs des neuf variables dans chacun des secteurs de dénombrement (SD). Un SD se voyait octroyer un point chaque fois qu'une valeur propre à telle ou telle variable dépassait la moyenne nationale. Aucun point n'était accordé aux valeurs inférieures à la moyenne nationale. Les chercheurs ont ensuite établi un indice global en additionnant les points relatifs à chacune des neuf variables, en vue de déterminer le résultat total de chaque SD sur un maximum possible de neuf. Plus le résultat est élevé et plus il indique une présence importante de caractéristiques associées au risque et au désavantage et, par là, à des pressions éventuellement épuisantes sur les ressources communautaires. Toutes les données utilisées pour élaborer l'indice social sont tirées du recensement du Canada de 1996.

Les variables comprises dans l'indice social

1. Le taux d'emploi, c'est-à-dire, la part des habitants de sexe masculin âgés de 15 ans et plus de chaque SD qui, l'année précédente, occupaient un emploi à temps plein et en année complète (49 semaines ou plus)[1].

2. La fréquence des cas de faible revenu, mesurée selon le nombre d'habitants, par rapport à la population totale, appartenant à des ménages ordinaires dont le revenu est inférieur au seuil de faible revenu (SFR) établi par Statistique Canada[2].

3. Le niveau de scolarité, à savoir le nombre d'habitants âgés de 15 ans et plus qui n'ont pas terminé leurs études secondaires.

[1] Le choix de cette variable tient au fait qu'elle dénote plus exactement que ne le font les taux d'emploi traditionnels la participation au marché du travail dans un quartier donné.

[2] Le seuil de faible revenu (SFR) correspond à un niveau sous lequel la famille se voit obligée de consacrer une part disproportionnée de son revenu avant impôt aux besoins de base tels que l'alimentation, le vêtement et le logement, en comparaison de la famille moyenne. Le SFR se calcule en ajoutant 20 points de pourcentage à la part moyenne du revenu familial avant impôt qui est consacrée à l'alimentation, au vêtement et au logement, en apportant des ajustements pour tenir compte de la collectivité de résidence et de la taille de la famille et en faisant une mise à jour annuelle en fonction de l'inflation. Tout ménage dont le revenu est inférieur au SFR est considéré comme vivant en « situation difficile ».

4. La situation de famille, ou la part de familles monoparentales dans la collectivité visée[3].

5. La mobilité des familles, c'est-à-dire la partie de la population qui a déménagé au cours de l'année précédente[4].

6. La langue, c'est-à-dire, la part des habitants de la collectivité qui ne parle ni français ni anglais[5].

7. Le statut de propriétaire-occupant, à savoir la part des logements de la collectivité qui appartiennent aux familles qui les habitent[6].

8. La situation d'immigrant, c'est-à-dire, le pourcentage de la population totale qui est issu de l'immigration récente[7].

9. La composition de la part du revenu total du SD qui est tirée des paiements de transfert public[8].

---

[3] Le calcul de la fréquence des cas de monoparentalité s'effectue en prenant comme base le nombre de familles avec enfants et non pas le nombre total de familles, afin que la mesure porte sur le genre de structure familiale le plus pertinent pour les enfants plutôt que sur la structure familiale typique du quartier.

[4] La recherche a permis d'établir des liens entre un degré de mobilité élevé et un risque supérieur de problèmes de comportement chez les enfants (Dewit et al., 1998). En revanche, les familles très stables en matière de lieu de résidence dénotent des liens sociaux plus solides et une efficacité collective supérieure, ce qui se traduit par un nombre inférieur de cas de déviance sociale.

[5] Bien que petite, cette part de la population est estimée gravement désavantagée en raison des nombreux obstacles que pose leur situation linguistique à la participation à la vie de la collectivité, tout particulièrement dans le marché du travail.

[6] Le statut de propriétaire-occupant, tout comme la stabilité du lieu de résidence, est perçu comme favorisant la cohésion sociale et l'efficacité collective des voisinages et faisant ainsi baisser le nombre de cas de déviance sociale (Sampson *et al.*, 1997).

[7] Dans le présent contexte, l'immigration récente se définit comme celle advenue pendant la période 1991-1996 et mesurée par le recensement de 1996.

[8] Cette mesure de la dépendance à l'endroit des transferts publics évalue la part du revenu de la collectivité qui provient de tous les programmes de transfert, y compris les prestations quasi universelles telles le RPC, le RRG, la prestation pour enfants, etc. Cette mesure de la dépendance est donc moins précise que ne le serait la part du revenu tirée des seules prestations d'aide sociale (données non disponibles).

Annexe D: Résultats de l'observation des quartiers

Contexte et méthodes

L'instrument d'observation des quartiers se compose de 21 questions permettant de recueillir des renseignements objectifs sur l'état physique du quartier, par exemple, la qualité des logements, l'éclairage, le niveau de bruit et l'état général des rues et des parcs (les questions figurent dans Connor et Bank, 1999).

Les chercheurs ont d'abord segmenté le territoire de la Division scolaire de Winnipeg n° 1 (DSW1) en secteurs de dénombrement (SD). La collecte des données a touché la totalité des 334 SD de la collectivité. Dans chacun des SD, on a choisi au hasard une rue à observer et on a remis aux chercheurs les adresses qui constitueraient leur terrain d'observation. Puisque la délimitation des SD est basée sur la densité démographique, plusieurs de ces secteurs recouvrent une toute petite aire géographique. À titre d'exemple, dans certains cas, le SD se compose d'un seul immeuble d'appartements. Dans la plupart des cas, cependant, la superficie évaluée correspond à peu près à deux îlots.

Trois chercheurs vivant dans la collectivité ont reçu la formation nécessaire pour observer et évaluer les quartiers à l'aide de l'instrument, pendant l'été 2000, en effectuant des observations le jour et le soir, en semaine et en fin de semaine.

Aperçu des quartiers

La majorité des quartiers de la DSW1 sont de caractère résidentiel (66,7 p. 100), mais plus de 75 p. 100 servent des fins mixtes résidentielles et commerciales. Les observateurs estiment que 39 p. 100 des quartiers sont composés d'immeubles en bon état; 11,9 p. 100 seulement sont jugés en mauvais état ou gravement détériorés. En outre, la majorité des logements sont bien entretenus : 68 SD ont besoin de réparations à moins de la moitié de leurs logements et 29 SD seulement ont besoin de réparations à plus de la moitié de leurs logements.

Les chercheurs ont noté la présence d'annonces d'activités ou de réunions communautaires dans seulement 5 p. 100 des quartiers. Ce genre d'annonces est un signe possible de cohésion sociale dans la collectivité. Toutefois, en interprétant cette constatation, il est important de tenir compte de la taille et de la population du SD. En effet, dans les SD très petits, il est moins probable que l'on trouve des arrêts d'autobus où afficher ces annonces; il est possible aussi que les habitants tirent parti des annonces posées dans d'autres SD.

Rues et routes

La plupart des routes (30,8 p. 100) sont estimées en assez bon état et 64 p. 100 ont besoin de réparations mineures ou montrent des signes de négligence.

Éclairage et bruit

En ce qui concerne les niveaux de bruit, 30 p. 100 des quartiers sont cotés comme ayant des volumes sonores passablement perturbateurs, et 17 p. 100, des volumes sonores excessifs.

En matière d'éclairage, seulement 9,7 p. 100 des quartiers sont estimés mal servis, ce qui se définit par l'absence ou l'insuffisance de lampadaires et le besoin d'un éclairage meilleur. Près de 70 p. 100 se

classent à l'autre extrémité de la courbe grâce à leur grand nombre de lampadaires et d'autres sources d'éclairage. Le reste des voisinages (environ 20 p. 100) se classe quelque part entre les deux.

Habitants

Dans 25,7 p. 100 des quartiers, les observateurs ont remarqué au moins une ou deux familles avec enfants. Ils ont vu des familles à plusieurs enfants dans seulement 13,6 p. 100 des SD. Bien que les périodes d'observation se soient déroulées pendant les vacances scolaires d'été et à tous les moments de la journée et de la semaine, les chercheurs n'ont vu aucune famille dans la majorité des voisinages (60,7 p. 100).

Les chercheurs ont pu voir une personne manifestant un comportement antisocial (état d'ébriété, bagarre, etc.) dans huit seulement des 334 SD évalués. De plus, les chercheurs devaient donner une note à leur propre sentiment de sécurité et à leur degré d'aisance générale pendant leurs balades à pied dans la collectivité. Ils ont fait état de très peu de voisinages où ils se sont sentis en situation d'insécurité, mais ils ont quand même signalé une sensation d'insécurité le soir dans la majorité des SD (73,2 p. 100, ou 241).

Parcs et terrains de jeu

Les études antérieures établissent un lien entre la présence de parcs et de terrains de jeu bien aménagés dans les quartier où vivent des enfants, et des taux accrus de participation à des activités sportives, supervisées ou non. Il y aurait aussi des liens entre cette participation et un degré supérieur d'adaptation psychosociale chez les enfants (Offord, Lipman et Duku, 1998). Il n'en reste pas moins possible que l'utilité des parcs et des terrains de jeu soit limitée si la collectivité laisse les équipements se détériorer. Parmi les quartiers étudiés, 15 p. 100 seulement contiennent un parc ou un terrain de jeu, et la plupart de ces aménagements sont en bon état. Dans l'ensemble, 20 p. 100 des parcs et terrains de jeu se méritent la cote « excellent » et on y trouve des installations et des bâtisses neuves ou bien entretenues, offrant aux enfants des aires de jeu propres et sans danger. Un peu plus de 46 p. 100 des parcs et terrains de jeu reçoivent la cote « très bon », laquelle signifie que leur matériel est gardé en bon état. Environ 32 p. 100 des aires de jeu contiennent des équipements en mal de réparation et de remise à neuf.

Annexe E: Établissement d'une échelle d'évaluation du milieu physique

L'analyse des composantes principales (ACP) est une méthode statistique utilisée pour cerner des concepts sous-jacents à partir d'un certain nombre de questions ou d'articles bien définis. Les analystes ont appliqué l'ACP aux articles de l'instrument d'observation des quartiers afin de déterminer la présence de sous-ensembles de points aptes à mesurer les éléments du milieu physique des voisinages. En préparation à la mise en œuvre de l'ACP, certaines catégories de réponses ont été regroupées dans le cas de variables pour lesquelles les catégories de réponse étaient de fréquence faible. De plus, certains points ont été recodés de façon à ce que toutes les réponses aillent dans la même direction, c'est-à-dire, du positif au négatif.

Ensuite, le calcul de l'échelle s'est effectué en faisant la somme des résultats de chaque quartier relativement à ces articles. Le calcul a laissé de côté tous les cas où il manquait des données relatives aux facteurs pertinents. L'indice allait de 6 à 23. Plus le résultat est élevé et plus le quartier est estimé offrir un milieu physique favorable. Inversement, si le résultat à l'indice est faible, c'est que le quartier offre un milieu physique relativement moins avantageux.

Le processus de calcul et d'évaluation a permis de dégager un facteur composé de sept articles dont chacun manifeste un degré de fiabilité élevé tel que mesuré par le coefficient Alpha de Cronback ($\alpha = 0,83$). Ce coefficient est une mesure de la cohésion interne des articles que comporte un facteur.

Dans le cas présent, le facteur correspond à l'état physique du quartier et se compose des points suivants :

- l'état des immeubles
- le pourcentage d'immeubles ayant besoin de réparations
- le volume de circulation sur les rues et les routes
- la présence de déchets, de rebuts ou de débris de verre
- les niveaux sonores
- le nombre de feux de circulation
- la largeur des rues

Annexe F: Conception et résultats de l'enquête sur les programmes communautaires

Une collectivité peut aider ses habitants en leur offrant un vaste éventail de services et de programmes adaptés à leurs besoins. Les programmes peuvent viser des objectifs variés. Il peut s'agir de programmes récréatifs tels que la formation d'équipes de sport communautaires; éducatifs, par exemple, des écoles maternelles; ou permettant l'intervention communautaire pour régler des problèmes personnels ou collectifs tels l'alcoolisme ou la criminalité. Ces programmes peuvent offrir la possibilité de rehausser la qualité de la vie de chacun au moyen d'activités d'apprentissage ou de récréation et d'accroître les contacts sociaux des individus, améliorant d'autant la cohésion sociale au sein de la collectivité. Selon certaines recherches (Connor et Brink, 1999), six genres de programmes ont de l'importance pour les jeunes enfants et leurs familles : programmes éducatifs (bibliothèques, cercles de lecture, etc.); programmes de santé et de mieux-être (nutrition, classes prénatales, etc.); programmes de divertissement et de culture (formation musicale, artistique, etc.); programmes à caractère social général (accueil des immigrants, intégration des enfants souffrant d'incapacités, transports publics); programmes destinés à des groupes d'intérêt particulier (religions, patrimoine culturel); programmes de sport et de loisirs (activités sportives organisées, groupes communautaires, etc.).

Démarches

Les chercheurs communautaires se sont adressés à divers organismes offrant des programmes, dans toute la ville de Winnipeg, et les ont interrogés au sujet de la nature des programmes, de la clientèle visée et des obstacles à l'accès. Voici la définition de « programme » adoptée pour les besoins de cette enquête particulière :

- Le programme doit être destiné aux enfants de six ans ou moins et à leurs parents.
- Le programme doit s'adresser directement aux enfants de six ans ou moins et à leurs parents, c'est-à-dire que l'on exclut les travaux de comités ou de groupes de revendication.
- Le programme doit durer six semaines ou plus et avoir été offert au moins une fois au cours des 12 mois précédents.
- Le programme peut comporter les éléments suivants, sans toutefois s'y limiter : services et soutien, sélection ou évaluation, traitement ou intervention, cours, information et conseils ou aide.
- Exemples de programmes destinés aux parents et-ou aux enfants : lutte contre la violence familiale; alphabétisation; nutrition; soins prénataux; banque alimentaire.
- Un programme peut s'exécuter à plus d'un endroit et selon un calendrier varié.

Dans le cadre de l'enquête sur les programmes communautaires, deux intervieweurs ont interrogé des personnes représentant 181 programmes. L'échantillon prélevé correspondait à 20 p. 100 des programmes de chacune des six catégories. Toutes les entrevues se sont déroulées par téléphone.

Genres de programmes à la disposition de la DSW1

Les programmes relevés ont été classés en fonction d'une ou de plusieurs des six catégories décrites plus haut et la plupart d'entre eux correspondaient à deux catégories ou plus. C'est au coordonnateur du projet qu'est revenue la tâche difficile de déterminer la catégorie principale. Le programme de nutrition des femmes et des bébés, par exemple, est un programme à la fois éducatif, récréatif et social, mais il s'est retrouvé dans la catégorie déterminée par son objectif premier, celui de la santé et du mieux-être.

Dans les documents qui suivront, il ne sera pas nécessaire que les programmes soient conformes à ces critères du projet CPE. Ils pourront être classés en plusieurs catégories, le cas échéant.

Clientèle des programmes

Un programme peut s'adresser à la population en général ou à un ou plusieurs groupes précis (par exemple, un programme d'aide destiné aux femmes). Selon les déclarations des personnes interrogées dans la DSW1, 63 p. 100 des programmes visaient un groupe particulier :

- Les familles immigrantes et réfugiées (5,5 p. 100 des programmes).
- Les enfants à faible revenu et leurs familles (13,8 p. 100).
- Les enfants à besoins spéciaux (5,5 p. 100).
- Les mères (16,6 p. 100).
- Les Autochtones (12,2 p. 100).

Plus des deux tiers (70,5 p. 100) des employés affectés à des programmes déclarent que le programme dont ils s'occupent rejoint adéquatement le groupe visé, 25 p. 100 disent être souvent capables de rejoindre le groupe visé et 3 p. 100 disent être parfois capables d'y arriver.

Plus de la moitié (58,4 p. 100) des employés affectés à des programmes déclarent que la totalité ou presque de leur clientèle provient de la DSW1 et près d'un quart (22,8 p. 100) disent que moins de la moitié de la clientèle est de la DSW1.

Accroissement de la demande et financement

Selon les responsables des programmes, au cours des 12 à 24 derniers mois :

- 36,1 p. 100 des programmes ont vu leur financement s'accroître, au moins légèrement;
- 41,2 p. 100 des programmes ont conservé le même niveau de financement;
- 22,6 p. 100 des programmes ont vu leur financement diminuer, au moins légèrement.

Près des trois quarts (70,4 p. 100) des personnes interrogées en rapport avec les programmes signalent une augmentation de la demande au cours des 12 à 24 derniers mois. Un tout petit nombre d'entre elles (2,4 p. 100) font état d'une diminution de la demande.

Environ la moitié des programmes (51,8 p. 100) sont offerts en permanence ou presque. Seulement 6 p. 100 des personnes interrogées signalent des programmes qui ne fonctionnent jamais ou presque jamais à pleine capacité. Plus du tiers (39,4 p. 100) des programmes ont des listes d'attente pouvant aller de deux à plus de six mois.

Accessibilité des programmes

L'accès aux programmes peut être entravé par des obstacles divers, par exemple, la barrière linguistique lorsqu'un programme ne peut être offert qu'en anglais et-ou en français; l'inexistence des moyens de transport nécessaires; l'absence d'installations pouvant accommoder les personnes handicapées; les frais à verser; et l'insuffisance des subventions.

De nombreux programmes (62,3 p. 100) sont présentés en anglais seulement. Le cinquième (20 p. 100) des programmes offrent des services d'interprétation. Environ 16 p. 100 des programmes touchés par l'enquête sont offerts dans une langue autre que l'anglais. La majorité (65,7 p. 100) se déroule dans des endroits accessibles par les transports en commun et les trois quarts (75,5 p. 100) sont adaptés aux personnes handicapées. Plus du tiers (37,7 p. 100) s'accompagne de frais à verser et, de ceux-là, 87,5 p. 100 disposent de subventions pour venir en aide aux personnes incapables de payer. Il faut donc conclure que les obstacles créés par la langue, la culture, le transport et les frais pourraient empêcher certaines personnes de participer à certains programmes.

Gestion et parrainage des programmes

Plus de la moitié (66,7 p. 100) des personnes interrogées déclarent que les programmes dont elles s'occupent font appel à des bénévoles; qui plus est, 15 p. 100 de ces programmes sont entièrement mis en œuvre par des bénévoles.

La plupart des personnes interrogées au sujet des programmes ne sont pas tout à fait au courant du mode de financement de ces activités. Malgré cela, on apprend qu'environ la moitié (50,8 p. 100) des programmes sont parrainés en partie par l'État et qu'un peu moins de la moitié sont financés par des organismes de bienfaisance ou des groupes à but non lucratif. Seulement 7,1 p. 100 des programmes touchés par l'enquête sont à financement privé.

Annexe G:

L'ENGAGEMENT DU MANITOBA EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE (avril 2001)

Le gouvernement du Manitoba est fermement déterminé à appuyer le développement de la petite enfance, comme en fait foi la mise sur pied et l'élargissement de programmes provinciaux destinés aux enfants en bas âge. Depuis avril 2001, le Manitoba a augmenté d'environ 29 millions de dollars les fonds provinciaux affectés au développement des jeunes enfants. Grâce à des partenariats régionaux avec les équipes consacrées à la petite enfance et avec des coalitions axées sur le couple parent-enfant, la province élabore un continuum de services à l'appui des enfants du Manitoba et de leurs familles.

En mars 2000, le premier ministre de la province lançait le programme *Healthy Child Manitoba* (Enfants en santé Manitoba) pour faciliter la mise en œuvre, dans tous les ministères et les services, d'une politique gouvernementale axée sur l'enfant et le développement communautaire. L'action vise la période de la petite enfance, allant de la conception jusqu'à l'entrée à l'école. Le programme est dirigé par un comité spécial du Cabinet, composé des ministres des Affaires autochtones et du Nord; de la Culture, du Patrimoine et du Tourisme; de l'Éducation, de la Formation et de la Jeunesse; des Services à la famille et du Logement; de la Justice; et de la Condition féminine. *Healthy Child Manitoba* marque l'instauration d'un mode nouveau de collaboration et d'un engagement à une action concrète en faveur du développement de la petite enfance. Le programme prend appui sur des bases déjà en place et crée des initiatives nouvelles d'aide à l'enfant pendant ses premières années de développement. En voici les éléments constitutifs :

Bébé en santé (*Healthy Baby*)

Depuis juillet 2001, le programme manitobain de prestation prénatale aide les femmes enceintes admissibles à satisfaire leurs besoins nutritifs accrus pendant la grossesse. Les femmes enceintes et les nouvelles mamans ont également accès à des programmes élargis de soutien communautaire.

Bébé d'abord (*BabyFirst*)

Bébé d'abord (*BabyFirst*) offre pendant trois ans, par l'entremise du système de santé, des visites à domicile auprès des nouveau-nés et de leurs familles. Il se base sur un processus de sélection systématique et la prestation relève des services de santé communautaire. En 2001, la province a augmenté les budgets du programme afin de l'offrir à un nombre accru de familles.

ENRAYER LE SAF (*STOP FAS*)

Il s'agit d'un programme de mentorat de trois ans offert aux femmes à risque de mettre au monde un bébé affligé du syndrome d'alcoolisme fœtal (SAF) ou des effets de l'alcoolisme fœtal (EAF). Devant la réussite obtenue dans deux collectivités de Winnipeg, la province a récemment étendu le programme à celles de Thompson et Le Pas, dans le nord du Manitoba.

Démarche axée sur le couple parent-enfant

Cette démarche consiste en une mise en commun des ressources par des coalitions communautaires en vue d'appuyer les tâches parentales, d'améliorer la nutrition, de favoriser l'alphabétisation et de renforcer les

ressources communautaires pour aider les familles au sein même de leurs propres collectivités. Chacune de ces coalitions détermine la forme des activités, selon les besoins de la collectivité en cause.

Services de garde à l'enfance

Depuis avril 2000, le Manitoba a augmenté de plus de 27 p. 100 le financement de ses programmes de garde à l'enfance, ce qui lui a permis de hausser les salaires des éducateurs de la petite enfance et d'offrir des subventions de plus aux organismes voués aux enfants. Ces fonds permettent également d'intégrer un plus grand nombre d'enfants au système de garde et d'accroître le nombre de places dans les garderies agréées.

Intervention précoce *(Early Start)*

Pour rehausser le niveau de préparation des enfants à l'apprentissage scolaire, *Early Start* offre un programme de trois ans de visites à domicile auprès des familles ayant des enfants qui ont des besoins sociaux spéciaux et fréquentent une garderie agréée.

Initiative de développement des jeunes enfants (Ministère provincial de l'Éducation, de la Formation et de la Jeunesse)

L'Initiative de développement des jeunes enfants, lancée par le ministère de l'Éducation, de la Formation et de la Jeunesse du Manitoba, aide les divisions et districts scolaires à offrir des services intersectoriels aux enfants d'âge pré-scolaire. Le projet, réalisé conjointement avec Healthy Child Manitoba, a pour objectif d'améliorer la préparation des enfants à l'apprentissage scolaire.

Services spéciaux à l'enfance (*Children's Special Services*)

Des services communautaires sont offerts à un nombre croissant de familles qui élèvent à la maison des enfants ayant des incapacités mentales et-ou physiques.

Restauration de la Prestation nationale pour enfants

Les familles bénéficiaires de l'Aide à l'emploi et au revenu disposeront de revenus de plus qui les aideront à donner à leurs jeunes enfants tout le soutien dont ils ont besoin. Depuis juillet 2001, la Prestation nationale pour enfants n'est plus déduite des prestations provinciales des familles ayant des enfants de six ans ou moins. Ces familles reçoivent maintenant la somme entière de la prestation nationale, y compris les augmentations de juillet 2001.

La province du Manitoba est heureuse de souligner sa collaboration avec le gouvernement du Canada en vue de soutenir les projets de développement de la petite enfance (DPE). Dans la somme de l'investissement différentiel de 29 millions de dollars consacré au DPE dans la province depuis avril 2000, la contribution du gouvernement du Canada se chiffre à 11,1 millions de dollars pour l'exercice 2001-2002. Pendant ce même exercice, le Manitoba investit au total plus de 96 millions de dollars dans le développement de la petite enfance.

Les enfants et les familles de la DWS1 ont accès à tous les projets de DPE au Manitoba.

Bibliographie

Beder, H. (1999). *The Outcomes and Impacts of Adult Literacy Education in the United States*. The National Center for the Study of Adult Learning and Literacy, Cambridge, Massachusetts.

Brownell, Marni, Patricia Martens, Anita Kozyrskyj, Patricia Fergusson, Jennifer Lerfald, Teresa Mayer, Shelley Derksen et David Friesen; résumé de Kip Sullivan (février 2001) *Assessing the Health of Children in Manitoba: A Population-Based Study.*

Brooks-Gunn, J., G. Duncan, P. K. Klebanov et N. Sealand (1993). « Do neighbourhoods influence child and adolescent development? » *American Journal of Sociology*, 99, p. 353-395.

Campbell, Cathy (janvier 2000). « Développer le cœur et l'intellect », *Bulletin Familles et santé*, 8, p. 5, Institut Vanier de la famille.

Conseil canadien de développement social (1998). *Le progrès des enfants au Canada 1998 : Gros plan sur les jeunes*, Ottawa (Ontario).

Conseil canadien de développement social (1998). *Le progrès des enfants au Canada : À l'aube du millénaire*, Ottawa (Ontario).

Chao, R. K. et D. J. Willms (octobre 1998). *Les pratiques parentales font-elles une différence ?* Exposé présenté lors de la conférence « Investir dans les enfants », Développement des ressources humaines Canada, Ottawa (Ontario).

Chase-Lansdale, P. L., R. A. Gordon, J. Brooks-Gunn et P. K. Klebanov (1997). « Neighbourhood and family influences on the intellectual and behavioral competence of preschool and early school-age children », dans l'ouvrage collectif publié sous la direction de J. Brooks-Gunn, G. J. Duncan et J. L. Aber et intitulé *Neighbourhood poverty: Context and Consequences for Children*,Volume I, p. 79-118, Russell Sage, New York.

Coley, R. L., F. E Kuo et W. C. Sullivan (1997). « Where does community grow? The social context created by nature in urban public housing », *Environment and Behavior*, 29, p. 468-492.

Connor, S. (2001). *Développement de la petite enfance à North York*, Direction générale de la recherche appliquée, Politique stratégique, Développement des ressources humaines Canada, Hull (Québec).

Connor, S. et S. Brink (1999). *Comprendre la petite enfance : L'influence de la collectivité sur le développement de l'enfant.* Document de travail W-99-6F, Développement des ressources humaines Canada, Hull (Québec).

Dewit, D. J., D. R. Offord et K. Braun (1998). *The relationship between geographic relocation and childhood problem behaviour.* Document de travail W-98-17E, Développement des ressources humaines Canada, Hull (Québec).

Doherty, G. (1997). *De la conception à six ans : Les fondements de la préparation à l'école.* Document de travail W-97-8F, Développement des ressources humaines Canada, Hull (Québec).

Comité consultatif fédéral-provincial-territorial sur la santé de la population (1999). *Pour un avenir en santé : Deuxième rapport sur la santé de la population canadienne*, Santé Canada, Ottawa (Ontario).

Furstenberg, F. F. Jr et M. E. Hughes (1995). « The influence of neighbourhoods on children's development: A theoretical

perspective and a research agenda », dans *Indicators of Children's Well-beinl. Cross-cutting Issues: Population, Family, and Neighborhood, Social Development and Problem Behaviors, Volume III*. Exposé présenté lors d'une conférence sur les indicateurs du bien-être des enfants, tenue à Rockville, dans le Maryland, à l'Institute for Research on Poverty. Rapport spécial 60c.

Halpern-Felsher, B., J. P. Connell, M. B. Spencer, J. L. Aber, G. J. Duncan, E. Clifford, W. Crichlow, P. Usinger et S. S. Cole (1997). « Neighborhood and family factors predicting educational risk and attainment in African American and White children and adolescents », dans l'ouvrage collectif publié sous la direction de J. Brooks-Gunn, G. J. Duncan et J.L. Aber, *Neighbourhood poverty: Context and Consequences for Children, Volume I*, Russell Sage, New York, p. 146-173.

Harachi, T. W., R. F. Catalano et J. D. Hawkins (1997). « Effective recruitment for parenting programs within ethnic minority communities », *Child and Adolescent Social Work Journal*, 14(1), p. 23-39.

Hay, D. I. (2000). « Programme scolaires de nutrition : Un bon choix pour les enfants ? », School food programs: A good choice for children? *Perception*, 23(4), Conseil canadien de développement social, Ottawa (Ontario).

Jencks, C. et S. Mayer (1990). « The social consequences of growing up in a poor neighbourhood », dans l'ouvrage collectif publié sous la direction de L. E. Lynn et G. H. McGreary, *Inner-city Poverty in the United States*, National Academy Press, Washington DC, p. 111-186.

Keating, Daniel P. et C. Hertzman, réd. (1999). « Developmental Health and the Wealth of Nations: Social, Biological, and Educational Dynamics », The Guilford Press, New York.

Kobayashi, A., E. Moore et M. Rosenberg (1998). *Des enfants immigrants en santé : Une analyse démographique et géographique*. Document de travail W-98-20F, Développement des ressources humaines Canada, Hull (Québec).

Kohen, D. E., C. Hertzman, C. et J. Brooks-Gunn (1998). *Les influences du quartier sur la maturité scolaire de l'enfant*. Document de travail W-98-15F, Développement des . sources humaines Canada, Hull, Québec.
Kremarik, Frances (automne 2000). « L'activité sportive chez les enfants, une affaire de famille », *Tendances sociales canadiennes*, Statistique Canada, Hull (Québec), p. 20-24.

Krishnan, V. (1997). « A Macro approach to the explanation of physician distribution in Canada », *Journal of Health and Social Policy*, 9(1), p. 45-61.

Lipman, E. L., M. H. Boyle, M. D. Dooley et D. R. Offord (1998). *Les enfants et les familles gynoparentales : Étude des facteurs influant sur le bien-être de l'enfant*. Document de travail W-98-11F, Développement des ressources humaines Canada, Hull (Québec).

Ludwig, J. O., G. J. Duncan et P. Hirschfield (novembre 2000). *Urban Poverty and Juvenile Crime: Evidence from a Randomized Housing-Mobility Experiment*, JCPR Working Paper 158, téléchargé de http://www.jcpr.org/wp/wpprofile.cfm?ID=162

Macpherson, A., I. Roberts et I. B. Pless (1998). « Children's Exposure to Traffic and Pedestrian Injuries », *American Journal of Public Health*, 88, p. 12.

Manitoba Child Day Care Office (2001). *Highlights of Legislation*, Ministère des Services à la famille et du Logement du Manitoba.

McCain, M. et J. F. Mustard (1999). *Étude sur la petite enfance : Inverser la véritable fuite des cerveaux*, Secrétariat à l'enfance de l'Ontario, Toronto.

McNulty, T. L., M. E. Evans et R. C. Grosser (1996). « If you build it, they will come: the relationship between hospitalization and community based services for children with emotional and behavioral disorders », *Research in the Sociology of Health Care*, 13b, p. 267-287.

Conseil national du bien-être social (1997). *Parents en santé, bébés en santé*, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa (Ontario).

National Institute of Adult Education, Adult Literacy and Basic Skills Unit (1993). *Parents and their Children: The Intergenerational Effect of Poor Basic Skills*.

Offord, D. R., E. L. Lipman et E. K. Duku (1998). *Les sports, les arts et les programmes communautaires : Taux et corrélats de la participation*. Document de travail W-98-18F, Développement des ressources humaines Canada, Hull (Québec).

Pless, I. B., R. Verreault, L. Arseneault, J.-Y. Frappier et J. Stulginskas (1987). « The Epidemiology of Road Accidents in Childhood », *American Journal of Public Health*, 77, p. 358-360.

Ross, D. P. et P. Roberts (2000). *Le bien-être de l'enfant et le revenu familial : Un nouveau regard au débat sur la pauvreté*, Conseil canadien de développement social, Ottawa (Ontario).

Ross, D. P., P. A. Roberts et K. Scott (1998). *Variation des résultats développementaux chez les enfants des familles monoparentales*. Document de travail W-98-7F, Développement des ressources humaines Canada, Hull (Québec).

Ross, D. P., K. Scott et M. Kelly (1999). *La pauvreté des enfants : Quelles en sont les conséquences ?* Conseil canadien de développement social, Ottawa (Ontario).

Sampson, J., S. W. Raudenbush et F. Earls (août 1997). « Neighborhoods and violent crime: A multilevel study of collective efficacy », *Science*, 277, p. 918-923.

Steinhauer, P. D. (1998). « Développer la résilience chez les enfants des milieux défavorisés », *La santé au Canada : Un héritage à faire fructifier*, Études du Forum national sur la santé, Éditions MultiMondes, Sainte-Foy (Québec).

Taylor, A., A. Wiley, F. Kuo et W. Sullivan (janvier 1998). « Growing up in the Inner City: Green Spaces as Places to Grow », *Environment and Behaviour, 30*, (1).

The Barbara Bush Foundation for Family Literacy (1989). *First Teachers: A family literacy handbook for parents, policy makers and literacy providers*, Washington, DC.

Toronto Children's Services (1999). *Toronto Report Card on Children, 1999*, ville de Toronto, Toronto (Ontario).

Westchester Institute for Human Services Research (2000). *The Balanced View: Early Childhood Education – Part 1: What the Research Tells Us*, à télécharger depuis http://www.emsc.nysed.gov :9210/rscs/echild1.html

Willms, J. D. (réd.). *Vulnerable Children in Canada*, University of Alberta Press, Edmonton, Alberta (ouvrage à l'impression).